

## L'Inde, cinquante-deux ans, franchit le milliard d'habitants

À CINQUANTE-DEUX ANS, « la plus grande démocratie du monde » mérite bien son nom : l'Inde, qui a commémoré, dimanche 15 août, l'anniversaire de son indépendance, est en passe de franchir le cap du milliard d'habitants. Même si le pays de Gandhi n'a pas connu l'explosion démographique tant redoutée, le taux d'accroissement de la population reste encore trop élevé, avec 17 millions d'habitants supplémentaires chaque année. Résultat, l'Inde de la bombe atomique et du satellite peine à s'arracher de la pauvreté : 300 millions de ses citoyens continuent de vivre dans des conditions de misère quasi absolue. Les tensions avec le voisin pakistanais ont marqué les discours des responsables du sous-continent, un an après qu'ils aient procédé à des essais nucléaires.

Lire page 2

## Fruits, légumes et double prix

UN DOUBLE affichage temporaire du prix de neuf fruits et légumes entre progressivement en vigueur à partir du lundi 16 août. Durant une période de un à trois mois, le prix réclamé au consommateur et celui payé à l'agriculteur se côtoieront. Le gouvernement cherche ainsi à introduire davantage de transparence dans les circuits de distribution et répond à une attente pressante des producteurs qui traversent une crise provoquée par des prix très bas et de faibles exportations. Se voulant « explicatif », le gouvernement ne sanctionnera pas les commerçants qui tarderaient à appliquer les nouvelles dispositions. De nombreux détaillants se disent « sceptiques » sur l'efficacité de ces mesures.

Lire page 5

## Le réveil d'une étoile



« JAY-JAY » OKOCHA

APRÈS une saison 1998-1999 décevante, le Paris-Saint-Germain renoue avec le succès dans le championnat de France de football. En tête du classement après trois journées, le PSG doit beaucoup à son talentueux milieu de terrain, « Jay-Jay » Okocha, qui confirme enfin son talent.

Lire page 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 817 - 7,50 F



## La Société générale fait de la résistance

- Après la victoire de la BNP sur Paribas, les pouvoirs publics devaient décider, mardi, du sort de la Société générale
- Son PDG, Daniel Bouton, défend dans « Le Monde » son indépendance
- « La Générale n'est pas à vendre », affirme-t-il
- Il envisage des partenariats européens

PDG de la Société générale (SG), Daniel Bouton, dans un entretien exclusif au Monde, reconnaît la victoire de la BNP sur Paribas mais qualifie de « bide » son score sur SG. A l'issue de cinq mois de bataille boursière, la BNP a obtenu 65 % du capital de Paribas et 36,8 % de celui de la Société générale. S'exprimant à la veille de la réunion, mardi 17 août, du Comité des établissements de crédit qui doit statuer sur le sort de sa banque, M. Bouton souhaite que « BNP-Paribas soit une grande réussite » et annonce sa démission du conseil d'administration de Paribas. Mais il proclame sa détermination à résister jusqu'au bout à l'offensive de Michel Pébereau, PDG de la BNP.

M. Bouton juge que sa banque, « une des très grandes banques européennes », est suffisamment forte pour pouvoir rester indépendante. Souhaitant développer des partenariats en Europe, il s'étonne par ailleurs d'une « chasse aux sorcières soudaine » contre les inves-



tisseurs étrangers dans un capitalisme français qui manque d'actionnaires. Pour autant, « la Générale n'est pas à vendre », affirme-t-il. M. Bouton considère qu'après la sanction des marchés, le mariage à trois proposé par la BNP (SG-BNP-Paribas) n'a toujours pas de raison d'être : « Il est possible que les autorités bancaires décident d'aller contre les actionnaires, contre les managers et contre les salariés », déclare-t-il. Mais cela me paraît peu probable... » Deux points fondamentaux le séparent toujours de la BNP : il ne croit ni aux opérations hostiles en matière bancaire, ni aux fusions à trois.

Confiant dans le soutien de ses actionnaires et de son conseil d'administration, qui doit se réunir mardi, Daniel Bouton lance un appel à « une paix des banquiers » entre BNP-Paribas et Société générale.

Lire pages 10 et 11 et notre éditorial page 9

## En Suisse, la caisse des services secrets était mal gardée

BERNE  
de notre correspondant

C'eût été une affaire comme les affectionne Carla Del Ponte, le procureur sortant de la Confédération helvétique. Le jour même de sa nomination, mercredi 11 août, comme procureur du Tribunal pénal international par le Conseil de sécurité de l'ONU à New York, les couloirs du ministère de la défense à Berne bruissaient d'une autre affaire. On venait de découvrir un abus de confiance portant sur des millions à la caisse des services de renseignement de l'armée. L'arrestation, dans la nuit de jeudi à vendredi, près de l'aéroport de Zurich d'un suspect, Dino Bellasi, permettait de laisser filtrer quelques bribes de précisions supplémentaires. Depuis lors, toute information est solidement verrouillée « pour ne pas nuire à l'enquête » confiée au substitut du procureur général, Felix Bänziger, qui assure l'intérim de M<sup>me</sup> Del Ponte.

Dino Bellasi a tenu depuis fin 1994 la comptabilité des services de renseignement de l'armée helvétique et avait démissionné pour raisons de santé en 1998. Agé de trente-neuf ans, il a été placé en garde à vue en

compagnie de son épouse, arrêtée en même temps que lui à leur retour de vacances à Bali. L'ex-fonctionnaire est soupçonné d'avoir détourné quelque 8,63 millions de francs suisses (5,4 millions d'euros) par le jeu de fausses factures avec, à l'appui, de vrais justificatifs. Des formulaires falsifiés lui permettaient de demander des avances pour des séminaires fictifs ou de prétendus cours de formation pour les services secrets, qu'il allait toucher directement à la caisse de la Banque nationale suisse. Ce manège s'est prolongé après son départ et c'est son successeur au ministère qui a levé le voile. Capitaine dans l'armée de milice, le suspect proteste de son innocence.

L'affaire est embarrassante pour le ministère de la défense. La presse dominicale, qui l'a décortiquée à plaisir, hésite entre la dignité outragée et les gorges chaudes. Le chef du département fédéral de la défense, Adolf Ogi, a ordonné une enquête administrative afin de savoir si l'ancien comptable a agi seul et pour son propre compte. Il faudra établir si l'escroc présumé se contentait de falsifier des signatures ou s'il avait des complices. Les vérifica-

teurs qui, pendant cinq ans, ont épluché régulièrement les comptes n'y ont vu que du feu ; seule une facture qualifiée de « bizarre » leur a récemment mis la puce à l'oreille. L'envoi d'une note au successeur du fonctionnaire indélicat a facilité la découverte du pot aux roses.

Ce n'est pas la première fois que des remous de ce genre agitent le ministère de la défense helvétique. En 1995, des officiers supérieurs s'étaient vu reprocher une violation de secrets militaires dans une sombre histoire de cédéròms. Un ancien colonel, Friedrich Nyffenegger, a ensuite écopé d'une peine de prison avec sursis de la justice militaire, mais doit être jugé à partir du 6 septembre par la Cour pénale fédérale pour « abus de confiance, corruption et escroquerie ».

Précision ironique pour fin d'histoire suisse : les millions subtilisés aux services de renseignement auraient été placés à l'étranger, pour l'essentiel. A charge pour les fins limiers de la police helvétique de les retrouver et si possible de les récupérer...

Jean-Claude Buhner

## L'arrogante faiblesse de la diplomatie russe

« SAVOK ! » Prononcé avec une moue dédaigneuse, le mot désigne en argot moscovite du moment tout ce qui rappelle l'Union soviétique, les produits, les gens, les mœurs, les idées, la politique... Après la crise du Kosovo, la diplomatie russe est-elle menacée de redevenir « savok » ? Les dirigeants, les observateurs, les chercheurs qui, dans les instituts, analystes ou préparent la politique extérieure de la Russie, sont divisés. L'éventail des tendances va des partisans d'une nouvelle sorte de guerre froide aux occidentalistes convaincus - auxquels l'attitude des Occidentaux dans la première phase de la guerre avec la Serbie n'a pas rendu la tâche facile -, en passant par toutes les nuances intermédiaires.

On ne sait si le nouveau premier ministre, M. Poutine, qui attend sa confirmation par la Douma, maintiendra à son poste l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Ivanov, qui s'est montré ferme, voire sévère, avec les Occidentaux. Mais sur le fond, M. Eltsine semble avoir à l'avance tranché le débat en déclarant que la page du Kosovo devait être tournée. La reprise des contacts avec l'OTAN, la prochaine relance des négociations sur la réduction des armements stratégiques, l'ac-

cueil réservé à Moscou au président monténégrin Milo Djukanovic, adversaire de Slobodan Milosevic, vont dans le même sens.

Pourtant, la guerre du Kosovo a fait sur la diplomatie russe l'effet d'un tremblement de terre, plus grave que l'élargissement de l'OTAN contre lequel le Kremlin avait livré une bataille rhétorique de plusieurs années. En fait, elle a confirmé les craintes de ceux qui, à Moscou, se méfient des intentions occidentales en général et américaines en particulier. Elle a renforcé le sentiment d'isolement de la Russie, qui ne peut plus compter sur son « glacis » centre-européen, comme au temps de l'URSS.

En interdisant leur espace aérien aux renforts russes destinés au Kosovo, les nouveaux membres de l'OTAN et les anciens pays de l'Est aspirant à le devenir ont montré que la marge de manœuvre de la Russie s'était réduite. Autrement dit, le Kosovo aurait apporté la preuve des intentions malignes des Occidentaux quand ils ont entrepris de pousser l'OTAN vers l'Est.

Daniel Vernet

Lire la suite page 9 et nos informations page 3



## LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Les aliments du monde

### 1. Histoire de « patate »

Le Monde débute aujourd'hui un tour de table d'une semaine où seront racontées les histoires, petites et grandes, des aliments qui ont modifié le cours de nos vies. Sucre, café, pomme de terre, maïs, riz..., tellement intégrés à notre quotidien qu'on a l'impression, à tort, qu'ils sont là de toute éternité. Aujourd'hui, l'histoire de la pomme de terre, cette « patate » indispensable qui fut pourtant longtemps jetée aux cochons. p. 8



## LACS DE FRANCE Serre-Ponçon a trois vies

Dans une série en cinq volets, les pages Régions du Monde partent à la découverte des grands lacs de la française. Aujourd'hui, celui de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes) : créé pour des raisons économiques et énergétiques, ce plan d'eau artificiel, avec ses 3 000 hectares, est devenu une vaste aire de jeu. p. 7

## VACANCES Touriste en banlieue

Gîtes ruraux, chemins de randonnées, nouveaux sites comme le Stade de France : la banlieue parisienne ne manque pas d'atouts. L'essor de cette nouvelle destination de loisirs s'est traduit par la publication de cinq guides, dont celui du Routard, paru en 1999. p. 6

## L'ÉTÉ FESTIVAL Cinéma nouveau à Locarno

Le jeune cinéma français emporte la palme au Festival de Locarno, en Suisse, où deux réalisatrices et deux comédiens ont été récompensés. A Lorient, l'Interceltique faisait les comptes du succès de ses musiques. Enfin, Saint-Nazaire se livrait aux sonorités africaines. p. 21

International	2	Aujourd'hui	17
France	5	Météorologie, jeux...	19
Société	6	Abonnements	19
Régions	7	Carnet	20
Horizons	8	Emploi/annonces	20
Entreprises	10	Culture	21
Communication	14	Guide culturel	22
Tableau de bord	14	Radio-Télévision	23

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 17 AOÛT 1999

**ANNIVERSAIRE** L'Inde a fêtes cinquante-deux ans d'indépendance, dimanche 15 août, alors que certains experts estiment que « la plus grande démocratie du monde »

mérite plus que jamais son nom : selon certaines estimations de l'ONU, l'Inde vient de dépasser le cap du milliard d'habitants. Mais New Delhi continue d'affirmer que ce chiffre ne

sera atteint que l'année prochaine. ● **LA TENSION** et les menaces réciproques ont marqué les commémorations de l'indépendance de l'Inde et de la création du Pakistan. Les re-

lations entre les deux « frères ennemis » du sous-continent sont au plus bas depuis le récent conflit au Cachemire. ● **A LA VIEILLE** des élections législatives, qui se dérouleront

en septembre et en octobre, le parti des nationalistes hindous, le BJP, actuellement au pouvoir, semble pour l'instant le mieux placé pour l'emporter.

## L'Inde franchit le cap du milliard d'habitants

La population de la « plus grande démocratie du monde » rattrapera celle de la Chine au milieu du siècle prochain. Dans un climat de tension persistante avec le Pakistan, le premier ministre nationaliste, Atal Bihari Vajpayee, aborde en confiance l'échéance électorale de septembre

## NEW DELHI

de notre correspondante

Neuf cent quatre-vingt-dix-huit millions, six cent quatre-vingt dix-neuf mille, cinq cent trois (998 699 503), le 15 août 1999, à midi, jour du 52<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Inde : au centre de New Delhi, le compteur qui clique en moyenne 47 fois la minute pour indiquer la naissance d'un nouvel Indien – 67 680 par jour – ne devrait atteindre le milliard que début septembre, selon les estimations du ministère indien de la santé. Mais la commission du recensement, qui fonde son calcul sur des projections faites lors du dernier recensement de 1991, a décidé que ce chiffre sera atteint le 11 mai 2000...

Des démographes des Nations unies, comme le World Watch, une organisation de recherche basée à Washington, affirment cependant que l'Inde a rejoint, le 15 août, la Chine, en devenant l'un des deux pays comptant plus de 1 milliard d'habitants. Nombreux sont ceux qui estiment même que l'Inde a déjà dépassé ce nombre et que, toutes les estimations se basant sur des projections plus ou moins scientifiques, la date exacte n'a, après tout, qu'une valeur symbolique. Avec 18 millions d'habitants de plus par an, compte tenu d'une baisse de deux tiers du taux de mortalité et du doublement de l'espérance de vie, depuis l'indépendance, l'Inde détient de toute façon le record mondial d'accroissement annuel de population.



L'énormité des chiffres donne le vertige dans ce pays-continent où tout se compte par milliers, dizaines ou centaines de milliers, qu'il s'agisse du nombre de villages, des universités, des hôpitaux.

## UNE POLITIQUE IMPOPULAIRE

Quoiqu'il arrive, la stabilisation de la population n'interviendra pas avant 2050, quand l'Inde aura atteint 1,5 milliard d'habitants, devançant ainsi la Chine. « La pyramide des âges – 284 millions d'Indiens ont entre 10 et 24 ans – montre que la population va continuer à s'accroître dans les prochaines qua-

rante années », affirme Saroj Pachauri, directeur régional du Conseil de la population.

Conscient des problèmes à venir dès le lendemain de l'indépendance, du temps où l'Inde comptait déjà 342 millions d'habitants, le gouvernement indien a été le premier au monde à introduire un programme de planning familial en 1951. Celui-ci a connu toutefois des fortunes diverses. Basé jusqu'en 1996 sur des quotas de baisse de population à atteindre, ce programme a connu son plus important revers pendant l'état d'urgence, imposé par Indira Gandhi

entre 1975 et 1977 : 4,5 millions d'hommes furent stérilisés de force. Cet épisode tragique a traumatisé la population et réduit la volonté des politiques à pousser trop fortement une politique de contrôle des naissances devenue impopulaire.

La conférence de l'ONU sur la population au Caire en 1994 a été l'occasion pour l'Inde de revoir tout son programme. Mais c'est une mentalité enracinée dans la bureaucratie, du sommet à la base, qu'il faut changer, et les travailleurs sociaux reconnaissent que cela ne se fera pas en un jour.

## NATALITÉ EN BAISSÉ

« Sans repère concret, la bureaucratie ne sait pas comment prendre le problème », affirme Shalini Randeria, sociologue et professeur à l'université libre de Berlin. Un problème d'autant plus compliqué que les structures de santé primaire sont déficientes, sinon inexistantes, dans de nombreux villages et que les fonctionnaires préfèrent une opération définitive, comme la stérilisation, qui ne demande pas de suivi, qu'une contraception par pilule ou stérilet qui doit être surveillée. Sur la moitié de la population en âge de procréer et qui pratique une méthode de contrôle des naissances, 67 % choisissent la stérilisation et celle-ci se pratique à 90 % sur les femmes. Mais elle ne se font souvent stériliser qu'après avoir atteint le nombre d'enfants désiré.

« Le plus grand acquis du programme familial », affirme M<sup>me</sup> Pachauri, « est que toutes les

familles savent plus ou moins qu'il existe des méthodes pour contrôler les naissances. Les femmes ne désirent plus aujourd'hui de très grandes familles. Mais environ 20 % des femmes qui souhaiteraient des moyens contraceptifs n'y ont pas accès ». Une chose est cependant sûre : le taux de natalité baisse dans tous les Etats de l'Inde, même si ce processus est beaucoup plus lent dans les grands Etats du Nord, où tous les indicateurs sociaux sont au rouge, que dans ceux du Sud, plus développés. « Au Kérala et au Tamil-Nadu, la stabilisation de la

Les experts considèrent aujourd'hui que l'éducation des femmes, l'amélioration des structures de santé primaires, le développement des ressources économiques, sont des conditions indispensables au succès de tout programme de planning familial. A cela devrait s'ajouter aussi la disparition des craintes de discrimination religieuse, beaucoup d'Hindous accusant les Musulmans de faire beaucoup d'enfants pour obtenir une deuxième partition. Mais, globalement, les problèmes ont beau être parfaitement analysés et les solu-

## Trois cents millions de miséreux

En Inde, un enfant sur trois ne va pas à l'école, la moitié de la population est toujours illettrée (61 % des femmes) et 75 % des ruraux n'ont pas d'accès à l'eau courante. L'Inde des satellites et de la bombe atomique coexiste ainsi avec la plus abjecte pauvreté et plus de 300 millions d'Indiens vivent avec moins de 6 francs par jour. L'Inde consacre 2,3 % de son budget à la défense mais 0,7 % seulement à la santé. « Les dépenses sociales ne sont pas adéquates et ne l'ont jamais été », remarque un sociologue. Le manque d'argent n'explique cependant pas tout : le Kérala, l'un des états les plus pauvres, a ainsi réussi, grâce à une politique sociale énergique, à atteindre des niveaux d'éducation et d'espérance de vie comparables à ceux de l'Europe.

population a été atteinte », indique M<sup>me</sup> Pachauri alors qu'en Uttar Pradesh (170 millions d'habitants), au Bihar (97 millions), Madhya Pradesh (78 millions) et Rajasthan (53 millions), le taux de croissance de la population se situe en moyenne à 2,2 contre 1,6 en moyenne nationale.

tions identifiées, la volonté politique semble encore manquer et la lassitude gagne devant l'énormité de la tâche. Dans la course à la population, l'Inde est certaine de gagner. Mais c'est un record dont elle se passerait bien...

Françoise Chipaux

## Les dix poids lourds démographiques

Dix pays – en considérant l'Union européenne comme l'un d'eux – pèsent pour plus de la moitié de la population mondiale. Voici la statistique de leurs populations actuelles et les projections pour 2025, selon la synthèse réalisée par le Population Reference Bureau. Les Etats d'Asie, sauf le Japon, croissent, mais aussi les Etats-Unis ; la Russie s'affaïsse, l'Europe stagne.

- **Chine** : 1,25 milliard en 1999, 1,56 en 2025.
- **Inde** : 987 millions en 1999, 1,41 milliard en 2025.
- **Union européenne** : 376 millions en 1999, 380 en 2025.
- **Etats-Unis** : 272 millions en 1999, 335 en 2025.
- **Indonésie** : 212 millions en 1999, 287 en 2025.
- **Brésil** : 168 millions en 1999, 218 en 2025.
- **Russie** : 146 millions en 1999, 138 en 2025.
- **Pakistan** : 146 millions en 1999, 224 en 2025.
- **Japon** : 127 millions en 1999, 121 en 2025.
- **Bangladesh** : 126 millions en 1999, 177 en 2025.

## Le conflit avec le Pakistan pèse sur la commémoration de l'indépendance

## NEW DELHI

de notre correspondante

Bruits de bottes, accusations et violences ont marqué le 52<sup>e</sup> anniversaire de la création du Pakistan, le 14 août, et de l'indépendance de l'Inde, le 15 août. Dans une atmosphère de haute tension, sous la pression de leurs opinions publiques, les deux premiers ministres, Nawaz Sharif au Pakistan et Atal Bihari Vajpayee en Inde, ont chacun de leur côté longuement évoqué en termes peu amènes leurs relations.

Lors d'une cérémonie à laquelle assistaient les familles des victimes du dernier conflit avec l'Inde sur les hauteurs du Cachemire, M. Sharif a affirmé : « La patience et la retenue du Pakistan, en dépit des provocations, ne doivent pas être interprétées comme un signe de faiblesse. Personne ne doit avoir de doutes, a-t-il poursuivi, si une guerre nous est imposée, le Pakistan est pleinement capable de donner une réponse significative à l'ennemi. » Évoquant le conflit de Kargil, le Premier ministre a ajouté : « Afin de faire baisser la tension, nous avons lancé un appel aux Moudjahidines (combattants islamiques) pour qu'ils se retirent mais, mardi, l'Inde a lâchement abattu un avion non armé. Le monde devrait réaliser qui aspire à la paix et qui cherche à la détruire. » Le Pakistan « ne peut pas contempler silencieusement les forces indiennes tuer des jeunes Cachemiris innocents qui

demandent leur droit à l'autodétermination ». Rendant hommage aux militaires tombés en « martyrs » et aux Moudjahidines « dont le sang ne sera pas perdu », M. Sharif a ajouté : « Nous avons agi avec patience et détermination après être devenus une puissance nucléaire et nous nous comportons toujours de cette manière, mais il y a une fin à tout. »

Le président pakistanais, Rafic Tarar, a pour sa part mis fin à l'ambiguïté qui, à Islamabad, entourait la participation des soldats pakistanais au conflit de Kargil en remettant la plus haute décoration de son pays à deux officiers tués et en récompensant 96 officiers et soldats qui ont pris part à cette opération.

## ACTIONS MEURTRIÈRES

Dimanche, le Premier ministre indien a exclu tout dialogue, dans les conditions actuelles, avec le Pakistan. « Le Pakistan soutient le terrorisme et envoie en Inde des militants entraînés qui tuent des femmes et des enfants innocents. Comment des discussions peuvent-elles être tenues dans un tel climat ? » s'est-il interrogé. Rendant le Pakistan responsable de l'échec du processus de paix, engagé lors de son voyage historique à Lahore en février, il a affirmé : « Nous sommes allés à Lahore en tendant la main de l'amitié et le Pakistan a trahi cette confiance. Il nous faut la paix, mais pour qu'il y ait la paix, il faut la confiance », a-t-il souligné. Dans une

allusion voilée à l'arme nucléaire, M. Vajpayee a ajouté : « Pokhran [le site où ont eu lieu les essais nucléaires indiens] nous a donné une puissance qui nous donne confiance en nous. En dépit des pressions, nous avons testé avec succès le missile Agni 2 qui sera incorporé à notre arsenal militaire », a-t-il d'autre part annoncé. Testé en avril dernier, l'engin, d'une portée théorique de 2 200 kilomètres, peut être équipé d'une ogive nucléaire.

Samedi, le président indien, K. R. Narayanan, avait lui aussi souligné qu'il « est prudent et du devoir de notre peuple d'être prêt à toute attaque surprise ». Et d'indiquer que l'Inde devait augmenter son budget de défense. Le budget militaire de l'Inde est de 10,8 milliards de dollars (10,1 milliards d'euros), soit trois fois celui du Pakistan (2,7 milliards de dollars, soit 2,5 milliards d'euros), mais ne représente que 2,3 % du PNB, contre 5,8 % pour le Pakistan.

Ce week-end menaçant s'est accompagné, au Cachemire, de nouvelles actions meurtrières. Au moins sept militaires, policiers et civils indiens ont été tués, et 17 autres blessés, dans divers incidents alors qu'une explosion – attribuée par un officiel pakistanais aux services secrets indiens – à bord d'un bus, au Pendjab pakistanais a tué six civils, en blessant 14 autres. Comme chaque année, les mouvements séparatistes cachemiris

avaient appelé au boycottage des cérémonies de l'indépendance qui se sont tenues sous très haute sécurité à Srinagar, capitale d'été du Cachemire indien, quadrillé par les forces de sécurité.

Si personne n'envisage une nouvelle guerre totale entre l'Inde et le Pakistan, désormais puissances nucléaires, rien ne permet de penser que la tension peut s'apaiser. Sous la pression des islamistes, d'une population frustrée politiquement, économiquement et socialement, ainsi que d'une armée qui le guette, Nawaz Sharif ne peut décourager les actions des militants au Cachemire. L'Inde, de son côté, peut difficilement continuer à tolérer des actions meurtrières de plus en plus nombreuses, non seulement au Cachemire mais aussi dans le nord-est, où elle accuse Islamabad d'apporter son soutien aux mouvements séparatistes. Des voix commencent à s'élever pour qu'une fois pour toutes elle donne « une bonne leçon » au Pakistan.

Plus d'un demi-siècle après la partition, l'Inde et encore plus le Pakistan semblent incapables de surmonter leur histoire. Les espoirs de paix nés il y a cinq mois sont pour l'instant bien enterrés. Il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour remettre sur les rails un quelconque dialogue.

Fr. C.

## A la veille des élections, les nationalistes hindous ont le vent en poupe

## NEW DELHI

de notre correspondante

Atal Bihari Vajpayee, soixante-deux ans, premier ministre sortant, contre Sonia Gandhi, cinquante-trois ans, héritière de la dynastie Nehru-Gandhi : à trois semaines du début des élections en Inde, qui vont se dérouler du 5 septembre au 3 octobre, la campagne se résume globalement à ce face-à-face, a priori défavorable à la présidente du parti du Congrès. Confronté à un premier ministre au sommet de la vague et approuvé par 83 % d'Indiens, selon un sondage, pour sa conduite lors du récent conflit avec le Pakistan, M<sup>me</sup> Gandhi fait figure de débattante. Selon ce même sondage, 43 % des personnes interrogées donnent comme principale raison de leur opposition à son éventuelle candidature au poste de premier ministre son manque d'expérience, un handicap aujourd'hui plus

important que son origine italienne que désapprouvent 25 % des électeurs.

Les nationalistes du parti au pouvoir, le BJP (Parti du peuple indien) ont vite compris l'intérêt de ce duel et ont, pour l'heure, mis de côté toute préoccupation idéologique pour ne projeter sur le devant de la scène que l'image du premier ministre. Toutes les affiches électorales n'ont qu'un visage et répètent : « Tried, Tested, Trusted », (essayé avec succès et adopté), le slogan qui s'applique à leur héros : Atal Bihari Vajpayee.

## NOUVEAU VISAGE

Devant ce tir de barrage, le Congrès tente bien de dire que « seuls comptent les programmes et non les personnalités », mais il en faudrait plus pour convaincre un électeur qui a mesuré, au fil des années, la vanité des promesses électorales.

Face modérée, donc plus acceptable, du nationalisme hindou, redoutable orateur en hindi, le premier ministre a derrière lui cinquante ans de vie politique qui rassurent dans l'atmosphère de tension régnant en ce moment en Inde après le récent conflit avec le Pakistan. Face à lui, « Sonia », veuve de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi et belle-fille d'Indira Gandhi, a certes pour elle son nom, la longue histoire du Congrès à la tête de l'Inde, mais elle a peu d'expérience politique et reste mal à l'aise pour s'exprimer.

La personnalité du premier ministre dépasse aujourd'hui, et de loin, les frontières de son parti. A l'intérieur de celui-ci, ses plus féroces critiques se sont tus. Sa popularité lui a donné les moyens d'élargir très largement ses alliances. L'homme présente ainsi un nouveau visage de fermeté, d'assurance, de responsabilité, qui a

effacé le Vajpayee las et hésitant de la première année de son gouvernement. Conscient de la ferveur nationaliste qui règne en Inde, depuis la guerre au Cachemire, M. Vajpayee n'hésite pas à en jouer et vient d'annoncer une hausse significative des fonds attribués à la défense.

Dans ce concert de nationalisme exacerbé, les critiques formulées par M<sup>me</sup> Gandhi accusant le gouvernement de s'être laissé surprendre par les Pakistanais, lors du conflit, sont plutôt mal reçues par une opinion qui ne veut retenir de cet épisode meurtrier que la « victoire » des troupes indiennes. Le Congrès, qui a axé sa campagne sur une stabilité politique que 600 millions d'électeurs appellent de leurs vœux, fait valoir qu'un parti unique est plus à même de l'assurer qu'une coalition.

Mais le parti des Gandhi se heurte au reproche d'être responsable de la chute des trois précé-

dents gouvernements... Au-delà du duel de personnes, ces élections vont mettre en compétition les deux blocs qu'ils représentent, le « troisième front » ayant quasiment disparu à l'exception des partis communistes qui ont leurs fiefs locaux et des formations de personnalités implantées dans les régions. La majorité des partis régionaux se sont, cette fois, alliés au BJP, qui, grâce à eux, va être présent dans quasiment tous les Etats de l'Inde. Pour la première fois, le BJP peut faire campagne sur un bilan, et selon plusieurs sondages, environ deux tiers des électeurs en sont satisfaits.

## ÉQUATION FAVORABLE

La campagne, qui ne fait que démarrer, pourrait certes modifier quelque peu une équation éminemment favorable aujourd'hui au BJP. Mais pour l'instant, Sonia Gandhi semble avoir du mal à convaincre

un électeur toujours nombreux à venir l'écouter, qu'elle serait un meilleur chef pour l'Inde que le premier ministre sortant. Interrogée à plusieurs reprises quant à savoir si elle occuperait le poste de premier ministre en cas de victoire du Congrès, M<sup>me</sup> Gandhi a laissé planer le doute, affirmant que le choix serait fait par les députés élus. Mais le Congrès pourrait souffrir de sa présence, dans la mesure où son inexpérience est jugée comme un obstacle important par les électeurs.

Autre avantage pour le BJP : en attaquant au Cachemire, le Pakistan a en fait aidé les nationalistes hindous et un premier ministre qui, tout en procédant aux essais nucléaires, avait sincèrement et contre le souhait des extrémistes de son parti, tenté d'améliorer les relations entre les deux frères ennemis.

Fr. C.

## La famine a régressé depuis deux ans en Corée du Nord

TOKYO

de notre correspondante

La situation alimentaire de la Corée du Nord, victime depuis 1995 d'une famine qui a fait plusieurs centaines de milliers de victimes – voire près de deux millions de morts –, s'est améliorée au cours des deux dernières années mais demeure préoccupante, et toute réduction de l'assistance alimentaire internationale aurait des effets dévastateurs sur les populations les plus vulnérables, en particulier les enfants. Tel est le sentiment que retire Catherine Bertini, directrice du Programme alimentaire mondial (PAM), de sa dernière visite dans le pays.

« Davantage d'enfants, qui étaient squelettiques il y a deux ans, sont moins mal nourris mais beaucoup présentent toujours des signes évidents de malnutrition. Il y a aussi davantage de nourriture dans les hôpitaux. On voit plus d'animaux dans les campagnes alors qu'ils avaient disparu. Mais la situation sanitaire n'en reste pas moins préoccupante : les hôpitaux manquent de tout, nous a dit M<sup>me</sup> Bertini au cours d'une brève visite à Tokyo. L'aide internationale doit être impérativement maintenue. Toute suspension aurait des conséquences dévastatrices. »

Bien que le PAM obtienne des pays donateurs ce qu'il estime nécessaire pour la République populaire démocratique de Corée (RPDC), M<sup>me</sup> Bertini relève que, depuis 1995, la France ne contribue pas directement à ces opérations mais uniquement via l'Europe alors que d'autres pays comme l'Allemagne agissent aux deux niveaux. La directrice du PAM craint que le tir d'un nouveau missile par la Corée du Nord ait des conséquences sur la politique américaine vis-à-vis de Pyongyang. Les Etats-Unis contribuent pour les cinq sixièmes au budget du PAM destiné à la RPDC. Une suspension de la contribution américaine serait dramatique pour l'aide alimentaire à ce pays.

### UNE AIDE INDISPENSABLE

Depuis 1995, la RPDC a reçu en moyenne, chaque année, un million de tonnes en aide alimentaire (600 000 tonnes du PAM et 400 000 tonnes d'autres origines). La relative amélioration de la situation, estime M<sup>me</sup> Bertini, est due à un accroissement de l'aide internationale et, dans une moindre mesure, à une diversification des cultures ainsi qu'à la production locale d'aliments alternatifs à base de feuilles et d'herbes. Les besoins alimentaires de la RPDC sont estimés à 4,7 millions de tonnes par an mais elle ne produit guère que 3,5 millions de tonnes.

« Si les choses n'empirent pas, la situation alimentaire devrait se stabiliser. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusion : ce pays restera dépendant pour des années encore de l'aide alimentaire internationale. Il n'a jamais été autosuffisant : le déficit alimentaire était comblé par l'aide de l'ex-URSS ou de la Chine et par des importations », estime la directrice du PAM, qui ne voit aucun signe permettant de penser que la RPDC puisse actuellement redresser son agriculture : le pays n'a ni les machines, ni les infrastructures, ni les engrais nécessaires à une telle entreprise. Les pluies d'août ont provoqué la mort d'une cinquantaine de personnes et fait 39 000 sans-abris supplémentaires.

Philippe Pons

## Colombie : manifestation de masse lors des obsèques de Jaime Garzon

La police n'a aucune trace des tueurs de l'humoriste

Les obsèques de Jaime Garzon, l'humoriste assassiné qui travaillait pour une chaîne de télévision et une radio privée, ont été suivies, samedi 14 août, par une

foule immense à Bogota. Le gouvernement a offert une forte récompense pour toute information permettant d'identifier les tueurs (lire aussi page 20).

BOGOTA

de notre correspondant

Près de 200 000 personnes ont participé, samedi 14 août, à Bogota, la capitale colombienne, à la manifestation organisée lors de l'enterrement de Jaime Garzon, le journaliste et humoriste politique assassiné la veille. Dans un pays habitué à la violence et aux crimes politiques, la mort sanglante d'un homme d'humour engagé dans la cause de la paix reste pour beaucoup incompréhensible. Les proches de Jaime Garzon et les analystes s'accordent à accuser les milieux d'extrême droite.

Contradiction du personnage et du pays, le cercueil de l'humoriste qui critiqua si durement la classe politique était exposé depuis la veille sur les marches du Congrès de la République. Et c'est là que le sceur du défunt a dénoncé devant la foule réunie la responsabilité des dirigeants colombiens « dans la culture de violence du pays ». Des milliers de petits drapeaux blancs marqués de l'inscription « Ça suffit ! » couvraient la grande place du centre-ville de Bogota.

« Guérilla, paramilitaires : tous des assassins », précisait une grande banderole. « Ce n'est pas Jaime que je pleure, c'est mon pays en ruine », sanglotait une des manifestantes. Vers 16 heures, un accident a fini d'endeuiller la journée : une passerelle, sur laquelle une cinquantaine de personnes attendaient le passage du cortège, s'est écroulée, causant la mort de trois personnes et en blessant une trentaine.

« L'assassinat de Jaime Garzon fait partie de cette logique absurde de la guerre et de ceux qui ont un intérêt à la continuer, qu'ils soient de droite ou de gauche. Cette fois, il

ne fait pas de doute que c'est l'extrême droite militaire qui a tué Jaime Garzon », écrivait, dimanche, Francisco Santos, rédacteur en chef du *Tiempo*, le grand quotidien libéral du pays.

Une fois de plus, le crime n'a pas été revendiqué. De source policière, trois pistes sont à l'étude : la guérilla, les paramilitaires et l'armée. L'hypothèse qu'un groupe des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – organisation armée extrêmement disciplinée – ait pu chercher à s'opposer aux négociations de paix engagées par ses dirigeants semble peu crédible.

### « Il ne fait pas de doute que c'est l'extrême droite militaire qui a tué Jaime Garzon »

Les paramilitaires, pour leur part, ont formellement démenti toute participation. Les proches de Jaime Garzon ont confirmé que celui-ci, se sachant très menacé, avait pris contact avec leur chef, Carlos Castaño, qu'il devait rencontrer prochainement. Les soupçons se portent donc sur une faction extrémiste de l'armée qui, indignée du rôle de Jaime Garzon dans la libération d'otages par la guérilla et de sa participation au processus de paix, l'aurait exécuté.

L'assassinat de Jaime Garzon est venu rappeler que les villes ne sont plus à l'abri de la violence poli-

tique. D'un point de vue géographique, le conflit armé colombien reste essentiellement rural. C'est dans les régions abandonnées du pouvoir central que les morts de la guerre – victimes des combats, d'assassinats individuels et de massacres – se comptent par centaines et les déplacés par centaines de milliers. Mais depuis quinze ans, des journalistes, des militants des droits de l'homme, des leaders syndicaux, des militaires et des hommes politiques ont aussi été assassinés en ville. Au cours des trois derniers mois, quatre personnes ont été tuées à l'université de Medellin, la deuxième ville du pays.

La manifestation de samedi confirme le début de « mobilisation de la société civile contre la violence » dont parlent les politologues. Depuis quatre mois, des manifestations pour protester contre la pratique des enlèvements et de la violence ont été organisées dans les principales villes du pays. Le 22 juillet, 400 000 personnes ont ainsi défilé dans les rues de Medellin. Le 12 août, 120 000 étaient présentes à Manizales.

La mémoire des immenses manifestations, qui eurent lieu en Espagne pour protester contre l'assassinat de Miguel Angel Blanco par l'ETA et leur impact sur l'organisation basque, anime les organisateurs des mobilisations colombiennes. Juan Carlos Florez, journaliste et ami de Jaime Garzon, le dit : « Nous n'étions que 200 000 samedi, mais c'est notre seule et bien mince raison d'espérer que la violence un jour prenne fin. »

Marie Delcas

## Election présidentielle américaine : George W. Bush gagne le « vote de paille » de l'Iowa

didat conservateur. En attendant les primaires officielles, qui débuteront en février dans l'Iowa et au New Hampshire, la bataille interne va se poursuivre et les perdants vont, l'un après l'autre, abandonner le peloton ; en premier lieu, l'ancien gouverneur Lamar Alexander et l'ancien vice-président de George Bush, Dan Quayle, arrivés respectivement sixième et huitième.

### TENTES CLIMATISÉES

« Je sais comment diriger. Je n'ai pas besoin de sondages pour me dire ce que je dois faire », a déclaré George W. Bush à l'issue du vote. Il n'en est pas moins resté vague sur son programme, comme à l'habitude, se contentant de souligner ses qualités de leader et de fédérateur. Sa directrice de la communication, Karen Hughes, a décrit le *straw poll* qui se déroulait dans la petite ville d'Ames comme « un festival de démocratie ». Mais une démocratie toute particulière puisque la plupart des votants n'ont eu ni à débattre les 25 dollars nécessaires pour voter – cette manifestation a, avant tout, pour but de remplir les caisses du Parti républicain de l'Iowa –, ni à conduire, ni à chercher un restaurant. Les candidats avaient tout prévu : tickets d'entrée, bus spéciaux, tentes avec nourriture et vedettes de la chanson et du sport. Le quotidien *Des Moines Register* s'est permis d'ironiser sur le prochain *straw poll*

en 2003. Devenu incontrôlable en raison de l'argent investi, il aurait été remporté haut la main par l'homme le plus riche du monde, Bill Gates, le patron de Microsoft. Le quotidien local décrit même des électeurs conduits, menottes aux mains, vers les urnes...

Derrière ces millions de dollars dépensés, on a assisté à une répétition générale de la campagne à venir. Les candidats étaient venus dans cet Etat du Middle West pour tester l'efficacité de leur état-major, de leur réseau de militants, de leur système de communication. Penser à climatiser sa tente comme Steve Forbes, offrir aussi à dîner comme George W. Bush, s'est révélé payant. En revanche, fournir la meilleure musique n'a pas suffi au sénateur de l'Utah, Orrin Hatch, qui n'a obtenu que 558 voix ; et n'avoir ouvert la cuisine qu'à 13 heures a coûté cher à Dan Quayle, poussant des électeurs potentiels à aller se faire nourrir ailleurs...

Les vaincus vont maintenant panser leurs plaies et s'interroger sur leur avenir. « GW » va partir en vacances. Mais la campagne pour la présidentielle est belle et bien lancée dans le camp républicain et si George W. Bush fait de plus en plus figure de favori, les deux tiers des gens qui se sont dérangés samedi n'ont pas voté pour lui, s'est plu à rappeler Steve Forbes...

Patrice de Beer

## La Douma russe s'apprête à confirmer M. Poutine au poste de premier ministre

Les combats se poursuivent au Daghestan

LA DOUMA (Chambre basse du Parlement russe) devait rapidement investir, lundi 16 août, au poste de premier ministre, le candidat du Kremlin, Vladimir Poutine, malgré l'hostilité des députés à l'égard du président, Boris Eltsine.

Chef du gouvernement par intérim, M. Poutine a rencontré, samedi et dimanche, plusieurs dirigeants de groupes parlementaires en vue du vote d'investiture. Il leur a notamment réaffirmé qu'il n'y aurait pas « de changement révolutionnaire au sein du prochain gouvernement ». « Je n'ai pas rencontré d'opposition franche, interne, chez aucun d'entre eux », a déclaré M. Poutine lors d'une interview télévisée. Tous comprennent parfaitement dans quelle situation se trouve le pays. » Guennadi Ziouganov, le chef des communistes, a estimé qu'il n'y avait « pas de grande différence entre Sergueï Stepachine et Vladimir Poutine ». Le président de la Douma, le communiste Guennadi Seleznev, a laissé entendre, cette semaine, que les députés ne souhaitaient pas prolonger la crise ouverte par le limogeage de Sergueï Stepachine par le président Eltsine.

M. Poutine, ancien chef des services secrets, a également reçu le chef du groupe d'opposition Iabloko, Grigori Iavlinski. Ce dernier a indiqué que le vote de sa formation dépendrait du discours d'investiture que M. Poutine prononcera

lors de la session extraordinaire de la Douma. « Dans la mesure où nous n'avons que quatre mois avant les législatives, je pense que Poutine sera confirmé dès le premier vote », a déclaré de son côté Nikolai Ryjkov, chef du groupe Pouvoir au peuple, proche des communistes.

Vendredi, M. Eltsine a estimé que son candidat au poste de premier ministre serait investi sans difficulté. Il a assuré avoir « le sentiment que la candidature de Vladimir Poutine à la tête du gouvernement pourrait être entérinée par la Douma dès le premier vote, (...) mais ce ne serait pas une tragédie si sa candidature était retenue à la deuxième fois ». L'ultranationaliste Vladimir Jirinovski a assuré, pour sa part, que son Parti libéral démocrate de Russie (LDPR) apporterait son soutien à M. Poutine.

### DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS

Par ailleurs, les combats continuent au Daghestan entre forces armées russes et rebelles. Moscou a annoncé, dimanche, avoir infligé de lourdes pertes aux séparatistes islamistes et tué environ 80 extrémistes. Les séparatistes ont reconnu, pour leur part, avoir perdu 19 hommes. L'exode de milliers de réfugiés fuyant les combats s'est poursuivi dimanche. Ceux-ci quittent les montagnes du district de Botlikh pour rejoindre la capitale Makhatchkala ou la mer Caspienne. – (AFP)

## Vers une « loi du Kosovo » ni serbe ni yougoslave

PRISTINA

de notre envoyée spéciale

En présentant ses excuses, dimanche 15 août, devant une cinquantaine de juges et de procureurs nommés par son administration (Unmik), pour avoir laissé s'accréditer l'idée que les lois en vigueur au Kosovo sont celles de la Yougoslavie, Bernard Kouchner a, dans l'immédiat, désamorcé un mouvement de démission qui menaçait de s'étendre et de prolonger le vide juridique affectant la « province ». Mais le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU a par là-même levé, dans un sens favorable aux Albanais du Kosovo, une des ambiguïtés issues de la reconnaissance, par la résolution 1244 du Conseil de sécurité, de « l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie ».

« C'est un nouveau Kosovo qui commence ; on a changé la loi », a lancé M. Kouchner aux juges et journalistes qui l'entouraient à l'issue de la réunion. Elle avait été convoquée, explique-t-on à l'Unmik, après une cascade de menaces de démission de ceux qui forment l'embryon du nouveau système judiciaire, « indépendant et multiethnique », du Kosovo. Il y a une semaine, trois juges de Prizren (sud-ouest), avaient lancé le mouvement. Ils refusaient la section 3 de la « réglementation numéro un » (signée le 25 juillet par M. Kouchner pour définir ses propres pouvoirs), affirmant que « les lois appliquées au Kosovo avant le 24 mars 1999 restent en vigueur si elles ne contredisent pas les standards reconnus en matière de droits de l'homme ». Une campagne avait alors été lancée par

l'UCK (Armée de libération du Kosovo) contre ce qu'elle interprétait comme un maintien au Kosovo des lois yougoslaves, qui étaient, dans les faits si ce n'est toujours dans le texte, un instrument de la répression serbe dans la province. Des juges avaient été soumis à des pressions pour démissionner à leur tour.

Coupant l'herbe sous le pied à cette offensive, Bernard Kouchner s'est « excusé », devant une cinquantaine d'entre eux, de les avoir « insuffisamment consultés avant, notamment, de publier la réglementation numéro un ». Assurant que sa mission « est de permettre l'émergence d'une administration autonome », il a promis de ne plus prendre de décisions « sans impliquer le peuple du Kosovo ».

Un groupe de travail, que vont rejoindre des experts internationaux, va donc rédiger la loi du Kosovo, « notre loi, qui n'est ni serbe ni yougoslave », a-t-il souligné. Ce travail sera coordonné avec le Conseil de l'Europe, qui doit présenter, fin septembre, une première « purge » des lois existantes. Mais les abus les plus évidents – tel le paragraphe « interdisant des transactions de propriété aux seuls Albanais » – peuvent être abolis sans attendre, a affirmé M. Kouchner.

La grande majorité des juges s'est déclarée satisfaite des propos du « proconsul » onusien et a promis de se remettre au travail pour combler rapidement le vide juridique qui empêche de juger – mais non de maintenir en détention – les centaines de personnes déjà arrêtées par la KFOR au Kosovo.

Sophie Shihab

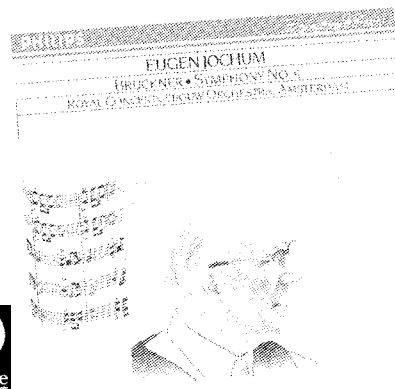
## RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter et Universal  
45 chefs-d'œuvre de la musique classique.

UNIVERSAL PHILIPS

DISCO  
ORON

10  
de  
perle  
classique



## Bruckner. symphonie n.5.

Des pas vers Dieu. Ce mouvement de marche qui semble venir des entrailles de la terre et qui ouvre la 5e symphonie, capte immédiatement votre attention. Le chef allemand, Eugen Jochum, qui a si souvent dirigé et enregistré la musique de Bruckner, nous convie à un extraordinaire concert public. La rutilance de l'Orchestre d'Amsterdam, son sens de la progression dynamique, donnent l'impression que cette œuvre de croyant, est portée par une force invisible. Elle baigne dans un climat de sérénité, d'une frémissante sensibilité dans les mouvements médians. C'est l'un des plus grands disques consacrés au compositeur autrichien.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h45, dans l'émission de Sophie Loubière "Musical Ecran"

Le Monde

www.fnac.fr



## FRANCE

LE MONDE / MARDI 17 AOÛT 1999

**AGRICULTURE** Le double affichage, temporaire, du prix de certains fruits et légumes devait entrer en vigueur progressivement à partir du lundi 16 août (*Le Monde* du

14 août) ● **AVEC LES ARRÊTÉS** pris par le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Glavany, qui constituent une intervention exceptionnelle sur un marché libre, le

gouvernement espère à la fois responsabiliser les consommateurs et enregistrer un bénéfice politique auprès des agriculteurs. L'Union nationale du commerce de gros en

fruits et légumes dénonce « *une usine à gaz* ». ● **CETTE MESURE N'A PAS SUFFI** à calmer les inquiétudes des producteurs du sud de la France. Deux cents agriculteurs du Vaucluse

ont bloqué, samedi matin, le centre d'Avignon. ● **UNE ÉTUDE PUBLIÉE** par la revue *Agrreste* confirme une chute globale des prix à la production par rapport à l'été 1998.

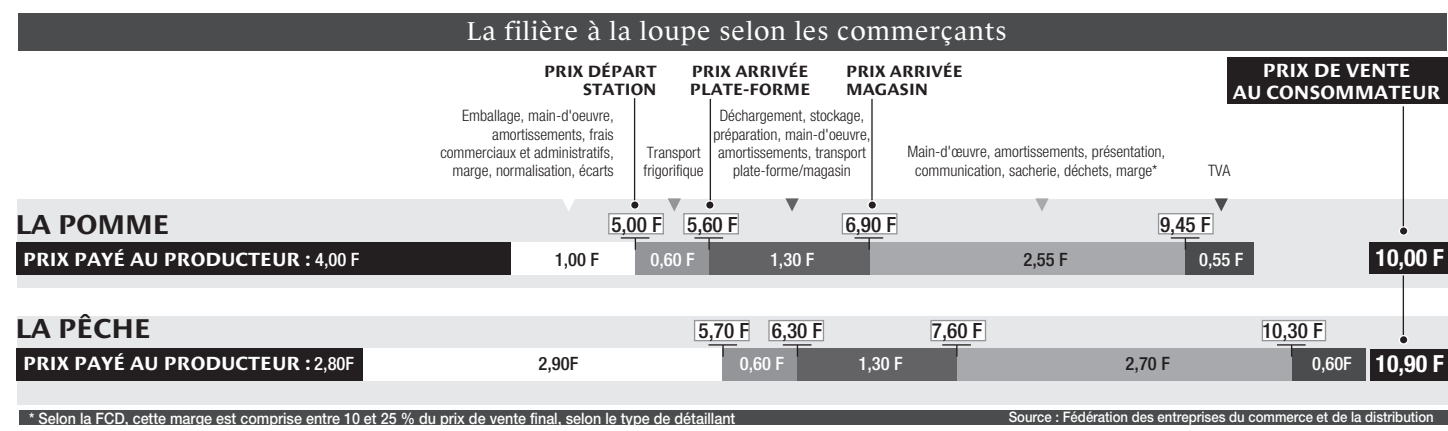
# Une esquisse de transparence sur le marché des fruits et légumes

Le double affichage des prix devait entrer en vigueur lundi, pour une durée de un à trois mois selon les produits. Cette mesure suscite le doute des agriculteurs, une prudente satisfaction des consommateurs et les protestations des professionnels de la distribution

JEAN GLAVANY a dû interrompre ses vacances pour signer dans l'urgence des arrêtés imposant le double affichage des prix de neuf fruits et légumes – pommes, poires, raisins de table, pêches, nectarines, abricots, melons, tomates et concombres – à compter du lundi 16 août. Les producteurs lorrains de mirabelles, concurrencés par les Allemands, voudraient bien, eux aussi, être soutenus par les pouvoirs publics : leurs fruits se vendent mal et ils ont manifesté dimanche.

Si le ministre de l'agriculture et de la pêche s'attendait à connaître des difficultés, elles ne sont pas venues de là où il pouvait les attendre. Sa décision, fin juillet, de mettre en œuvre dès l'an prochain le système de modulation des aides européennes avait provoqué chez les principales organisations agricoles, et notamment dans le secteur des grandes cultures, une vague de protestations. Les chambres d'agriculture n'hésitaient pas à parler d'« *une nouvelle forme de fiscalité agricole que le gouvernement venait d'inventer* ». Mais, au-delà des communiqués outragés, les campagnes ne se sont pas vraiment mobilisées.

Ce sont les producteurs de fruits et légumes qui sont passés à l'action. Dès mars, les paysans des Pyrénées-Orientales, spécialisés dans les salades, concombres et autres légumes, avaient pris à partie la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA),



occupée à réélire son président, Luc Guyau, à son congrès de Versailles. Fin juin, M. Glavany avait reçu les responsables des – nombreuses et parfois rivales – organisations des fruits et légumes et leur avait fait part de sa « *détermination à faire aboutir le mémorandum adopté conjointement par la France, l'Italie et l'Espagne pour [une meilleure application de] l'organisation commune des marchés* » décidée à Bruxelles en 1997.

Mais le feu couvait ailleurs. Contrairement aux crises précédentes – fraises d'Aquitaine, choux-fleurs ou pommes de terre primeurs bretonnes –, l'importation, la surproduction relative – sauf pour l'abricot, dont la récolte, en 1998, avait été sinistrée par le gel – ou la sous-consommation n'ont pas, cette fois, de responsabilité directe, dit-on au mi-

nistère. Il s'agit d'une crise franco-française de filière et de relations commerciales entre des producteurs et des acheteurs, dans un marché libre : depuis longtemps, ni les pouvoirs publics français ni les autorités européennes ne veulent le contrôler outre mesure, à la différence de la viande bovine ou des céréales.

L'affichage, à côté du prix payé par le consommateur, du prix net moyen payé au producteur, par catégorie, qualité et calibre, déduction faite des coûts de conditionnement et des ristournes éventuelles consenties par l'agriculteur et figurant sur les factures, est une « *première* ». Cette initiative du gouvernement, réclamée avec insistance par la profession agricole, se veut un pas vers plus de transparence. Pris à témoin, le « *consommateurs-citoyen* » de-

vrait, selon l'entourage du ministre, mieux identifier ceux qui, dans la chaîne de distribution, prennent des marges excessives. Ce sont surtout les grandes surfaces qui sont visées, accusées d'imposer leur loi commerciale aux producteurs, grâce à leurs achats massifs, garantis et directs, en se passant des services des grossistes ou des mandataires de Rungis ou d'autres marchés d'intérêt national. Sauf dans certaines régions (Bretagne) ou certains secteurs – comme la pomme, la France étant le deuxième exportateur mondial –, les producteurs-expéditeurs et leurs groupements n'ont souvent qu'une idée en tête : avoir, à 18 heures, vendu toute leur récolte du jour, fût-ce à bas prix. On connaît bien, dans le métier, l'expression : « *Il faut être propre le soir !* »

En droit, les arrêtés du ministre doivent s'appliquer dès lundi, pour une période de un à trois mois. En réalité, la réglementation ne prendra effet que dans quelques jours. Les arrêtés précisent, en effet, qu'elle n'est pas applicable aux commandes passées avant le 14 août et dont les livraisons n'excèdent pas cinq jours après cette date.

#### UN TEST

Pour les tomates et concombres, l'arrêté peut être suspendu avant terme si les cours remontent sensiblement. « *Il ne s'agit pas de faire la chasse à des mauvais commerçants et d'en féliciter d'autres* », précise Michel Lanneret, directeur de l'Office national interprofessionnel des fruits et des légumes et de l'horticulture (Oniflor). « *On veut être explicatif, éducatif. C'est*

## Une conjoncture déprimée

juillet n'a guère été favorable aux agriculteurs, en termes de prix des fruits et légumes à la production. Dans le dernier numéro de la revue *Agrreste*, publiée par le ministère de l'agriculture et de la pêche, une étude confirme une chute globale par rapport à 1998. Les prix sont en baisse pour les poires et les prunes, très faibles pour la tomate. L'abricot semble avoir été le plus touché alors que la production a augmenté de 133 % par rapport à la campagne de 1998, affectée par les gelées de printemps. Début août, on notait toutefois un certain raffermissement des cours sur les marchés d'expédition de Rhône-Alpes. La commercialisation des pêches restait difficile, avec une production supérieure à celle de 1998, peu d'exportations et une consommation stagnante. Cependant, la comparaison avec la moyenne des années 1994-1998 conduit à relativiser les chutes des prix et les hausses de volumes.

## Les associations de consommateurs espèrent pouvoir désormais jouer un rôle plus actif

POSITIVE mais pas vraiment providentielle : la décision d'imposer un double étiquetage des prix de neuf fruits et légumes ne déclenche pas un enthousiasme forcené chez les associations de consommateurs. « *Globalement, la mesure va dans le bon sens, celui de la transparence* », estime Marie-José Nicoli, présidente de l'UFCE-Que choisir ?. Mais il s'agit, pour elle, d'aller plus loin : « *Pour que cette mesure soit totalement concluante, il faudrait que les marges de l'ensemble de la filière – emballeurs, stockeurs, transformateurs, centrales d'achat... – soient fournies*. » Grâce à cette décision « *sympathique pour nos amis agriculteurs, que l'on tente ainsi de calmer* », M<sup>me</sup> Nicoli espère voir s'engager un vrai travail de discussion entre producteurs, distributeurs et consommateurs. « *Pour l'instant, ces derniers ne sont pas conviés à la table de négociation ministérielle...* »

L'éventualité d'une forte réaction des consommateurs à cet affichage, qui conduirait à une baisse des prix de l'ensemble des intermédiaires de la filière, lui semble peu probable. En revanche, M<sup>me</sup> Nicoli espère un impact sur la qualité des marchandises : « *Une alliance agriculteurs-consommateurs donnera plus de poids aux agriculteurs face à la grande distribution, qui a d'énormes avantages pour les consommateurs, mais qui a l'inconvénient d'imposer aux producteurs ses propres critères de qualité – bonne résistance des fruits plutôt que goût et maturation...* » Si les consommateurs

se détournent des fruits et légumes depuis quelques années, c'est surtout, à l'en croire, parce qu'ils « *n'offrent plus les mêmes qualités organoleptiques [goût, odeur, etc.], qu'ils portent des traces de nitrates et de pesticides, qu'ils sont insuffisamment valorisés et que leur utilisation n'a pas été facilitée* ».

Marie-Jeanne Husset, directrice de la rédaction de 60 millions de consommateurs, le magazine de l'Institut national de la consommation (INC), se réjouit de cette « *vraie première* », comme de « *tout ce qui peut contribuer à rendre le consommateur plus actif et vigilant* ». Surtout si l'affichage des marges peut contribuer, à terme, à une baisse des prix. « *Mais comment est-ce que cela va être affiché ? Il y a déjà le double affichage francs/euros... Est-ce que trop d'informations ne va pas tuer l'information ?* » Les consommateurs modifieront-ils leurs comportements d'achat ? « *Il faudrait pour cela qu'ils aient le choix entre plusieurs enseignes et qu'ils puissent comparer les marges pratiquées sur exactement les mêmes tomates ou abricots. Compliqué...* » Que les consommateurs soient désormais « *pris à témoin* » dans cette « *bataille de longue date entre producteurs et distributeurs* », et c'est, pour M<sup>me</sup> Husset, « *une nouvelle porte qui s'ouvre* » : « *Pourquoi ne demanderait-on pas à connaître les marges pratiquées sur tous les autres types de produits ?* »

Pascal Krémer

#### TROIS QUESTIONS À...

#### JÉRÔME BÉDIER

1 **Président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution, comment réagissez-vous à la publication des arrêtés stipulant le double étiquetage de certains fruits et légumes ?**

Nous avons toujours été favorables au principe de transparence et sommes prêts à donner des informations. Cependant, nous sommes contre le principe du double affichage des prix. Nous ne voulons pas qu'il y ait confusion entre le prix de vente et d'autres informations intermédiaires. Les prix sont souvent inscrits en francs et en euros ; les consommateurs vont être perdus. De plus, cet affichage donne l'impression que la différence entre le prix-client et le prix-producteur correspond à la marge du commerçant, ce qui est faux.

#### 2 Qu'allez-vous faire ?

Une semaine sera nécessaire pour mettre en place ce double affichage. C'est un très gros travail : les neuf produits définis par les arrêtés correspondent à environ cinquante références par magasin.

un peu un test. Une commission de suivi, avec en son sein des professionnels, va faire des relevés et tirer des enseignements. Nous savons bien que les petits commerçants s'approvisionnent auprès de grossistes et qu'en régime de libre concurrence l'Etat ne doit pas vouloir tout administrer. Nous préférons la voie contractuelle pour la fixation des prix », ajoute-t-il. Le gouvernement assure qu'il n'envisage pas de dépêcher dès maintenant des inspecteurs de la direction générale de la concurrence sur les lieux de vente au détail.

La question est de savoir si ce geste – que le gouvernement espère politiquement « *payant* » vis-à-vis de la « *clientèle* » agricole – va effectivement faire remonter les prix. La Confédération paysanne (classée à gauche) en doute sérieusement. Elle dénonce, dans un communiqué, « *une double tromperie, car la distribution n'égratignera rien de sa marge et les pouvoirs publics ne s'engagent nullement dans une politique de maîtrise de la production, seule à même de garantir le revenu des paysans* ». L'Union nationale du commerce de gros en fruits et légumes critique « *une mesure spectaculaire... qui va relever d'une véritable usine à gaz et d'une gestion administrée par l'Etat* ». Elle préférerait « *une stratégie de différenciation des produits par le goût plutôt que par les coûts et la déflation* ».

François Grosrichard

Nous réfléchissons à la possibilité de donner des informations supplémentaires aux consommateurs par des panneaux. Le client doit comprendre qu'entre le prix qu'il paye et celui du producteur il y a des coûts d'expédition, de transport, des frais logistiques et de répartition dans les magasins, des coûts liés aux pertes de ces denrées, et la TVA.

3 **Les producteurs vous accusent d'exercer de fortes pressions sur les prix...**

Il ne faut pas céder au réflexe du prix minimum et de la marge imposée. C'est un réflexe du passé. Un des moyens de développer les ventes de cette filière est d'apporter plus de valeur ajoutée. Regardez la pomme de terre : avant, on en trouvait une ou deux sortes dans les magasins ; maintenant, il y en a une dizaine. Cette filière a beaucoup travaillé pour diversifier son offre et attirer de nouvelles ventes. C'est notre intérêt comme celui des producteurs. Nous sommes prêts à travailler ensemble là-dessus.

Propos recueillis par Laure Belot

## Les producteurs du Midi jugent le dispositif insuffisamment contraignant

#### NÎMES

de notre correspondant

Pour les producteurs de fruits et légumes du sud de la France, le double affichage des prix est au mieux un premier pas, au pire un artifice qui ne résout pas le problème des prix d'achat pratiqués par la grande distribution. Après l'annonce de cette mesure, la profession est toujours aussi inquiète. A l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), deux cents agriculteurs du Vaucluse l'ont redit, samedi 14 août, en bloquant le centre d'Avignon. Ils ont désigné ceux qu'ils considèrent comme responsables de la crise qu'ils traversent, en empruntant par centaines, le temps de leur manifestation, les chariots de deux grandes surfaces voisines.

Directeur de la FDSEA du Vaucluse, Dominique Besozzi parle de racket : « *Au-delà du double affi-*

*chage, sur lequel nous sommes excessivement prudents, il faudrait des démarches complémentaires pour aboutir à des relations franches et loyales avec la grande distribution. Elle doit mettre fin aux promotions qui prennent sur le revenu des exploitants. La semaine dernière, encore, un grand groupe demandait aux producteurs une ristourne supplémentaire de 3 % en fin d'année. On veut que ça cesse.* » Selon M. Bozzi, dans le Vaucluse et dans les départements voisins, la moitié des producteurs connaissent de graves difficultés financières.

A Montfrin, sur l'autre rive du Rhône, le Gardois Jean-Marie Angelier vend la plupart de ses produits en dessous de leur prix de revient : « *Le kilo d'abricots, qui nous coûte près de 5 francs, est parti à 3,20 francs cet été.* » A la tête d'une exploitation de 30 hectares, cet agriculteur de quarante-sept ans perd de l'argent, mais il n'a pas vraiment le choix. Il écoute sa pro-

duction auprès d'une coopérative, la Covial, qui travaille à 80 % avec les grandes surfaces et n'a, de ce fait, aucune marge de manœuvre. M. Angelier dénonce le double langage de la grande distribution. « *D'année en année, accuse-t-il, le même scénario se reproduit : en hiver, tout le monde veut jouer la transparence, les enseignes sont d'accord pour prendre en compte le surplus qualitatif que nous apportons. Mais, en été, dès que la saison commence, il faut faire des rabais, des ristournes, tout cela à la charge du producteur. Les engagements ne sont pas respectés. Nos produits sont "en tête de gondole" pour jouer sur le côté territoire, mais, derrière, ils font venir n'importe quoi.* »

Pour Guy Savanier, président de la FDSEA du Gard, le problème tient au fait que les prix pratiqués par les pays tiers servent de référence. « *Les grandes surfaces nous demandent de nous aligner, explique-t-il, alors que les coûts de production ne sont pas les mêmes.* »

Son homologue du Vaucluse et vice-président de la FNSEA, Jean-Pierre Boisson, assure que les fruits et légumes sont un des seuls secteurs liés à la concurrence internationale sans filet de protection. « *Nous subissons la pression des distributeurs et n'avons aucun moyen de nous défendre* », ajoute-t-il.

« *Il n'y a que le gouvernement qui pourra faire pression efficacement* »

Dans ce contexte, l'espoir que placent les producteurs dans le double affichage est limité. Tout en jugeant la mesure insuffisante, M. Savanier imagine que le fait de prendre la population à témoin pourrait avoir un impact. Les réac-

tions des consommateurs amèneront-elles les grandes surfaces à adopter des politiques commerciales différentes pour sauvegarder leur image ? M. Angelier n'y croit pas vraiment. « *Le double affichage va les mettre en difficulté, estime-t-il, leur responsabilité sera mise en évidence ; mais il n'y a que le gouvernement qui, en prenant conscience de notre situation, pourra faire pression efficacement.* »

Pour M. Boisson, l'implication des pouvoirs publics est, de fait, l'élément positif qu'a apporté la crise actuelle. « *Le dialogue direct, dit-il, cela fait dix ans qu'on l'essaie, et ça ne change rien. Face à la pression de la grande distribution, personne ne fait le poids. Seul le gouvernement a la possibilité de montrer les dents.* » Suffira-t-il de les montrer, ou faudra-t-il « *mordre* » en sanctionnant les enseignes qui ne respecteraient pas les nouvelles règles ?

Richard Benguigui

**Bac+2,+3**  
Valorisez votre formation en intégrant une **Grande Ecole parisienne de notoriété internationale**

**ESG**  
Diplôme visé par le Ministère de l'Education Nationale

**CONCOURS PARALLELES**  
en 1ère et 2ème année  
**en septembre**  
3 options :  
**Sciences**  
**Lettres et Langues**  
**Droit-Science Eco-Gestion**

**Ecole Supérieure de Gestion**  
Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé Reconnu par l'Etat

25 rue Saint-Ambroise - 75011 Paris  
Tél. : 01 53 36 44 00  
Fax : 01 43 55 73 74  
web : www.esg.fr

**LOISIRS** Le tourisme a connu, ces dernières années, un essor important dans les départements de la petite et de la grande couronne de Paris. Pas moins de cinq guides ont

contribué à ce phénomène. ● **CETTE ATTRACTION** n'est pas seulement exercée par des sites historiques (Van Gogh à Auvers-sur-Oise) ou de réputation récente

(Stade de France à Saint-Denis). Le tourisme vert se développe, notamment pour une clientèle de Franciliens qui découvre les charmes de séjours de proximité. ● **« LA PLUS**

**grosse surprise a été de trouver une qualité de vie dont il ne reste que quelques bribes à Paris** », estime Pierre Josse, rédacteur en chef du guide *Banlieues de Paris*, publié

cette année. ● **A VILLEJUIF** (Val-de-Marne), un parcours de randonnée pédestre de 10 kilomètres permet de visiter la commune, entre bitume et espaces verts.

## La banlieue parisienne devient une destination touristique

Gîtes ruraux, chemins de randonnée, lieux devenus historiques comme le Stade de France : les visiteurs, souvent venus en voisins, sont de plus en plus nombreux à être attirés par les atouts des départements de la petite et de la grande couronne

**DES TOURISTES** en banlieue. Pour beaucoup, l'image frise le saugrenu. La petite et la grande couronne n'avaient, elles-mêmes, jamais songé à jouer cette carte-là. Gagnées par un fatalisme certain, elles voyaient Paris comme unique pôle d'attraction en Ile-de-France. Depuis quelques années pourtant, des touristes s'enthousiasment pour l'au-delà du périphérique. Devenu un enjeu économique, parfois même électoral, le tourisme s'est aussi transformé en un

La Seine-et-Marne, prochaine à entrer en course sur l'exemple de ses voisins, devrait mener campagne en l'an 2000. Coût du projet : 2 à 3 millions de francs. Seuls les Hauts-de-Seine demeurent sans ODT, celui du Val-de-Marne devant ouvrir ses portes en janvier 2000. Les dossiers spéciaux des magazines départementaux assemblent des slogans – « *Tourismos en Essonne* » – plus ou moins efficaces.

On déploie aisément des moyens

mandie. « *Une bonne surprise* », confie Philippe Rossat, directeur des guides.

« *Le Val-d'Oise n'étant pas une destination touristique qui vient spontanément à l'esprit, le guide a apporté un certain crédit à notre discours* », explique Hervé Bierjon, directeur adjoint du CDT. Certes, les guides couvriront, à terme, toute la France. Mais il s'agit du premier Gallimard concernant la banlieue. D'autres départements sont en cours de négociation.

### « EFFET COUPE DU MONDE »

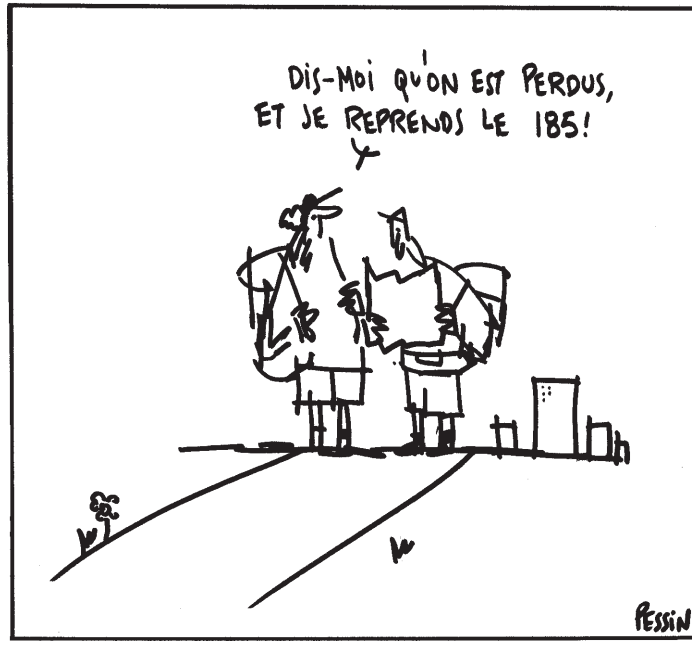
Nul besoin, pour la Seine-Saint-Denis, de forcer le succès. L'« effet Coupe du monde » est bien vivace, et l'on y parle de « *la locomotive Stade de France* ». Depuis son ouverture, le stade a reçu près de 300 000 visiteurs. Tâchant d'utiliser au mieux un renversement d'image inattendu, la Seine-Saint-Denis met l'accent sur ses autres « *sites forts* » : la basilique de Saint-Denis, les pucés de Saint-Ouen, le Musée de l'air et de l'espace du Bourget. Des lieux « *qui souffraient de ne pas être reconnus en tant que tels* », selon Daniel Orantin, président du CDT. Pour faire face au flux croissant, plusieurs hôtels sont, soit en construction, soit en projet. « *D'ici deux à trois ans, le tourisme peut prendre le relais de la désindustrialisation* », commente Jean-Luc Michaud, président du comité régional du tourisme d'Ile-de-France.

Ce tourisme classique n'est pas nouveau. Mais son essor permet le développement de loisirs alternatifs, dont les habitants du département sont les premiers bénéficiaires. Promeneurs, sportifs ou simples curieux, mais franciliens :

devenu la banlieue pour nous. Alors que là, une aventure nouvelle, bizarre, s'offrirait à nous. Tout le monde a levé la main, certains ont annulé des voyages lointains pour travailler sur le sujet. De plus, c'était la première fois que nous abordions une région avec un a priori positif. A l'issue de la rédaction, les gens ont été unanimes pour dire qu'ils avaient été surpris. Un certain nombre d'idées fausses ont été liquidées. Paradoxalement, la plus grosse surprise a été d'y trouver une qualité de vie dont il ne reste que quelques bribes à Paris.

### 3 A quel public se destine le guide ?

Principalement aux populations de banlieue. Mais aussi aux Parisiens, alors que les envoyer là-bas



ils sont l'avenir du tourisme banlieusard. Le tourisme vert est, au premier chef, plébiscité par les urbains. « *80 % du territoire de l'Ile-de-France est vert, alors que persiste une image de conurbation de béton* », note Jean-Luc Michaud, qui estime que « *les 35 heures vont donner un coup d'accélérateur à ces pratiques* ».

Près de 5 000 kilomètres de sentiers balisés sillonnent la région. Les demandes de création se multiplient « *depuis deux-trois ans* », selon la Fédération française de randonnée pédestre. Les topoguides des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne se sont vendus à 10 000 exemplaires, autant que celui du fameux GR 20 en Corse. Il existe même un chemin de ran-

était, jusqu'à présent, mission impossible. Il y a une élite qui ne connaît la banlieue que de manière monomaniaque. Beaucoup connaissent les théâtres, et donc l'espace qui va de la station de métro au théâtre. Pour beaucoup, la banlieue est constituée de trois cercles : le premier, qui comprend les communes limitrophes, est considéré comme un arrondissement de Paris. Le deuxième, c'est loin, sans être l'exil. Le troisième est carrément exotique. Mais il y a une banlieue qui manque dans le guide : c'est celle du type Tarterêts. Mon rêve serait de scinder le volume en deux et d'y rajouter cette banlieue-là. En attendant, nous sommes fiers de ce bouquin.

*Propos recueillis par Stéphane Horel*

## Randonnée pédestre sur le bitume de Villejuif

**POUR LE** randonneur en croquequots, la balade est insolite. Débarqué de la ligne 7 à la station Villejuif-Paul-Vaillant-Couturier (Val-de-Marne), muni, au préa-

### REPORTAGE

Un HLM obstrue l'horizon. Qu'à cela ne tienne, le parcours lui tourne le dos

lable, du plan commenté qu'édite la municipalité, le promeneur a devant lui dix kilomètres de sentier. La randonnée pédestre encercle la ville et la traverse : une véritable aventure urbaine.

Une ruelle tapissée d'agglomérés débouche sur un carrefour ensolleillé. Dans le quartier, les rues portent les grands noms de la Révolution. Là, se croisent les rues Marat et Robespierre. Un point de départ comme un autre. Une barre HLM obstrue l'horizon. Qu'à cela ne tienne, le parcours lui tourne le dos.

Blottis entre les pavillons, les sentiers tressent un labyrinthe interdit aux voitures. Epargnés par

depuis longtemps, car la vie ne s'arrête pas aux boulevards des Maréchaux. La demande était très faible et la littérature sur la banlieue, bien maigre. Mais, il y a deux ans, je me suis dit : « *C'est sûr.* » Deux choses m'ont décidé. De plus en plus de copains partaient s'installer en banlieue. D'autre part, le rap n'est pas né à Paris, mais à Sarcelles : c'est donc qu'il y avait une vie culturelle en banlieue.

### 2 Comment avez-vous abordé la banlieue et qu'y avez-vous trouvé ?

J'ai constitué une équipe et nous sommes partis, comme à la découverte d'un autre continent, avec la même curiosité vis-à-vis des gens. On renouait avec la tradition du routard. L'Inde, c'était

l'urbanisation, ils sont les derniers vestiges des chemins de vigne. A l'abri dans leurs jardinets, touffus mais propres, les Sam'suffit somnolent. Arbustes et entrelacs de roses trémières débordent par-dessus les grillages.

Ici et là, des panneaux officiels préviennent les voisins : « *Autorisation n°... Nature des travaux : création d'une baie vitrée et d'un balcon sur le pignon Sud* ». Tête nue sous le soleil, André, « *officier marinier, premier maître en retraite* », traverse son potager. Bananes, melons, choux et tomates. Rien ne lui échappe. Sur son terrain, racheté à l'Institut Pasteur il y a dix ans, il construira « *une maison au fils, là, derrière les kiwis* ».

### LIERRES ET BARBELÉS

Les arbres prennent leur revanche sur les voitures : le bruissement des feuilles couvre le grondement des moteurs, juste derrière, sur le boulevard Maxime-Gorki. Mignonnettes maisons en brique et moches pavillons *sixties* se succèdent. A droite, un tapis de bitume dévale vers Ivry. Pas crédible, le « *Attention au chien* », quand c'est un yorkshire qui monte la

magazine des branchés parisiens, en donne les adresses dans son guide de l'été. Le conseil général, qui a même embauché deux ethnologues pour étudier ce renouveau, parle aujourd'hui du « *produit guinguette* ».

### EXOTISME À PORTÉE DE MAIN

En publiant, début 1999, une édition *Banlieues de Paris*, le Guide du routard a bien senti cette recherche d'exotisme à portée de main. Le guide s'est vendu à 25 000 exemplaires. « *Loin d'un flop économique* », résume Pierre Josse, rédacteur en chef du guide. Et ici et là naissent de nouvelles formes de loisirs « *décalsés* » et hors saison, à l'instar des visites guidées du marché de Rungis (réservations deux mois à l'avance).

Au printemps, l'ODT de la Seine-Saint-Denis a expérimenté des visites des pucés de Saint-Ouen. Dès la rentrée, les curieux pourront en arpenter les allées et rencontrer ses « *figures* », parmi lesquelles une antiquaire, ancienne Miss France. Au programme encore, une visite du quartier espagnol du Landy à Saint-Denis, terre

### Cinq guides

- Guide du routard, *Banlieues de Paris*, Hachette 1999, 79 francs
- Guide du routard, *Week-end autour de Paris*, Hachette 1999, 79 francs
- Guide Gallimard *Val-d'Oise*, Gallimard 1998, 118 francs
- Petit Futé *Val-d'Oise*, Nouvelles éditions de l'université 1998, 39 francs
- Petit Futé *Seine-Saint-Denis*, Nouvelles éditions de l'université 1999, 39 francs
- Centre d'information de la Fédération française de randonnée pédestre : tél : 01 44 89 93 93

d'accueil de réfugiés antifrancquistes, ou celle du port de Gennevilliers... en péniche. Une manière, pour les habitants, de voir « *leur banlieue* » d'un autre oeil.

*St. H.*

## Dammarie-les-Lys : un policier mis en examen pour homicide volontaire

« *HOMICIDE volontaire* » au lieu de « *violences volontaires avec armes ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ». La juge d'instruction de Fontainebleau (Seine-et-Marne), Isabelle Goanvic, en charge de l'enquête sur la mort d'Abdelkader Bouziane, seize ans, le 17 décembre 1997, alors qu'il tentait de forcer un barrage de police, a décidé de requalifier, jeudi 5 août, la mise en examen de l'un des deux policiers mis en cause. Celui-ci est soupçonné d'être l'auteur des coups de feu qui ont mortellement atteint le jeune homme.

Révéler par *Le Journal du dimanche* du 15 août, le nouveau chef d'accusation, s'il est confirmé par le parquet et la chambre d'accusation, rendrait le fonctionnaire passible de trente ans de réclusion criminelle devant la cour d'assises. Son collègue de la brigade anticriminalité (BAC) reste mis en examen pour « *violences volontaires avec armes ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ». Il risque ainsi vingt ans de réclusion criminelle devant les assises.

Le 17 décembre 1997, Abdelkader Bouziane avait été tué d'une balle dans la nuque par les policiers au terme d'une course-poursuite dans les rues de Fontainebleau. Le jeune homme, originaire d'une cité de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), conduisait, sans permis, la voiture de sa mère. Il

*St. H.*

## RÉGIONS

## GRANDS LACS A LA FRANÇAISE

## Serre-Ponçon, les trois vies d'un lac de la République

Ce plan d'eau artificiel était destiné à fournir de l'eau aux agriculteurs de Provence et de l'énergie hydroélectrique à EDF. Utilisé, aussi, comme une magnifique aire de jeu de 3 000 hectares, c'est aujourd'hui un élément essentiel de l'activité touristique des Hautes-Alpes

SAVINES-LE-LAC  
(Hautes-Alpes)

de notre correspondant régional  
Bleu méditerranéen sous le soleil, gris comme un loch écossais sous la bruine matinale, le lac de Serre-Ponçon, grand comme celui d'Annecy, est né des signatures conjointes de MM. René Coty, président de la République française, et François Mitterrand, ministre de l'intérieur. Ce sont eux qui ont promu la loi d'aménagement de Serre-Ponçon et de la basse Durance, parue au *Journal officiel* le 5 janvier 1955. Ils ont ainsi créé, d'un trait de plume, ce lac immense, d'entre hautes et basses Alpes.

Mais cette formidable réserve d'énergie hydroélectrique et d'eau pour les agriculteurs de Provence, installée et gérée par Electricité de France au temps de sa splendeur aménageuse, s'est inventé un autre destin : elle est devenue un élément essentiel de l'activité touristique des Hautes-Alpes, en apportant au département près de 40 % de ses revenus d'été.

Le plan d'eau est désormais parcouru par des planches à voile et des petits catamarans, accueille les coques de noix des pêcheurs à la ligne et voit les skieurs nautiques chuter derrière les hors-bord. Des milliers de baigneurs profitent de ses eaux douces, qui montent en été jusqu'à 21 degrés. Car si les ingénieurs, et les aménageurs, qui cherchaient à maîtriser la Durance – bienfait quotidien de la Provence pour ses eaux claires et fléau récurrent pour ses crues dévastatrices –, ont réussi le pari d'ériger, en six ans, ce qui est longtemps resté le plus grand barrage de terre d'Europe, aucun n'avait prévu que ce lac artificiel serait un jour utilisé comme une magnifique aire de jeu de 3 000 hectares.

## TRIPLE VIE

Les comités d'entreprise de grandes sociétés françaises y ont installé leurs colonies ou maisons familiales, et des vacanciers accourus de Hollande, de Belgique, d'Italie, du nord de la France ou de Marseille viennent y camper par dizaines de milliers. Ainsi, Serre-Ponçon vit une triple vie. Tout au long de l'année et particulièrement l'hiver, EDF, qui dispose de la concession pour 75 ans, utilise ses turbines installées sous la roche pour produire l'électricité qui manque à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

A partir de Serre-Ponçon, elle a installé quinze centrales en série, jusqu'à celle de Saint-Chamas sur l'étang de Berre, qui utilisent la souplesse formidable de l'énergie hydroélectrique : il faut quelques minutes pour mettre en marche ces unités, quand plusieurs jours sont nécessaires pour faire démarrer une centrale au fuel.

Bernard Liothin, directeur du



P. ROYER

groupe d'exploitation hydraulique de la haute Durance, est assez fier de dire que certaines de ses turbines démarrent jusqu'à cinq cents fois dans l'année pour produire 720 millions de kilowattheures. De mémoire d'électricien, jamais le dispositif n'a manqué à ses obligations énergétiques depuis 1961. Mais Serre-Ponçon est aussi tenu par la loi de 1955 de garder en réserve de quoi répondre à la demande des agriculteurs travaillant en amont : le barrage doit toujours disposer de 200 millions de mètres cubes d'eau pour l'agriculture, dont le ministère

avait d'ailleurs financé l'ouvrage à hauteur de 12 %.

Des capteurs installés dans les sommets alpins analysent donc quotidiennement la hauteur de la neige et sa densité, pour donner des indications d'espérance de remplissage : les ingénieurs calculent alors ce qu'il faut évacuer ou garder, en fonction des besoins d'eau ou d'électricité.

Courbes savantes, baisse du niveau au mois de mars et hautes eaux prévues au 1<sup>er</sup> juillet : tel est le schéma théorique que la nature, incertaine, s'ingénie souvent à déjouer. En cette année 1999 de neiges faibles et

ardives, le haut niveau a été atteint en mai : début août, il manquait donc 4 mètres à la cote habituelle, fixée à 780 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les bords du lac en portaient la marque sombre, les grèves étaient un peu trop larges, les hauts fonds émergeaient. Mais rien de comparable à la terrible année 1990, saison de sécheresse venant après deux années d'eaux maigres : il fallut, cette année-là, 295 millions de mètres cubes pour l'agriculture assoiffée, que le préfet de région demanda à EDF. La cote du lac descendit jusqu'à moins 12 mètres

au-dessous du niveau normal. Cette année-là, tout le monde a pris conscience que ce lac, conçu pour l'énergie et l'agriculture, s'était bricolé un autre avenir : les basses eaux gênaient la vocation touristique qu'empiriquement chacun avait plus ou moins pressentie, mais dont personne n'avait une vue d'ensemble.

EDF, concessionnaire des rives jusqu'à 4 mètres au-dessus de la cote 780, savait bien, par les autorisations qu'elle accordait à des clubs de voile, que les rives étaient attirantes. Les villages riverains constataient bien que le tourisme associatif et ses colo-

nies familiales appréciaient ces eaux calmes et ce climat reposant. Les propriétaires de campings privés investissaient dans les piscines et les saisonniers de montagne commençaient à trouver des emplois l'été. Mais chacun travaillait pour soi, et les municipalités de Chorges, Rousset, Embrun ou du Sauze rechignaient à coordonner leurs actions.

## HEURE CHANGEANTE

Désormais, un village comme Savines-le-Lac joue à fond de ses atouts touristiques avec ses quatre hôtels, son camping municipal, ses bateaux de promenade et ses deux nouveaux pontons qui ont vu s'amarrer un *Riva* magnifique et qui manquent déjà d'anneaux. Engloutie par les eaux en mai 1961 et reconstruite sur le flanc de Grand Morgon, dans le style raide des années 60, Savines a bien une usine d'antennes de télévision et une bouclerie industrielle pour prolonger le destin ouvrier du bourg. Mais, passant de 850 habitants en automne à 12 000 ou 14 000 l'été, le village vit à l'heure changeante des hautes et basses eaux touristiques.

Il semble pourtant écrit que tout ce qui touche ce lac de 14 millions de mètres cubes sera toujours lié aux lois de la République : ce village aux pieds dans l'eau est certainement l'un des rares du pays dont l'aménagement dépend de toutes les lois environnementales que comprend la législation française. Accompagné de son premier adjoint RPR, et en l'absence de son deuxième adjoint communiste, le maire socialiste Pierre Teissier les détaille, pour dire combien il a du mal à établir un nouveau plan d'occupation des sols : « *La loi montagne, la loi littoral, la loi sur les sites inscrits, la loi sur l'eau, la loi sur le bruit près des nationales, la loi sur l'inconstructibilité le long des routes nationales et départementales, et les deux directives européennes : les Znieff, qui protègent faune et flore, la ZICO, qui protège les oiseaux ; sans oublier, bien sûr, Natura 2000...* »

A l'entrée du nouveau village, a été réinstallée en 1961 une statue érigée en 1906 par le conseil municipal : une République qui porte en son poing serré un éclair jetant à la face du monde les mots *droits de l'homme* et dont le piédestal recense tous les bienfaits politiques ou sociaux apportés par les trois premières Républiques.

La quatrième, pour sa part, aura englouti le vieux monde villageois, pour donner à la région PACA ce lac et son électricité. La cinquième, elle, lui aura apporté les loisirs.

Michel Samson

PROCHAIN ARTICLE :  
le lac de Der

## La grande misère des châteaux forts alsaciens

## STRASBOURG

de notre correspondant régional

« On n'a pas les moyens de les maintenir en état », se désole François Pétry, conservateur régional des monuments historiques. L'affaire de la restauration du château du Hohlandsbourg (Haut-Rhin) a mis en lumière la pauvre existence des enceintes fortifiées en Alsace : elles sont cinq cents, dont près d'un centaine relève du patrimoine national.

Fin juin, Henri Goetschy (UDF), ancien sénateur et ancien président du conseil régional haut-rhinois, a été mis en examen pour favoritisme dans l'octroi des marchés pour les travaux de rénovation du Hohlandsbourg. En 1985, M. Goetschy, alors à la tête du département, a créé un syndicat mixte pour restaurer ce château médiéval, au-dessus de Colmar. Depuis, 40 millions de francs ont été dépensés. Pierre Knittel, qui lui a succédé il y a un an à la présidence de l'organisation, défend son prédécesseur : « *Il n'a pas eu les moyens administratifs pour mener sa tâche à bien.* » Il n'est pas loin de dire, cependant, qu'il a reçu un cadeau empoisonné : « *Il y a de quoi faire pendant encore vingt à trente ans.* »

Le résultat est là : 7 500 visiteurs par an, des animations épisodiques et un projet culturel toujours en gestation. Le président de l'association des châteaux forts d'Alsace n'est pas tendre avec la méthode

Goetschy : « *Il a conduit le projet à la hussarde, sans aucune consultation des scientifiques.* » Jean-Marie Nick émet les plus grands doutes sur la qualité de la restauration par rapport à la réalité historique, en insistant sur le fait que les fouilles archéologiques ont été insuffisantes. Il conteste même le choix de ce site qui, selon lui, n'était qu'un lieu de garnison sans le prestige d'un château résidentiel, ne méritant donc pas l'attention qu'on lui porte.

## RUINES DANGEREUSES

En s'offrant une « *danseuse* », disent plusieurs spécialistes haut-rhinois, Henri Goetschy a hypothéqué la sauvegarde de dizaine et de dizaine de ruines laissées par le passage des troupes suédoises et les armées de Louis XIV pendant la guerre de Trente Ans. Le temps aidant, elles sont devenues dangereuses, tant elles sont envahies par la végétation et fragilisées par les actes de vandalisme. Aussi, note M. Nick, la priorité était de consolider les remparts de tous les châteaux forts plutôt que de concentrer tout l'argent sur un seul site. « *Mais voilà, les hommes politiques veulent se faire valoir en associant leur nom à la restauration d'un lieu prestigieux* », affirme le président de l'association.

La réalité semble lui donner raison. Conformément à la tradition du consensus alsacien, le Bas-Rhin, l'autre départe-

ment de la région, a lui aussi son château, celui du Lichtenberg dont la rénovation est moins contestée et qui semble avoir trouvé sa vitesse de croisière dans ses animations culturelles.

Et le reste ? Seul le Haut-Kœnigsbourg s'en sort bien. Datant du XII<sup>e</sup> siècle, ce château a été offert par la ville de Sélestat (Bas-Rhin) à l'empereur Guillaume II en 1899. Il a complètement été reconstruit sous la direction de l'architecte Bodo Ehardt entre 1902 et 1908. De l'avis des experts alsaciens, la restauration a scrupuleusement respecté la vérité historique. Longtemps source d'irritation chez les Alsaciens, parce que symbole de la puissance prussienne, il est devenu, avec 600 000 visiteurs par an, un des monuments les plus visités de la région. La forte fréquentation soulève néanmoins des difficultés de circulation et de stationnement. A telle enseigne qu'il est prévu d'aménager un petit... hélicoptère.

## MANQUE DE MOYENS

Pour les autres, c'est la misère. Pourtant les Alsaciens sont attachés à leurs châteaux forts, dont l'accès est facilité par le travail du Club vosgien, qui balise les chemins depuis un siècle pour inciter les randonneurs à venir les visiter.

La majorité des ruines sont la propriété de l'Etat par le biais de l'Office national des forêts (ONF). Face à l'ampleur de la

tâche, les deniers nationaux servent avant tout à consolider les murs pour assurer la sécurité des sites. Lorsqu'il n'a pas les moyens d'assurer cette mission, l'Office interdit purement et simplement l'accès. Ce qui est aussi le cas des ruines appartenant à des propriétaires privés, lorsque ces derniers n'ont pas les moyens ou ne veulent pas participer aux travaux nécessaires à la protection des visiteurs. Pendant une dizaine d'années, l'assemblée régionale a tenté de mener une politique de restauration, mais elle y a renoncé devant l'importance des crédits à engager.

Au bout du compte, l'effort en faveur des châteaux forts alsaciens se limite aux deux départements, qui ont choisi chacun leur champion, à quelques communes ou syndicats de communes et, bien sûr, à l'Etat français. Bon an mal an, ce dernier consacre de 3 à 7 millions de francs par an à la sauvegarde des ruines. Peu de choses par rapport aux sommes nécessaires aux travaux d'entretien de la cathédrale de Strasbourg (de 10 à 13 millions annuellement) ou à ceux du Haut-Kœnigsbourg (une quarantaine de millions au cours de ces dernières années). « *Le plus grave dans cette affaire, c'est que les fouilles indispensables pour bien connaître le passé des châteaux alsaciens ne sont pas effectuées* », déplore Jean-Marie Nick.

Marcel Scotti

## DÉPÊCHES

■ **AUVERGNE** : quelque 500 chasseurs ont manifesté samedi 14 août à Clermont-Ferrand contre un arrêté préfectoral restaurant la liberté de la chasse aux sangliers sur certaines communes du Puy-de-Dôme limitrophes de la Corèze, de la Creuse, de la Haute-Loire et de la Loire, à la suite de l'augmentation des dégâts aux cultures causés par ce gibier (*Le Monde* du 4 décembre 1998) : ces dégâts atteignent 1 million de francs dans le Puy-de-Dôme. La fédération départementale des chasseurs, qui prend en charge les dégâts causés par les animaux aux agriculteurs, réclame le maintien d'un plan de chasse sur l'ensemble du département.

■ **PAYS DE LA LOIRE** : le ministre de l'équipement, des transports et du logement, Jean-Claude Gaysot, se dit « *prêt à revoir le tracé* » de l'A 28 entre Le Mans et Tours, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 15 août. Le chantier menacerait l'habitat du scarabée pique-prunes, espèce protégée par l'Union européenne (*Le Monde* du 21 octobre 1996). Ces menaces viennent d'être confirmées par un rapport du professeur Jean-Marie Luce, du musée d'histoire naturelle. M. Gaysot devrait prendre sa décision en septembre.

## HORIZONS

ENQUÊTE

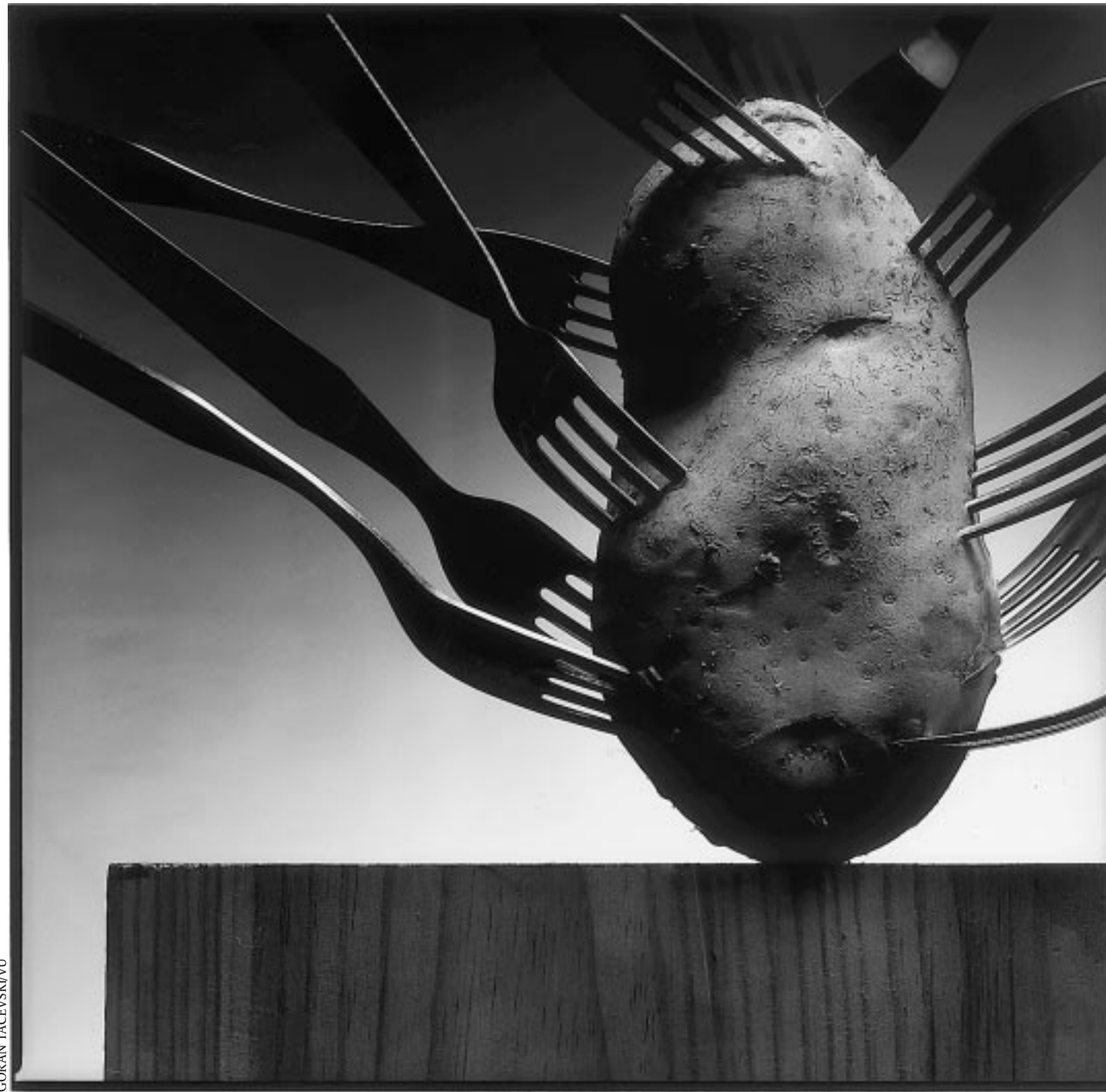
## 1 CES ALIMENTS QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

**Elle reste la Cendrillon de nos denrées, désirée mais oubliée sitôt consommée. L'Europe a eu du mal à intégrer cette plante du Nouveau Monde, jadis herbe de sorcière. Et puis Parmentier arriva, et la patate exorcisa les coups du sort**

**L**ES images d'Epinal, principale source d'information et d'édification de la population rurale française au XIX<sup>e</sup> siècle, vont en général droit au but et ne s'embarrassent pas de nuances : six ou sept lignes sous la vignette polychrome suffisent à exposer les faits et à en tirer la moralité. L'histoire de la pomme de terre est ainsi exposée dans la planche n° 3 815 de la série encyclopédique Glucq des *Leçons de choses illustrées*, éditée par l'imprimeur-éditeur spinalien Pellerin. La première vignette montre, sur une plage, deux moines barbus, tonsurés et en robe de bure, présentant des produits à un paysan en blouse. Le premier, qui brandit fièrement un bouquet de grandes feuilles vertes lancéolées, semble capter toute l'attention du croquant, alors que le second tente vainement d'attirer l'attention du même sur un sac rempli de tubercules brun clair. « *C'est au XVI<sup>e</sup> siècle, est-il expliqué, que des moines espagnols, venant du Chili et du Pérou, importèrent en Europe la pomme de terre en même temps que le tabac. La bêtise des hommes a été, et sera, hélas ! toujours la même. On se jeta sur le tabac, qui ne sert à rien, et on dédaigna la pomme de terre, qui est une réelle et universelle richesse !* »

Ainsi le paysan famélique aurait-il dédaigné la solide patate qui cale l'estomac au profit de l'herbe à Nicot, qui coupe l'appétit et fait oublier les duretés de la vie. Sans trancher définitivement sur le caractère réhabilitaire et définitif de la bêtise humaine, notons que même de nos jours, en dépit des campagnes anti-fumée, le prestige du tabac est encore largement supérieur à celui de la pomme de terre. A-t-on jamais vu une épreuve sportive prestigieuse patronnée par Bintje ou Roseval ? Une ligne de vêtement déclinant la BF15 ou même la Ratte, cette merveille de pomme de terre cultivée à Noirmoutier ? Non, la pomme de terre, même parvenue, après plusieurs siècles d'efforts, dans les assiettes européennes, reste la Cendrillon de nos denrées, indispensable mais méprisée, désirée mais oubliée sitôt consommée. Elle ne fut, et pour cause, jamais citée dans la Bible, qui donne une place à chaque chose dans l'ordre du sacré. On ne bénit pas le plat de patates avant de le partager en famille.

Les chercheurs qui se sont penchés sur l'histoire de la pomme de terre se sont interrogés sur cette réticence à accepter cette denrée du Nouveau Monde, alors que



## La pomme de terre, sorcière venue des Andes

d'autres produits, comme le tabac ou le haricot, s'imposent rapidement. Il aura fallu deux siècles à la pomme de terre pour s'affirmer comme culture et nourriture de base en France. Didier Spire et Patrick Rousselle, chercheurs à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), expliquent les raisons de ces réticences : « *Le refus de cette nouvelle production est lié aux superstitions du Moyen Âge encore dominantes. Le Mal (l'Enfer) est sous terre. Ces tubercules qui veulent entrer en compétition avec le blé, plante sacrée productrice du pain et de l'hostie, sont donc des objets sataniques. Parce qu'elle est une production souterraine, la pomme de terre est un végétal dont le nom a une connotation diabolique. Elle est censée diffuser la lèpre, voire la peste. Du fait de son appartenance aux solanacées productrices de toxines, elle est vite assimilée aux autres plantes de cette famille (mandragore, datura, belladonne), toutes herbes de sorcière.* »

**A** la décharge de nos ancêtres, notons cependant que les premières pommes de terres introduites par les moines espagnols n'avaient pas les mêmes qualités gustatives que celles que nous consommons aujourd'hui. Celles qui venaient des Andes péruviennes avaient un goût amer. Les Indiens de la région du lac Titicaca leur faisaient d'ailleurs subir une transformation qui les débarrassait de cette amertume et rendait le produit aisément transportable dans les régions accidentées. Les tubercules déterrés étaient exposés au gel, la nuit, puis exposés

au soleil de la journée pour être desséchés.

Cette lyophilisation primitive produisait, et produit encore, le *chugno*, qui fit l'admiration du père jésuite Joseph de Acosta, second provincial de la Compagnie de Jésus au Pérou. Son *Historia natural y moral de las Indias*, parue en 1591, fut vite traduite en français de l'époque : « *Là est aussi le lac Titicaca : mais encore que ce soit terre plane, et à la même hauteur et température que la sierre, et qu'il n'y ait non plus d'arbres ny de forests, toutefois le défaut qu'ils ont du pain*

**Tout jardinier honnête finira par avouer que la pomme de terre plantée devant sa maison revient notablement plus cher que celle achetée au supermarché. Cela ne fait rien. Quand on a des patates, on peut voir venir**

*y est récompensé par les racines qu'ils sèment, lesquelles ils appellent papas et croissent dedans la terre. Ceste racine est le manger des Indiens, car en les séchant et en les nettoyant ils en font ce qu'ils appellent chugno, qui est le pain et la nourriture de ces provinces.* »

L'arrivée d'espèces venant de zones plus éloignées de l'équateur et qui pouvaient développer leurs tubercules lors des longs jours d'été européens permit de développer et de sélectionner dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle des variétés plus adaptées à nos régions. Certains terroirs français, passant outre aux super-

stitions, se mirent vaillamment à la culture de la « tartouffe », déformation populaire de la dénomination papale du tubercule (*tartufoli*, par assimilation à la truffe). Ce fut le cas de la région pré-vosgienne, pionnière en la matière, ce qui vaut encore aujourd'hui au département de la Haute-Saône le sobriquet de « Haute-Patate ».

C'est en Irlande que, dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, la pomme de terre provoqua une révolution agraire fondamentale. En proie à des disettes régulières, et à des guerres incessantes entre les réformés an-

triche donnée par les Anglais aux pratiques agricoles des Irlandais, permettait de nourrir toute une famille pendant un an sur une bande de terrain autodrainée large d'un mètre et longue de cinq cents à huit cents mètres. Une cabane de tourbe, un ou deux cochons, et notre Irlandais était comblé, croisait et multipliait, se querellait, bien sûr, avec son voisin ou l'ennemi anglais, mais le ventre plein. En 1780, la consommation quotidienne s'élevait à 3,5 kilos par personne. L'Irlandais reste le plus gros consommateur de pomme de terre au sein de l'Union européenne avec 143 kilos par an, le double de la consommation française.

Le bonheur alimentaire ne fut pourtant pas éternel. Dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle apparurent des ennemis mortels du tubercule : des champignons provoquant la « pourriture sèche », des parasites attaquant les feuilles. Le pire, le *Phytophthora infestans*, fut à l'origine de la grande famine de 1845-1846, faisant plus d'un million de morts, et des épidémies qui suivirent. Les Irlandais émigrèrent alors en masse vers les Etats-Unis d'Amérique, où, naturellement, ils plantèrent leurs champs de pomme de terre dans les campagnes proches des grandes villes « irlandaises » du Nouveau Monde, New York et Boston.

Dans le reste de l'Europe, les famines amenèrent les souverains à se préoccuper de la nourriture de leurs sujets. Très vite, la pomme de terre devint la compagne des armées en marche : les Espagnols la transmirent aux Autrichiens qui la passèrent aux Prussiens. Frédéric le Grand, roi de Prusse, lui trouva

tant d'attraits qu'il en rendit la consommation obligatoire. La France ne s'est jamais laissée gouverner comme la Prusse, et les méthodes autoritaires en matière de gastronomie ont peu de chances d'avoir le moindre succès. C'est à ce problème qu'en 1756, du fond de sa captivité prussienne, le pharmacien des armées Antoine-Augustin Parmentier, natif de Montdidier en Picardie et fait prisonnier au début de la guerre de Sept Ans, songeait en dégustant les patates de l'ordinaire de la forteresse. De retour en France, Parmentier se fit le zélé du tubercule face à une France sceptique. Il remporta le premier prix d'un concours de l'Académie de Besançon demandant aux chercheurs et philosophes « *d'indiquer les végétaux qui pourraient suppléer en cas de disette à ceux que l'on emploie communément à la nourriture des hommes* ».

**C**E succès était d'autant plus remarquable que la rencontre décisive, qui allait assurer le triomphe planétaire de la pomme de terre, entre le tubercule et l'huile de friture, ne se produira que beaucoup plus tard. Simplement bouillie, la pomme de terre ne se caractérise pas par une saveur extraordinaire. Sa diffusion dans la population n'allait donc pas de soi. Cela donna lieu à la première « campagne de promotion », qui reste un exemple pour les publicitaires modernes. Parmentier, devenu pharmacien des Invalides, mobilisa les plus grands noms de la science de l'époque pour des dîners où près de vingt plats différents à base de pomme de terre sont présentés. Le roi Louis XVI fait savoir qu'il en est désormais servi à la table royale.

Les élites étant gagnées, restait le peuple. Ce peuple de Paris auquel on ne la fait pas, mais dont la méfiance est toujours en lutte avec la curiosité. Parmentier voulait répondre aux critiques de ses détracteurs, qui affirmaient que la culture de la pomme de terre allait appauvrir les sols. Il se fit donc concéder par le roi un terrain de 27 hectares aux portes de Paris, dont le nom, les Sablons, indiquait bien la médiocre qualité agricole. On y planta de la pomme de terre et l'on fit garder les champs par des hommes en armes, le jour, mais pas la nuit. Lorsque le moment de la récolte arriva, dès la tombée du jour, on vit des petits mallins venir furtivement arracher quelques tubercules que l'on croyait réservés aux puissants.

Et c'est ainsi que l'on peut voir aujourd'hui, dans la plupart de nos jardins potagers, ce carré de patates cultivé par rite plus que par nécessité économique. Tout jardinier honnête finira par avouer que la pomme de terre plantée devant sa maison revient notablement plus cher que celle achetée au supermarché. Mais cela ne fait rien. Quand on a des patates dans son champ, on peut voir venir. Sa présence exorcise les coups du sort, alimentaires ou autres.

Légume peu érotique, la pomme de terre ne figure pas au tableau habituel des aliments susceptibles d'influer sur la libido des dîneurs. Mais il fut un temps, celui du « socialisme réellement existant », où il était obligatoire pour les étudiants des villes aux mains blanches, en Russie et dans les pays dits satellites, d'aller chaque automne prêter main-forte aux kolkhoziens pour la récolte des pommes de terre. Ceux qui ont vécu cela s'en souviennent fort bien et en parlent peu. Et surtout, pleins de nostalgie, aux souvenirs des rencontres dans les granges abritant filles et garçons, qui croyaient encore à certaines vertus annexes de la collectivisation agraire, avant de se convertir quelques années plus tard à l'économie de marché, y compris celui de la pomme de terre.

Luc Rosenzweig

★ « Ces aliments qui ont changé le monde », c'est aussi sur France-Info dans la chronique quotidienne d'Anne Hudson.

PROCHAIN ARTICLE :  
Le café, âme des poètes



## HORIZONS - ANALYSES ET DÉBATS

LE MONDE / MARDI 17 AOÛT 1999 / 9

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# Marché et démocratie

**C**INQ mois de guerre, une avalanche de déclarations, une débauche de publicité : la bataille des banques entre la BNP d'un côté, la Société générale (SG) et Paribas de l'autre, n'est pas finie ; un premier round s'achève pourtant. Les actionnaires, grands ou petits, français ou étrangers, de SG et Paribas ont voté. La BNP l'a emporté triomphalement sur Paribas, elle n'est pas parvenue à gagner la majorité de SG. La balle est dans le camp des autorités bancaires. Sans préjuger de leurs choix, quelques leçons peuvent d'ores et déjà être tirées des conditions dans lesquelles cette compétition s'est déroulée.

Cette guerre a coûté cher. Les trois belligérants ont mobilisé des sommes considérables pour défendre leurs projets. Dans leur combat, ils se sont fait aider par des banques-conseils, des avocats d'affaires, des experts en lobbyisme et des agences de publicité, dont les tarifs ne souffrent pas, en règle générale, d'une excessive modestie. Les frais engagés par les trois établissements se seraient ainsi élevés, au total, à plusieurs centaines de millions de francs. La presse aurait certes mauvaise grâce à s'en plaindre : elle en a largement bénéficié ! Mais cette mise en scène publicitaire de la compétition a, parfois, donné l'impression d'un conflit d'« ego » en lieu et place d'une confrontation des projets, voire même d'une guerre de propagande tournant, en fin de parcours, au combat procédurier. Les héros n'ont pas hésité à recourir à la mauvaise foi, voire au mensonge éhonté. Les campagnes publicitaires ont pu paraître parfois

infantiles, ennuyeuses à l'occasion. Pourtant, en dépit de son coût et de ces dérives, cette bataille n'en a pas moins été utile. Car, pour la première fois en France, une grande restructuration a été menée au vu et au su de tout le monde.

Pour ceux que cela intéressait, il y a eu un véritable affrontement entre deux projets « industriels » distincts – la création d'une banque d'investissement européenne (SG-Paribas) ou celle d'une banque de détail mondiale (BNP-SG-Paribas). La compétition a eu lieu dans des conditions qui, finalement, ne sont pas aussi éloignées de celles que l'on observe dans les autres pays capitalistes – en dépit de l'idéalisation faite souvent, en France, des « modèles » étrangers et de l'ironie de la presse anglo-saxonne.

Il y a encore quelques années, les restructurations d'entreprises se faisaient dans le secret des cabinets ministériels – entre quelques hommes politiques, des hauts fonctionnaires et de gros capitalistes bien introduits. Certains, à droite comme à gauche, paradoxalement, en conservent la nostalgie. On sait pourtant ce que ce capitalisme du secret et de la connivence, où se mêlaient intérêts publics et privés, a coûté aux contribuables. Faut-il rappeler les scandales du Crédit lyonnais, du Crédit foncier ou de la Société marseillaise de crédit ? Aujourd'hui, ces restructurations se font, au moins, dans une plus grande transparence.

Si l'on doit regretter quelque chose, c'est que, pour ce référendum, le poids des « électeurs » français soit aussi faible et celui des étrangers aussi lourd.

<p><b>Le Monde</b> est édité par la SA LE MONDE</p> Président du directoire, directeur de la publication <span> </span> : Jean-Marie Colombani Directoire <span> </span> : Jean-Marie Colombani, Dominique Alduy, directeur général <span> </span> ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction <span> </span> : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction <span> </span> : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet Directeur artistique <span> </span> : Dominique Roynet Secrétaire général de la rédaction <span> </span> : Alain Fourment Rédacteurs en chef <span> </span> : Alain Frachon, Erik Izraelewicz ( <i>Editoriaux et analyses</i> ); Laurent Greilsamer ( <i>Suppléments et cahiers spéciaux</i> ); Michel Kajman ( <i>Débats</i> ); Eric Le Boucher ( <i>International</i> ); Patrick Jarreau ( <i>France</i> ); Franck Nouchi ( <i>Société</i> ); Chaire Blandin ( <i>Entreprises</i> ); Jacques Buob ( <i>Aujourd'hui</i> ); Joysane Savigneau ( <i>Culture</i> ); Christian Massol ( <i>Secrétariat de rédaction</i> ) Rédacteur en chef technique <span> </span> : Eric Azan
Médiateur <span> </span> : Robert Solé
Directeur exécutif <span> </span> : Eric Pliailoux; directeur délégué <span> </span> : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction <span> </span> : Alain Rollat; directeur des relations internationales <span> </span> : Daniel Vernet; partenariats audiovisuels <span> </span> : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance <span> </span> : Alain Minc, président <span> </span> ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs <span> </span> : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
<p><i>Le Monde</i> est édité par la SA <b>Le Monde</b></p> Durée de la société <span> </span> : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social <span> </span> : 1 003 500 F. Actionnaires <span> </span> : Société civile Les Rédacteurs du <i>Monde</i> , Fonds commun de placement des personnels du <i>Monde</i> , Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du <i>Monde</i> , Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Menu de gourmets au Festival de Lucerne

**DEUX SYMPHONIES**, rien de plus, mais la première est la *Symphonie en sol mineur* (K 550), de Mozart ; la seconde, la *Symphonie no 7 en ut*, de Schubert. Menu de gourmets, plutôt que de gourmands, plaisir délicat et raffiné car Bruno Walter est au pupitre.

Ceux qui ne l'auraient pas vu depuis la dernière fois qu'il conduisit à Lucerne avant la guerre qui allait lui être si cruelle le retrouveraient pareil à lui-même. Il est de ces artistes que les épreuves grandissent. Il est de ceux aussi que l'on croit eu l'impression d'être marginalisés, tenus pour quantité négligeable, puis appelés à la rescousse pour trouver une solution négociée alors que les frappes ne produisaient pas les effets escomptés. La guerre du Kosovo a accru la perplexité de tous les acteurs de la politique étrangère russe, leur incompréhension d'une attitude qu'ils n'arrivent pas à décrypter.

Il est vrai que du côté occidental, la perplexité face à la politique russe n'est pas moindre. Depuis la fin de la guerre froide, les Occidentaux sont toujours à la recherche d'un traitement équilibré de la Russie. Tantôt ils semblent la mépriser au-delà de toute nécessité ; tantôt ils la cajolent au-delà de toute décence.

*Daniel Vernet*

# Fukuyama

6000 dollars, il ne se demande pas s'il est possible ou non que le capitalisme soit capable d'offrir un tel PIB à tous les habitants de la planète. Certes, je ne suis pas capable de prouver qu'un tel objectif est impossible, partout et pour tout le monde, mais Fukuyama ne semble pas y croire lui-même. Comment expliquer autrement son plaidoyer pour un libéralisme qui, dans son fond, reste sauvage, tant il récuse vigoureusement, sans le dire explicitement (précisément lorsqu'il parle de la « mondialisation irréversible »). l'idéal de justice et d'égalité économique (ou d'homogénéité économique réelle).

Il est impossible d'exporter le modèle économique de la gauche européenne, affirme-t-il, parce que le capital étant devenu plus « mobile que la main-d'œuvre », il en résulte une « forte pression à la baisse des salaires des ouvriers peu qualifiés qui entrent chaque année sur le marché du travail ». C'est dire que les avantages de la « fin de l'Histoire » ne satisferont pas au critère d'universalité qu'impose l'idée de la reconnaissance et que ce qu'annonce l'auteur n'est rien d'autre que la division entre une humanité rabaisée et une post-humante arrogante ! La technologie comme moyen en somme de réaliser ce que le nazisme voulait mais a échoué à faire, faute d'en posséder déjà les outils !

Reste la thèse, peut-être la thèse centrale de Fukuyama, qui mérite d'être prise au sérieux : l'impuissance de la culture (et de l'Histoire) à conduire l'homme à la satisfaction, avec son corrélat : si l'homme veut être satisfait, il faut qu'il se donne les moyens de se diviniser. Or, ces moyens techniques, pour la première fois, l'homme est tout près d'en dispo-

ser. Cette thèse se fonde sur deux axiomes. Le premier est que l'homme cherche la satisfaction (totale, radicale ou « nirvanesque »). Le deuxième est que la condition de cette satisfaction suppose qu'il puisse s'auto-engendrer (en fonction de la satisfaction qu'il désire de et pour lui-même), ou se « diviniser », matériellement, réellement, ou temporellement.

Mais ces deux axiomes ne suffisent pas. Ils exigent que l'homme puisse, comme les doublets du mythe d'Aristophane dans le *Banquet* de Platon gravir l'échelle et prendre la place des dieux. Pour Fukuyama, l'échelle, c'est la technologie ! Et lorsqu'il interroge, faussement naïf, la « norme de la santé », donc celle qui anime la médecine, on devine que sa réponse à cette question correspond à la réponse donnée, audacieusement, dès les débuts de l'histoire de la médecine européenne grecque : la norme de la santé, c'est la santé plus forte que la mort, autrement dit l'immortalité réelle.

Fukuyama va longtemps encore, hélas, laisser prise à des critiques obsolètes, bêtes et méchantes, indignes de son propos. L'essentiel de ce que j'ai entendu depuis des années sur la « fin de l'Histoire » m'a paru excessivement navrant. Je n'ai qu'une seule chose à dire à tous ceux qui croiraient pouvoir objecter quoi que ce soit à Fukuyama, un conseil que Hegel s'adressait à lui-même autant qu'à ses détracteurs : qu'ils se rendent capables de se placer sur le terrain de l'adversaire !

*Dominique Auffret est professeur de psychologie fondamentale à l'Ecole de psychologues praticiens (Paris et Lyon).*

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani, Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*); Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*); Michel Kajman (*Débats*); Eric Le Boucher (*International*); Patrick Jarreau (*France*); Franck Nouchi (*Société*); Chaire Blandin (*Entreprises*); Jacques Buob (*Aujourd'hui*); Joysane Savigneau (*Culture*); Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

exemple. Elle ne s'intégrait pas dans une stratégie à long terme que les Russes ne semblent d'ailleurs pas en mesure de soutenir – au Kosovo, ils dépendent de l'approvisionnement de l'OTAN –, mais leur permettait de s'imposer là où ils n'étaient pas nécessairement les bienvenus. « Arrogance de la faiblesse », selon l'expression d'un haut diplomate d'Europe centrale, le coup de Pristina a donné les moyens à Moscou d'influer sur les décisions de l'OTAN, ce qui paraît être pour le moment l'objectif premier de la diplomatie russe. La déclaration commune sur le Kosovo qui a marqué, à la fin du mois de juillet, la reprise des contacts entre la Russie et l'OTAN, est significative. Sans mentionner une seule fois la KFOR, elle place l'OTAN et la Russie sur un pied d'égalité comme s'il s'agissait de deux organisations partageant les mêmes responsabilités au Kosovo et elle charge le Conseil conjoint OTAN-Russie d'étudier les moyens de renforcer la sécurité dans la province, comme si Moscou avait un droit de regard, voire de codécision, sur les actions de l'OTAN. Il s'agit évidemment de propos formels sans influence directe sur le terrain. Mais ils montrent que les Russes n'ont pas renoncé à obtenir ce qui leur a été refusé en contrepartie de l'élargissement de l'Alliance atlantique, à savoir un droit de veto sur les décisions de l'OTAN.

**PERPLEXITÉ**

Cette aspiration a été renforcée par la manière dont ils ont interprété la négociation de Rambouillet, son échec et la décision de bombarder la Yougoslavie. Ils ont eu l'impression d'être marginalisés, tenus pour quantité négligeable, puis appelés à la rescousse pour trouver une solution négociée alors que les frappes ne produisaient pas les effets escomptés. La guerre du Kosovo a accru la perplexité de tous les acteurs de la politique étrangère russe, leur incompréhension d'une attitude qu'ils n'arrivent pas à décrypter.

Il est vrai que du côté occidental, la perplexité face à la politique russe n'est pas moindre. Depuis la fin de la guerre froide, les Occidentaux sont toujours à la recherche d'un traitement équilibré de la Russie. Tantôt ils semblent la mépriser au-delà de toute nécessité ; tantôt ils la cajolent au-delà de toute décence.

*Daniel Vernet*

sagesse kojévienne ne se fondent-elles pas, *in fine*, sur l'impossible de surmonter « physiquement » la mort ? Il y a chez Fukuyama un abandon à la croyance, poussée à l'extrême, de l'inassumable « spirituel » et/ou « psychique » de la mort par la « sublimation » culturelle.

En ce sens, Fukuyama énonce lui-même la conclusion de son « syllogisme démocratique » : la réussite mondiale du libéralisme américain, annulant l'Esprit au profit d'un Coca-Cola universel, remixé comme potion technobiologique pour la satisfaction clônée de l'ego infini de chacun, au-delà « virtuel » de l'insatisfaction nihiliste du dernier homme capitaliste, constitue la base matérielle (ou économique) de la divinisation de l'homme, de l'avènement prochain de la « post-humanité ».

Fukuyama ne fait là que suggérer, mais sans le dire ouvertement, que la mondialisation marque l'effacement civilisationnel (au sens anthropologique du terme) des dispositifs culturels, politiques et symboliques, ou « historiques » (moraux, religieux, esthétiques, institutionnels, intellectuels ou « philosophiques ») de coercition de l'insatisfaction du désir humain (face à sa « nature »). La démocratie économique capitaliste mondiale promise en est bien tout à la fois l'effet et la cause à ce stade du développement de l'humanité-monde, autre mot pour dire en effet la « fin de l'Histoire », mais l'intentionnalité qui l'anime achoppe sur un butoir : l'impossibilité pour le capitalisme de réaliser l'homogénéité réelle de la satisfaction économique.

Ainsi, lorsqu'il montre que la stabilité démocratique d'un pays est actuellement conditionnée par un PIB par habitant d'au moins

le Kosovo mais elles ont puisé une vigueur nouvelle dans la manière dont le Kremlin a été mis devant le fait accompli. Le mécontentement officiel était tel qu'Igor Ivanov se demandait, devant un collègue occidental en visite à Moscou, comment il pourrait recevoir Javier Solana dans sa nouvelle capacité de M. PESC (politique extérieure et de sécurité commune) européen, après le rôle que celui-ci avait joué à l'OTAN...

D'avril à juin, les dirigeants russes ont passé une revue de détail de leur politique extérieure, et toutes les options ont été examinées. La tendance « savok » ne l'a pas emporté parce que les modérés favorables à la poursuite de la coopération avec l'Occident ont pu faire valoir des arguments de poids. Il y a, bien sûr, la dépendance financière dans laquelle se trouve la Russie et que le dernier prêt du Fonds monétaire internationale (FMI) a encore illustrée. Mais les responsables diplomatiques ont aussi pu montrer que la guerre du Kosovo avait été « une

**COUPS D'ÉPINGLE**

Ce que déplorent les analystes même les moins suspects de nostalgie « savok », c'est que la volatilité de la situation intérieure ne permette pas au pouvoir politique de définir clairement les nouveaux intérêts nationaux de la Russie après l'effondrement de l'URSS et le rétrécissement de son espace vital. Les Russes risquent d'être relégués dans la fonction de « petits télégraphistes », chargés de transmettre les conditions occidentales et d'exercer des pressions sur leurs alliés pour qu'elles soient acceptées, comme cela a été le cas avec la Yougoslavie de Milosevic.

L'autre variante est la politique des coups d'épingle dont l'arrivée inopinée des soldats russes à l'aéroport de Pristina avant les Britanniques de la KFOR (Force internationale de paix) a fourni un

**CHANCE INATTENDUE**

pour Moscou de revenir au centre de l'intérêt et de jouer un rôle qui a été décisif, à bien des égards, dans l'arrêt des hostilités avec la Serbie.

**BORÉALIS**

Le budget de la fête techno Boréalis, annulée le 7 août à Montpellier pour cause d'intempéries, s'élevait à 5 millions de francs, et non 500 millions comme une erreur de transcription nous l'a fait écrire dans nos éditions du 10 août.

**PRÉCISION**

**BERNARD TAPIE**

A la suite de la publication de notre article consacré aux projets théâtraux de Bernard Tapie (*Le Monde* du 13 août), le producteur Gilbert Coulier nous demande de préciser qu'il n'a « signé aucun contrat pour participer à la production de la pièce » que doit jouer l'ancien député. « J'ai effectivement été sollicité par M. Tapie pour prendre 10 % dans le tour de table, mais je n'ai jamais donné mon accord », nous a-t-il assuré, ajoutant : « Je ne voudrais pas qu'une participation amicale se transforme en caution professionnelle. J'ai l'impression que c'est ce qui est en train de se passer. »

# Le dernier homme nouveau de Fukuyama

par Dominique Auffret

DANS un point de vue (*Le Monde* du 17 juin), « La fin de l'Histoire dix ans après », Francis Fukuyama reprend et corrige sa vision de la fin de l'Histoire avancée début 1989, approfondie en 1994 dans son livre *La Fin de l'Histoire et le dernier homme* (Flammarion). Il affirme que la « fin de l'Histoire » – « Histoire » prise au sens « hégéliano-marxiste » d'« évolution progressive des institutions humaines politiques et économique » – ne sera pas réalisée seulement par « la démocratie et l'économie de marché », mais surtout par la transformation biotechnologique inéluctable de la « nature humaine », que les cultures historiques n'ont su qu'en apparence métamorphoser.

Si la thèse de la fin de l'histoire « institutionnelle » est maintenue et les critiques diverses écartées par de multiples arguments, en particulier celui selon lequel « il n'y a plus de modèle viable de développement » susceptible de rivaliser sérieusement avec la démocratie libérale, c'est parce que Fukuyama croit pouvoir affirmer que cette dernière se fonde sur « un syllogisme démocratique » dont la puissance logique est supérieure à toutes les autres logiques économiques et politiques actuelles ou passées.

La thèse de Fukuyama, reprise de Kojève, selon laquelle Hegel est une clé, sinon la clé, pour penser et voir ce qui se passe sous nos yeux mérite le détour. Mais sa nouvelle thèse, celle de la post-humanité pour demain, est-elle hégélienne, voire kojévienne ? Hegel n'y oppose-t-il pas des raisons philosophiques fondamentales ? L'Esprit absolu de Hegel, la Religion, l'Art, la Pensée, et la

# L'arrogante faiblesse de la diplomatie russe

*Suite de la première page*

Les partisans d'une ligne dure en ont tiré argument pour demander une révision de la doctrine militaire, une augmentation des dépenses militaires, une relance de la recherche dans les technologies de pointe, la réévaluation du rôle des armes nucléaires face à la supériorité classique de l'OTAN et leur déploiement en Biélorussie comme sur le territoire de Kaliningrad, une remise en cause des accords sur le désarmement et la recherche d'alliances de revers, avec la Chine par exemple.

Ces tentations existaient avant

## RECTIFICATIFS

**OCTOBRE 1961**

Le rapport sur les événements du 17 octobre 1961 rédigé par Jean Geronimi, avocat général à la Cour de cassation, a été remis à la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, au début de l'année, et non le 5 mai 1999 au premier ministre, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 13 août.

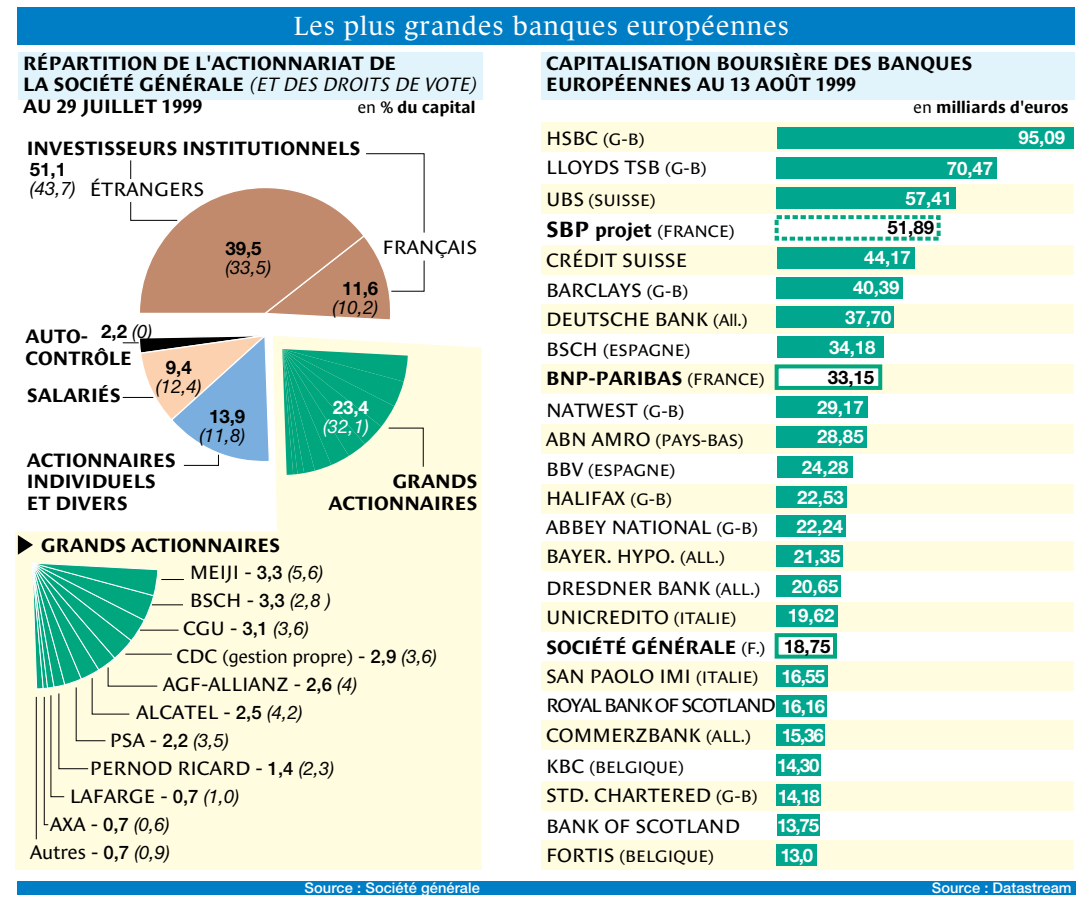
**LE GÉNÉRAL PINOCHET**

Les propos de M<sup>e</sup> Fernando Escardo, l'un des avocats d'Augusto Pinochet, ont été rapportés de manière incomplète dans l'article intitulé « Des militaires chiliens se rendent en Espagne pour faire le point sur l'affaire Pinochet » (*Le Monde* du 12 août). Il fallait lire : « Entre décembre 1988 et 1990 (...), il n'existe aucune victime espagnole torturée. »

**ORIGINES DE LA VIE**

André Brack, cité dans notre article sur « L'incroyable odyssee de la vie » (*Le Monde* du 5 août), dirige une équipe travaillant sur les origines de la vie au sein du Centre de biophysique moléculaire du CNRS à Orléans et non – comme nous l'avons écrit par erreur – le Centre lui-même, dont le directeur est, depuis sept ans, le professeur Paul Vigny.





## La place d'Edimbourg entre arguments rationnels et jugements sur les hommes

**EDIMBOURG**  
de notre envoyé spécial  
« La banque française ne sort pas grandie de cette aventure, en particulier lors des trois dernières se-

**RÉCIT**  
« Nous investissons d'abord dans les gens, puis dans les actifs »

maines, où l'on a frôlé le ridicule. L'approche de la date-butoir, les principaux acteurs semblaient davantage motivés par le souci de sauver leur peau que par celui de défendre les intérêts commerciaux de leur banque », gémit le jeune gestionnaire de fonds écossais en regardant par la fenêtre le ciel plombé d'Edimbourg. Les financiers de la sixième place boursière européenne, et de la deuxième de Grande-Bretagne après la City, parlent sans difficulté de leurs impressions sur cette féroce bataille boursière franco-française qui a duré près de six mois, mais à l'évidence tiennent à l'anonymat pour ne pas obérer l'avenir.

Ils ont la tête encore toute tournée par le déluge d'informations triomphalistes, voire de basse propagande, reçues de la BNP, de la Société générale et de Paribas. « Ils nous ont carrément pris pour des imbéciles en nous disant par exemple qu'il fallait ne pas oublier de dater ni de mettre la signature sur nos ordres de cession. Cette campagne d'intox très coûteuse est contre-productive. Nous nous fondons uniquement, pour émettre nos recommandations, sur le démontage des comptes financiers », raconte au Monde un investisseur, au souvenir des road shows, ces tournées qui ont permis aux états-majors rivaux de vendre leur projet à ceux qui détiennent plusieurs pour-cent du capital des trois établissements.

**PRÉFÉRENCE AU PROJET SBP**  
Pour les opérateurs de ce centre du capitalisme mondial, l'affaire s'est aussi mal terminée qu'elle avait commencé. La première présentation du projet SG-Paribas, lancé le 1<sup>er</sup> février, fut apparemment un vrai désastre : « Le projet était mal bouclé, manquant d'ambition. Ses promoteurs sont apparus insouciantes et arrogants, dans le style "c'est à prendre ou à laisser" », soupire un assureur « plutôt favorable à la Générale ». Et quand, le 9 mars, la BNP annonce sa contre-offre – le mariage à trois Société générale-BNP-Paribas, dénommé SBP –, les premières appréciations sont tout aussi mitigées : « Informations sommaires sur la stratégie industrielle de la future SBP, refus d'envisager dans un premier temps une fusion pure et simple plus avancée en matière de réduction des coûts, arguments intellectuellement attrayants, mais dépourvus de données concrètes », raconte un analyste.

Par la suite, malgré la surenchère de SG-Paribas, la BNP a gardé jusqu'au bout la confiance d'Edimbourg-la-conservatrice. Les partisans de la fusion à trois ont su mettre en exergue le succès du regroupement de réseaux en citant

les cas de Lloyds-TSB en Grande-Bretagne et de Chemical-Chase aux Etats-Unis. « Ma boîte évite d'investir dans la banque d'investissement, qui ne crée guère de valeur. Paribas a souffert de l'échec des rapprochements banque de dépôts-banque d'investissement au Royaume-Uni », insiste-t-on pour justifier ce soutien au prêteur. Le panache de la publicité de la BNP sur le thème des Trois Mousquetaires passe mieux auprès des courtiers que l'approche plus rationnelle, sérieuse et informative de SG-Paribas. La décision de Goldman Sachs, la banque-conseil de la BNP, d'engager l'agence de relations publiques Brunswick, teigneux spécialiste reconnu de l'OPA hostile, enfin, a été, semble-t-il, payante.

**LA MALADRESSE DE CGU**  
SG-Paribas aurait souffert de l'intervention maladroite et tardive de l'assureur britannique Commercial General Union pour prêter main-forte à son alliée, la Société générale, en achetant 3,5 % du capital au mépris de la législation française. « Nous avons une relation commerciale avec SocGen, que nous aimons beaucoup. Mais à aucun moment il n'y a eu consultation avec Bouton. Si la BNP gagne, il faudra envisager un autre scénario » : cette confiance du directeur-général de CGU, Bob Scott, n'impressionne guère les professionnels édimbourgeois. « Je suis allé voir nos gars du département britannique, qui m'ont dit que CGU était tombé sur la tête. Visiblement ennuyé, Bouton nous a répliqué qu'il appréciait cette assistance non sollicitée, mais il s'est montré très critique face à la décision de CGU d'acheter sur le marché parallèle, une catastrophe en termes de relations publiques », annonce un financier favorable à la fusion à deux.

« Les personnalités des principaux acteurs sont un facteur critique. Dans une opération bancaire de ce type, nous investissons d'abord dans les gens, puis dans les actifs. La capacité à mener les hommes et à inspirer la loyauté à ses subordonnés est essentielle » : un fin connaisseur des coups de Bourse justifie ainsi sa préférence pour Michel Pébereau. « Certes, il n'était pas très à l'aise avec son anglais dans les tête-à-tête au cours desquels il avait tendance à parler trop vite. Il était meilleur en large comité avec un texte préparé, et vraiment excellent dans sa maîtrise du dossier dans les moindres détails. » Un coup de chapeau général aussi à Baudouin Prot, le chaleureux numéro deux à l'anglais parfait et au grand savoir-faire en matière de démarchage auprès des institutionnels anglo-saxons. « Quand on rencontrait Pébereau, même s'il voulait jouer fair-play et se montrer prudent, ce qui lui interdisait par exemple d'être trop agressif envers ses rivaux, on savait qu'il allait diriger la future banque, que ce serait lui et lui seul », assure un gérant de fonds qui, ne détenant aucun titre dans la banque française, se veut observateur impartial.

Dans l'autre camp, André Levy-Lang, l'élégance classique et l'aisance grand-bourgeoise, maîtrisant parfaitement la langue de

Shakespeare, présente bien. « Quand je l'ai rencontré, il avait un problème à l'œil qui montrait son grand état de fatigue, ce qui n'a guère impressionné les jeunes banquiers hyper-agressifs de la place », note un participant à un dîner de presse début juin à l'hôtel Savoy. Mais, dès le début de l'été, le sort de Paribas paraît scellé : « Plus personne ne s'intéressait vraiment à ce que Levy-Lang avait à dire. Il le savait, et manquait de conviction. Il était las », note le correspondant en Ecosse d'un grand journal anglais.

« Un homme plaisant », dit enfin un analyste, à propos du président de la Société générale, Daniel Bouton, dont le look passe-partout, la sûreté de soi et l'élégance particulière du régional de l'étape jouant pour la première fois dans la cour des grands ont été très appréciés dans une ville qui a toujours privilégié la couleur muraille. Même si les banquiers du cru n'ont pas apprécié ses réticences à dévoiler l'ampleur exacte des pertes de la SocGen lors de la crise asiatique, ou son refus de rechercher un compromis. Dans ces milieux où l'attachement à la France reste profond au nom de la Vieille Alliance ayant prévalu jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, l'enseigne Paribas est très respectée. Le chef de la SG a payé aussi les départs de nombreux cadres de Paribas-Londres, hostiles à un schéma qui a été ressenti comme une annexion pure et simple de la banque d'affaires par la banque commerciale buldozer.

L'avenir vu de New Town, le cœur de la cité financière ? Si le score a été plus serré que prévu en ce qui concerne la Société générale, les opérateurs édimbourgeois restent confiants : « Au bout du compte, il est clair que les marchés préfèrent l'option SBP. Espérons maintenant que les autorités françaises tiendront compte de cette volonté. »

Marc Roche

## Le Comité des établissements de crédit doit choisir entre mariage forcé ou divorce

STATUANT sur la base des résultats provisoires de l'offre publique d'échange (OPE) de la BNP sur la Société générale (36,8 % du capital et 31,5 % des droits de vote), le Cecei (Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) se réunira mardi 17 août, à partir de 17 h 30. Trois hypothèses sont alors à considérer.

### ● Le retrait total de la BNP

Le Cecei peut décider d'interdire à la BNP de lever les titres qui lui ont été apportés dans le cadre de son OPE sur la Société générale (SG). Dans ce cas, la BNP n'a d'autre choix que d'otempérer et de laisser filer sa proie. Concrètement, les titres apportés ne seront pas livrés à la BNP et reviendront à leurs anciens propriétaires, clairement identifiés par les bordereaux d'opération centralisés par le Conseil des marchés financiers (CMF).

Dans ce cas, les salariés de la Générale retrouveront leur rôle de premier actionnaire de la banque avec 9,4 % des titres et 12,4 % des droits de vote, suivis par les deux nouveaux alliés de SG : la banque espagnole BSCH (4,9 % du capital) et l'assureur britannique CGU (3,1 % du capital plus 3,5 % sous séquestre). La Société générale pourrait alors continuer à vivre en toute indépendance ou se trouverait contrainte de rechercher rapidement des appuis extérieurs.

### ● Le passage en force de la BNP

Le Cecei peut décider d'autoriser la BNP à conserver ses titres. La banque devient alors le premier actionnaire de la Société générale. Toutefois, réduite à une position d'actionnaire minoritaire, la BNP devra batailler ferme pour imposer ses vues. Plusieurs solutions s'offrent alors à elle.

– La BNP peut choisir de tenter de renverser le conseil d'administration et le président actuels de SG lors d'une assemblée générale des actionnaires. L'assemblée est le véritable forum de la « démocratie actionnariale » dont les décisions s'imposent, selon la loi sur les sociétés de 1966, au conseil d'administration et à son président.

L'assemblée générale des actionnaires se réunit une fois par an en juin. Pour ne pas attendre la pro-

chaine échéance, la BNP pourrait tenter de convoquer une assemblée générale ordinaire (AGO) se réunissant extraordinairement en utilisant l'article 158, alinéa 2, du code des sociétés. Cet article stipule que cette assemblée peut être convoquée par un mandataire, désigné en justice, à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social. Mais pour justifier cette convocation, la BNP devra démontrer qu'elle agit dans l'intérêt social de la Société générale et pas dans le sien. Lors de cette AGO, la BNP ne pourra obtenir la révocation du conseil d'administration que si elle réunit, sur son projet, 50 % des droits de votes présents ou représentés.

En cas de victoire à l'AGO, la BNP pourra nommer un nouveau conseil d'administration et un nouveau président du conseil d'administration (PDG), favorables à la fusion des deux banques. La BNP n'aura pas besoin d'augmenter sa participation dans le capital de la Générale qu'elle contrôlera alors complètement.

En cas de défaite à l'AGO, l'actuel conseil d'administration de la Société générale rejettera le projet de la BNP et cette dernière se retrouvera en position d'actionnaire minoritaire sans réels pouvoirs.

– La BNP peut décider de lancer une nouvelle bataille boursière. Pour cela, la banque doit attendre la fin officielle de la précédente, à savoir la publication des résultats définitifs par le CMF. Ce dernier a précisé que les résultats définitifs ne seront publiés qu'après la réunion du Cecei. Précision d'importance : tant que la précédente bataille ne sera officiellement pas terminée, la BNP ne pourra pas accroître ses positions en achetant des titres SG sur le marché. Pour lancer une nouvelle offre publique, la BNP doit seule, ou en agissant de concert avec un nouvel allié, franchir le seuil d'un tiers des droits de vote dans la Société générale ou bien ramasser encore 2 % du capital ou des droits de vote durant les douze prochains mois. Ces deux seuils, prévus par le titre V du règlement du Conseil des marchés financiers, déclencheront le lancement d'une offre publique obligatoire.

Le problème pour le CMF sera alors de considérer la recevabilité de cette offre au regard du prix propo-

sé. Si le nouveau prix est égal à l'ancien, les actionnaires qui n'ont pas apporté leurs titres une première fois, peuvent ne pas changer d'avis. Si le nouveau prix est supérieur à l'ancien, le CMF devra, alors, considérer la question du traitement des anciens actionnaires de la Société générale qui ont apporté leurs titres à la BNP à des conditions moins favorables. Un véritable casse-tête.

### ● Un nouveau schéma de négociation

Le Cecei peut essayer une nouvelle fois de convaincre Michel Pébereau et Daniel Bouton, respectivement président de la BNP et de la Société générale de s'entendre sur un nouveau schéma « qui ne serait ni le schéma SBP ni le schéma SG-Paribas », selon un proche du dossier. Lors de la précédente tentative de conciliation, imposée par la Banque de France entre le 23 et le 31 juin, Jean-Claude Trichet, gouverneur de cette institution, avait appelé à une solution consensuelle. Les discussions avaient porté sur trois grands pans d'activité : la banque d'investissement, les activités spécialisées (crédit à la consommation, crédit bail...) et la banque de détail. Le « schéma Trichet » envisageait de créer une holding détenue à parité par la Générale et la BNP dans laquelle seraient regroupés les différents pôles d'activité, sauf la banque de détail. En clair, SG et BNP se partageaient les dépouilles de Paribas.

Ce schéma ne semble plus possible à mettre en œuvre puisque, à l'issue de la bataille boursière sur Paribas, la BNP a obtenu 65 % du capital de Paribas et la Société générale seulement 26,3 %. Revenir au « schéma Trichet » reviendrait à nier l'expression de la volonté des actionnaires de Paribas.

Le Cecei, son président et le gouvernement devront donc revoir intégralement leur copie et proposer d'autres solutions. Des solutions « industrielles » comme les échanges de certaines activités, des partenariats sur un certain nombre de métiers sont envisageables. Une solution « capitalistique » comme l'instauration de participations croisées entre SG d'une part, et BNP-Paribas d'autre part, peut être également proposée.

Enguérand Renault

## Le rôle et la composition du Cecei

**LE CECEI** (Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) est un collège indépendant garant du bon fonctionnement du système bancaire français, dont les missions ont été définies par la loi bancaire de janvier 1984 et celle sur la modernisation des activités financières de 1996. Sa première mission est de délivrer les agréments que doivent obtenir les établissements de crédit avant d'exercer leur activité, ou d'autoriser certaines modifications importantes de leur situation. Il peut également retirer cet agrément, en cas de fusion ou de cessation d'activité. Toutefois, il n'a pas compétence pour retirer l'agrément en cas de manquement à la réglementation bancaire, ce rôle revenant à la Commission bancaire.

Par ailleurs, le législateur a soumis au contrôle du Cecei les changements significatifs affectant la répartition du capital des établissements de crédit français. Le Cecei peut demander à connaître l'identité des actionnaires détenant entre 5 % et 0,5 % des droits de

vote. Enfin, les franchissements des seuils de 10, 20 et 33,3 % des droits de vote sont soumis à autorisation préalable du Cecei.

Le Comité prend ses décisions à la majorité et non à l'unanimité de ses membres. Sa présidence est assurée par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Le directeur du Trésor (Jean Lemierre), le président du Conseil des marchés financiers (Jean-François Lepetit) et le président de la Commission des opérations de Bourse (Michel Prada) sont membres de droit. Les membres titulaires sont le conseiller d'Etat Henri Toutée, deux représentants de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, Jacques Delmas-Marsallet et François Bacot, un représentant des organisations syndicales, Alain Bonnet, le professeur d'économie Christian de Boissieu et Pierre Esteve, ancien président de l'UAP. Pierre-Henri Cassou assure le secrétariat général du Cecei, mais ne participe pas aux votes.

## La Société générale mise sur la fidélité de ses actionnaires

**DANIEL BOUTON** semble à présent isolé. La prise de contrôle de Paribas par la BNP s'apparente pour le président de la Société générale à un échec personnel. Non seulement le projet SG-Paribas est tombé à l'eau, mais il a perdu ainsi son principal partenaire. Toutefois, vu la répartition du capital de l'établissement, mieux verrouillé que celui de Paribas, Daniel Bouton compte des alliés de poids sur lesquels il pourrait s'appuyer pour résister à toute tentative de prise de contrôle de la BNP. Mais cette dernière va mettre tout en œuvre pour les faire changer d'avis.

Le premier appui de la Société générale est sans conteste son personnel, qui était majoritairement acquis au projet SG-Paribas. Des cadres de la Générale ont même créé une association intitulée « action contre le raid de la BNP » qui revendiquait plus de 5 000 adhérents sur les 35 000 cadres que compte le réseau. Or les salariés détiennent 9,4 % du capital et représentent 12,4 % des droits de vote de la banque.

La Société générale peut aussi compter sur le soutien de ses actionnaires étrangers. Ses quatre premiers actionnaires sont, en effet, la banque espagnole BSCH (Banco Santander Central Hispano), ainsi que les assureurs britanniques CGU (Commercial General Union), allemand AGF-Allianz et japonais Meiji Life, qui détiennent à eux quatre au moins 13,9 % du capital.

### CHEVALIER BLANC

BSCH et CGU apparaissent comme des alliés indéfectibles. Ils se sont d'ailleurs renforcés dans le capital de la Générale afin de la soutenir face à la BNP. Ainsi, la BSCH a porté sa participation à 4,9 % du capital – au point qu'elle a pu passer pour un chevalier blanc qui pourrait venir contrecarrer l'offensive de la BNP. Quant à CGU, qui est allié sur le plan commercial avec la Générale, il a été sanctionné par la Commission des opérations de Bourse (COB) le 29 juillet pour avoir acheté en de-

hors des marchés réglementés des blocs représentant 3,5 % du capital de SG afin de « bloquer l'OPE de la BNP » – actions pour l'heure placées sous séquestre. Meiji Life ne s'est pas prononcé officiellement mais les offres hostiles ne sont pas dans la culture japonaise. Enfin, le groupe franco-allemand AGF-Allianz est lui aussi acquis à la cause de Daniel Bouton. Il pouvait difficilement faire cause commune avec la BNP car cela serait revenu à se ranger aux côtés de son grand rival, l'assureur français Axa, lui aussi actionnaire de la Générale et qui soutient le projet SBP.

Du côté des actionnaires français de la Générale, on compte Pernod Ricard, Alcatel, et Peugeot. Si le constructeur automobile a affirmé sa neutralité, Pernod Ricard et Alcatel avaient annoncé qu'ils n'apporteraient pas leurs titres à la BNP. La Société générale détient d'ailleurs 2,68 % du capital d'Alcatel et 3,85 % de celui de Peugeot.

Mais ces groupes ne risquent-ils pas de changer d'avis ? Plusieurs

Sophie Sanchez

ONDES COMMUNAUTAIRES

# Radio Pays, sept langues régionales sur une même fréquence

93,1. Depuis 1981, cette pionnière des radios libres est l'antenne, à Paris, des langues et cultures régionales. Occitans, Basques, Corses, Catalans, Bretons, Alsaciens et Flamands se partagent les ondes

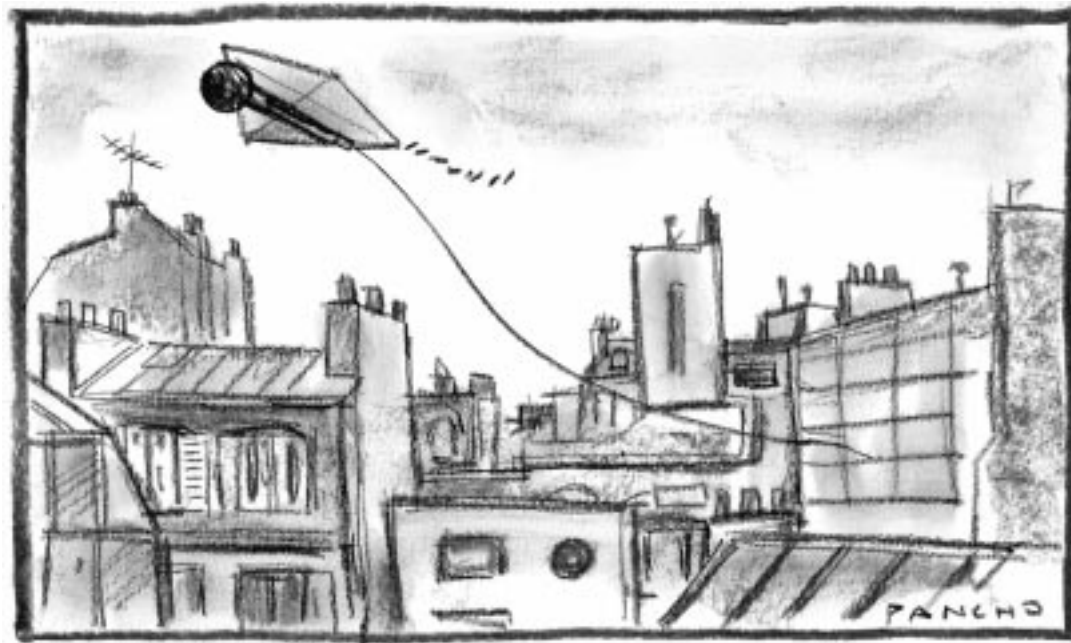
Nous commençons la publication d'une série d'articles sur des radios locales dont l'un des objectifs est de maintenir et de renforcer le lien communautaire.

ELLE est parmi les plus anciennes et l'une des plus fidèles aux grands principes des radios libres, qui émettent sur la modulation de fréquence à Paris. Depuis sa création, en 1981, Radio Pays n'a pas varié : elle est l'antenne des langues régionales dans la capitale et n'a pas cédé à la tentation de la manne publicitaire.

« Ce sont les Occitans qui ont eu l'idée de lancer cette radio, puis ils l'ont testée auprès des autres communautés régionales », rappelle Ronald Gazzola, l'un des anciens présidents, que sa passion de la radio a mené au régionalisme. Ses émissions sont destinées aux Occitans, Basques, Corses, Catalans, Bretons, Alsaciens et Flamands qui résident dans une zone d'une trentaine de kilomètres autour de l'émetteur. Elle se veut leur « lien radiophonique » et leur offre des informations sur les manifestations qui ont lieu dans la région parisienne, mais aussi des nouvelles de leurs pays.

Au cinquième étage d'un immeuble de Montreuil, dans l'Est parisien, les locaux sont clairs et spacieux : 135 m<sup>2</sup>, deux studios d'enregistrement, une grande salle de réunion pour le travail et un bar-cuisine pour la convivialité. Pour capter cette radio, il faut placer le curseur de son transistor sur 93,1. Mais, à certaines heures seulement : entre 12 heures et 17 heures ou entre 21 heures et 4 heures, les jours de semaine, et de 14 heures à 22 heures, le dimanche.

Car Radio Pays partage sa fré-



quence avec Radio Aligre, une autre station associative. Jamais elle n'a disposé d'une fréquence pour elle seule. Dès sa création, les autorités l'ont obligée à cohabiter sur les ondes. Ses partenaires ont changé à plusieurs reprises. Ce fut d'abord Solidarnosc et Tomate. Puis la Haute Autorité marie Radio Pays avec Fréquence libre, ensuite avec Radio Libertaire, puis Ado FM. « Depuis 1992, nous partageons la fréquence avec Radio Aligre et les choses se passent bien », reconnaissent les responsables de la station.

A l'antenne, chaque communauté dispose de son créneau horaire et organise ses programmes. La plupart sont bilingues et associent informations, magazines culturels et diffusion des musiques « de la-

bas ». « Dans toutes les régions, les variétés contemporaines sont très riches et représentent 80 % des programmes musicaux », précise Bernadette Quemener, actuelle et septième présidente de l'association. Une grande partie des émissions est consacrée aux annonces et aux comptes rendus des Salons, expositions, concerts, débats organisés en Ile-de-France.

Essentiellement composée de bénévoles, l'équipe de Radio Pays compte deux contrats emploi-solidarité aux postes de technicien et de secrétaire. Les émissions sont réalisées par une soixantaine d'adhérents (l'association en revendique 350). Le fonctionnement de cette station souffre du phénomène de « retour au pays ». Dès que l'un de ses membres obtient un travail

responsables de la radio se sont ainsi retrouvés en garde à vue. Quant aux mouvements nationalistes, la tentation est grande pour certains d'entre eux d'utiliser cette antenne à des fins politiques.

« Les statuts prévoient que la radio ne doit être inféodée à aucun parti ou mouvement politique », précisent les responsables. Il n'empêche : pour peu que l'actualité soit un peu agitée en Corse, en Bretagne ou au Pays basque, Radio Pays en perçoit les remous. En période de tensions, elle se retrouve au confluent des forces en présence. Parfois, les pouvoirs publics tentent des manœuvres d'intimidation et quelques

responsables de la radio se sont ainsi retrouvés en garde à vue. Quant aux mouvements nationalistes, la tentation est grande pour certains d'entre eux d'utiliser cette antenne à des fins politiques.

## La tentation est grande, pour les mouvements nationalistes, d'utiliser cette antenne

Les animateurs de Radio Pays gardent un mauvais souvenir des batailles fratricides qui ont traversé les responsables de la radio se sont ainsi retrouvés en garde à vue. Quant aux mouvements nationalistes, la tentation est grande pour certains d'entre eux d'utiliser cette antenne à des fins politiques.

« Les statuts prévoient que la radio ne doit être inféodée à aucun parti ou mouvement politique », précisent les responsables. Il n'empêche : pour peu que l'actualité soit un peu agitée en Corse, en Bretagne ou au Pays basque, Radio Pays en perçoit les remous. En période de tensions, elle se retrouve au confluent des forces en présence. Parfois, les pouvoirs publics tentent des manœuvres d'intimidation et quelques

Françoise Chirot

PROCHAIN ARTICLE : Radio Gazelle à Marseille

## DÉPÊCHES

■ **PREPESSE** : Disney va vendre des magazines de Fairchild Publications, selon le *New York Times* du 13 août. Fairchild (*Women's Wear, Jane*) avait été acquis par Disney lorsqu'il a pris le contrôle de la chaîne de télévision ABC, en 1995. Condé Nast et Hearst auraient déjà fait des offres, selon le quotidien américain. - (AFP.)

■ **Le Wall Street Journal Europe affiche une diffusion en hausse de 15 %**, au premier semestre, à 78 695 exemplaires, selon l'organisme de contrôle de la diffusion ABC. Le quotidien américain veut doubler la diffusion de son édition européenne en cinq ans.

■ **Le magazine Tribeca 75 va passer à un rythme mensuel d'ici à la fin de 1999**. Les responsables du groupe Hi-Média Presse espèrent ainsi passer d'une diffusion bimestrielle de 12 000 exemplaires à une diffusion mensuelle de 20 000 exemplaires.

■ **Média Sud Communication, qui édite notamment Pays cathare Magazine, sera repris par le groupe Midi libre**, dit le plan a été accepté, mercredi 11 août, par le tribunal de commerce de Toulouse. Ce plan prévoit le transfert du fonds de commerce à Montpellier, au profit de la SARL Editions Périodique du Midi, filiale de Midi libre, ainsi que le maintien des neuf emplois.

■ **AUDIOVISUEL** : La Cinquième, Arte et RFO sont entrés dans le capital de la chaîne francophone TV5, à hauteur, respectivement de 12,5 %, 12,5 % et 4 % du capital. Elles reprennent les parts de la Sofirad et de l'Institut national de l'audiovisuel, a annoncé TV5, mardi 10 août.

■ **PUBLICITÉ** : le Conseil supérieur de l'audiovisuel a demandé à l'ensemble des télévisions d'interrompre la diffusion sur leurs antennes d'une campagne publicitaire en faveur de la voiture Audi A4 V6 TDI. Le message utilisé met en scène « une conductrice roulant à très grande vitesse et commettant une infraction caractérisée au code de la route ».

## TABLEAU DE BORD

### ÉCONOMIE

■ **CORÉE DU SUD** : le président sud-coréen Kim Dae-Jung a accentué, dimanche 15 août, sa guerre contre les chaebols, qu'il souhaite voir démanteler à l'instar de Daewoo. Il entend que ces conglomérats criblés de dettes ne puissent plus monopoliser les capitaux disponibles.

■ **PÉTROLE** : le Brent, le pétrole de référence, a franchi, vendredi 13 août, 21 dollars le baril, soit son plus haut niveau depuis 22 mois. Les analystes prévoient une poursuite de la hausse du pétrole, alors que les mesures de restrictions adoptées - retrait de 1,7 million de barils par jour - par les membres de l'OPEP sont toujours respectées.

■ **ESPAGNE** : les prix de détail ont progressé de 0,4 % en juillet. Au total, l'inflation atteint 2,2 % sur un an. Cette hausse est l'une des plus fortes de la zone euro.

■ **JAPON** : la hausse de la production industrielle en juin a atteint 3,2 % par rapport à mai, au lieu des 3 % estimés initialement fin juillet, a annoncé lundi 16 août le ministère japonais du Commerce international. Cette hausse s'expliquerait notamment par le rebond des exportations vers le reste de l'Asie.

■ **CHINE** : la dette extérieure devrait à nouveau progresser d'au moins 10 % cette année, a rapporté dimanche la presse officielle chinoise. La dette de la Chine avait déjà augmenté de 11,6 % en 1998, pour atteindre 146 milliards de dollars. (138 milliards d'euros).

### AFFAIRES

■ **TRANSPORT AÉRIEN** : Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France, s'inquiète des dysfonctionnements du contrôle aérien à l'origine de la plupart des retards des vols. « En Europe, le retard moyen par passager a augmenté de 66,7 % entre 1998 et 1999 », déclare-t-il dans *Le Parisien* du 16 août. L'accroissement des

délais, liés à la réorganisation des autoroutes du ciel et à la guerre de Kosovo, coûte, selon lui, « deux millions de francs de plus par jour ».

● **REYNOLDS** : le deuxième producteur américain d'aluminium a rejeté, dimanche, « inadaptée ». Alcoa, selon l'agence Bloomberg, a l'intention de poursuivre son projet, alors qu'un autre candidat, le fonds d'investissement Michigan Avenue Partners, a déposé vendredi une offre d'achat sur Reynolds. Le montant n'a pas été précisé.

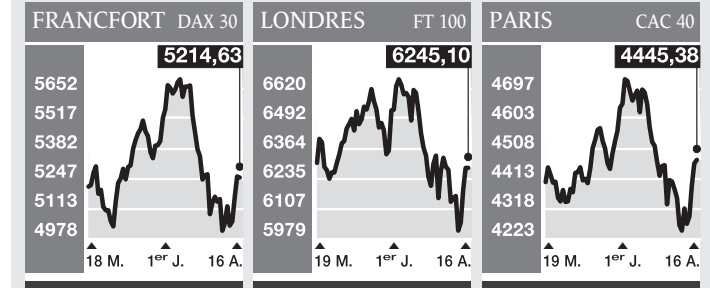
● **LINDE** : le groupe de construction mécanique allemand a lancé, lundi 16 août, une offre de 30,9 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros) du numéro un Alcoa, l'estimant « inadaptée ». Alcoa, selon l'agence Bloomberg, a l'intention de poursuivre son projet, alors qu'un autre candidat, le fonds d'investissement Michigan Avenue Partners, a déposé vendredi une offre d'achat sur Reynolds. Le montant n'a pas été précisé.

● **VNU** : le groupe néerlandais d'édition spécialisée a lancé, lundi, une offre publique d'achat sur l'institut américain d'audience Nielsen media research pour 2,5 milliards de dollars (2,35 milliards d'euros).

● **STATOIL** : le groupe pétrolier norvégien, contrôlé par l'Etat, a proposé, vendredi, une privatisation partielle de son capital. Il souhaiterait au préalable absorber les actifs pétroliers détenus directement par le gouvernement norvégien, qui représentent 40 % des réserves d'hydrocarbures du pays.

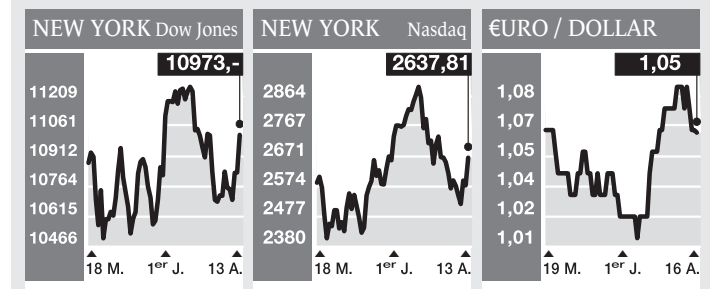
● **KELLOGG** : le fabricant de céréales a annoncé, samedi 14 août, la fermeture partielle d'une de ses usines dans le Michigan, entraînant la suppression de 550 emplois. Kellogg a évoqué aussi une possible restructuration de ses filiales européennes.

## EUROPE



Europe 10h15	Indices sélection	cours 16/08	Var. % 13/08	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3709,83	-0,02	11
EUROPE	STOXX 50	0	....	....
EUROPE	EURO STOXX 324	317,72	-0,01	6,49
EUROPE	STOXX 653	304,63	0,01	9,11
PARIS	CAC 40	4445,38	0,25	12,75
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	3038,61	0,26	14,39
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	566,75	0,41	5,27
BRUXELLES	BEL 20	3028,18	-0,04	-13,84
FRANCFORT	DAX 30	5214,63	-0,09	4,16
LONDRES	FTSE 100	6245,10	1,49	6,16
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	0,47	....
MILAN	MITEL 30	33030,00	-0,15	-6,04
ZURICH	SPI	6933,90	-0,01	-3,17

## AMÉRIQUES

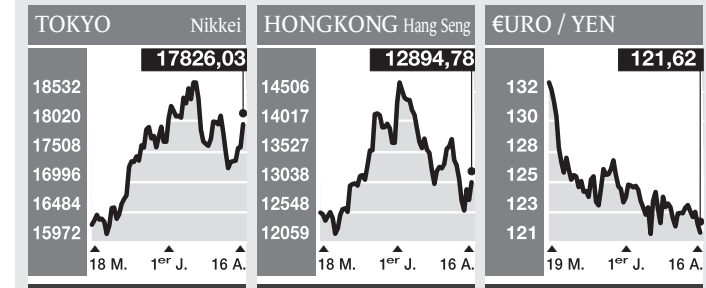


Amérique 10h15	Indices sélection	cours 16/08	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10973,65	1,71	19,52
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1327,68	2,27	8,01
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2637,81	3,46	20,30
TORONTO	TSE INDEX	7006,16	1,32	8,02
SAO PAULO	BOVESPA	10181,00	1,34	50,07
MEXICO	BOLSA	302,96	2,83	30,32
BUENOS AIRES	MERVAL	478,82	1,32	11,34
SANTIAGO	IPSA GENERAL	127,40	0,23	65,45
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4549,12	0,27	-5

## Cours de change croisés

16/08 10h15	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	.....	0,87074	1,05875	0,16140	1,60765	0,66105
YEN	114,84500	.....	121,62000	18,56000	184,68000	75,93500
EURO	0,94451	0,82223	.....	0,15245	1,51865	0,62450
FRANC	6,19590	5,39500	.....	6,59557	9,96170	4,09670
LIVRE	0,62203	0,54160	0,65850	0,10035	.....	0,41125
FRANC SUISSE	1,51275	1,31720	1,60140	0,24415	2,43165	.....

## ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 16/08	Var. % 13/08	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	17826,03	2,24	28,78
HONGKONG	HANG SENG	12894,78	2,27	28,32
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	43,89
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	107,99	-1,10	66,29
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3017,90	2	7,27
BANGKOK	SET	29,44	-0,34	14,64
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4554,87	1,49	49,08
WELLINGTON	NZSE-40	2186,55	0,95	5,87

## Taux de change fixe zone euro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux	€uro contre	13/08
FRANC	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4361
DEUTSCHEMARC	1,95883	DEUTSCHEMARC	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,2595
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	8,7925
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	36,345
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6383
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,5826
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0120
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	DRACHME GRECQUE	326,60
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FLORINT HONGROIS	253,99
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324	ZLOTY POLONAIS	4,1931

## Taux d'intérêt (%)

Taux 13/08	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,54	2,42	5,01	5,70
ALLEMAGNE	2,54	2,62	4,88	5,63
GDE-BRETAG.	4,62	4,98	5,29	4,71
ITALIE	2,54	2,56	5,13	5,94
JAPON	0,05	0,04	1,85	....
ÉTATS-UNIS	5,03	4,69	5,98	6,12
SUISSE	0,43	1,03	3,05	4,18
PAYS-BAS	2,51	2,56	5,05	5,73

## Matif

Cours 10h15	Volume	16/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	2901	88	88,35	88,35
Euribor 3 mois	1	97,22	97,22	97,22
SEPTEMBRE 99	1	97,22	97,22	97,22

## BOURSES

LA BOURSE de New York a clôturé en hausse de 1,71 % à 10 973,65 points vendredi 13 août, tandis que le Nasdaq, le marché américain des valeurs de croissance, s'est apprécié de 3,46 % à 2 637,81 points. La publication de l'indice des prix à la production américain en juillet, resté très modéré, a rassuré les marchés. Les autres places ont été encouragées par cette bonne tenue de Wall Street. A Tokyo, le Nikkei a progressé de 2,2 % lundi à 17 826,03 points, et enregistré ainsi sa sixième séance consécutive de hausse. A Paris, l'indice CAC 40 a ouvert en hausse de 0,50 % à 4 457,79 points. A Francfort, l'indice Dax gagnait 0,42 % à 5 241,57 points à l'ouverture.

## CHANGES-TAUX

LE DOLLAR perdait du terrain dans la matinée du lundi 16 août sur le marché des changes. Le billet vert qui avait atteint les 116,20 yens vendredi 13 août était repassé au-dessous des 115 yens pour coter 114,86 yens. Pour sa part, l'euro était stable face à la devise américaine. La devise européenne cotait 1,058 dollar, alors qu'elle valait plus de 1,068 dollar vendredi. Sur les marchés obligataires, les taux continuaient à se détendre. Le rendement des obligations d'Etat français à dix ans s'inscrivait à 5,02 % contre 5,06 % vendredi. Celui des emprunts d'Etat allemands, les « bunds », à échéance 10 ans, s'établissait à 4,88 % contre 4,93 % vendredi.

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action Highland Distillers a bondi vendredi 13 août de 26,02 % à 370,5 pence. Le fabricant du whisky The Famous Grouse a annoncé avoir été approché par un autre groupe, ce qui pourrait mener à une offre.

● La valeur Siemens s'est appréciée vendredi de 1,18 % à 78,11 euros. Le géant allemand a remporté une commande de 100 millions de deutsche marks pour l'équipement électrique d'une nouvelle ligne de métro à Lisbonne.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for 16/08 10h25 and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for BANQUES.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for PRODUITS DE BASE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CHIMIE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CLARIANT N.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONGLOMÉRATS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for PRODUITS DE BASE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CHIMIE.

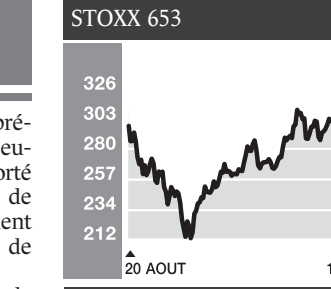


Table listing various companies and their stock prices, including Finnair, G Wimper PLC, Granada Group, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Astra, Astra-B, Astra-C, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Akker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including British Telecom, Cable & Wireless, Deutsche Telekom, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Acciona, Accesa Reg, Aktor SA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Aluminium Grec, Arjo Wiggins AP, Assidomaen AB, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Almani, Alpha Finance, Amvescap, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Accor/RM, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

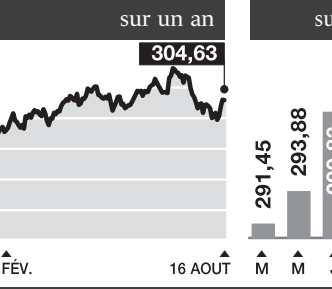


Table listing various companies and their stock prices, including Agf/RM, Allianza Ass, Allianz AG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Astra, Astra-B, Astra-C, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Akker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including British Telecom, Cable & Wireless, Deutsche Telekom, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Acciona, Accesa Reg, Aktor SA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Aluminium Grec, Arjo Wiggins AP, Assidomaen AB, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Almani, Alpha Finance, Amvescap, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Accor/RM, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

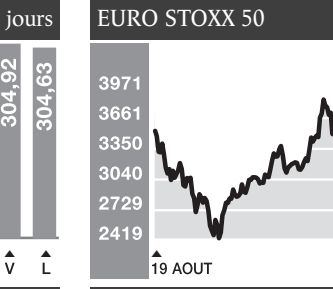


Table listing various companies and their stock prices, including Agf/RM, Allianza Ass, Allianz AG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Astra, Astra-B, Astra-C, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Akker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including British Telecom, Cable & Wireless, Deutsche Telekom, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Acciona, Accesa Reg, Aktor SA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Aluminium Grec, Arjo Wiggins AP, Assidomaen AB, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Almani, Alpha Finance, Amvescap, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Accor/RM, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

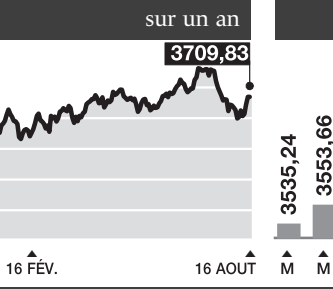


Table listing various companies and their stock prices, including Agf/RM, Allianza Ass, Allianz AG, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Astra, Astra-B, Astra-C, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Akker Maritime, BG, BP Amoco, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including British Telecom, Cable & Wireless, Deutsche Telekom, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Acciona, Accesa Reg, Aktor SA, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Aluminium Grec, Arjo Wiggins AP, Assidomaen AB, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Almani, Alpha Finance, Amvescap, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Accor/RM, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
OC : Océanie - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

www.lemonde.fr
FOOT EN DIRECT
Le championnat de France

Table listing various companies and their stock prices, including Elf Aquitaine, Elf Aquitaine B, Elf Aquitaine C, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Fki, Fls Ind.B, Flughafen Wien, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Arcadia Grp, Boots Co Plc, Carrefour, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Alcatel/RM, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Alcatel/RM, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various companies and their stock prices, including Alcatel/RM, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP a débuté la séance du lundi 16 août sur une baisse de 1,86 %, à 74 euros. Selon les résultats provisoires de la bataille boursière, publiés samedi par le CMF, la BNP a acquis 65 % du capital de Paribas mais seulement 36,8 % du capital de la Société générale (et 31,5 % des droits de vote). La BNP doit attendre la décision du CECEI, mardi 17 août, pour conserver ou non ses titres Société générale.

Le titre Société générale a progressé de 0,53 %, à 190 euros durant les premières transactions du lundi 16 août. Le marché s'interroge sur l'avenir de la banque dirigée par Daniel Bouton.

L'action CCF a gagné 0,99 %, à 145,1 euros, à l'ouverture des transactions lundi 16 août. La bataille pour le contrôle du CCF entre la banque néerlandaise ING (16,6 % du capital), la belge KBC (14,7 %) et l'assureur suisse Swiss Life (14,6 %) pourrait connaître un rebondissement. En effet, l'un des protagonistes, ING, a annoncé le lancement d'une OPA sur la banque allemande BHF-Bank. Il pourrait donc céder sa participation dans le CCF.

L'action Technip a progressé de 0,10 %, à 104 euros. La société parapétrolière bénéficie du passage du baril de pétrole au-dessus de la barre des 21 dollars. Par ailleurs, Technip a publié un chiffre d'affaires semestriel en hausse de 42 %, à 1,2 milliard d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 16 AOÛT
Liquidation : 24 août

Table of stock market movements for France on August 16th, showing various indices and individual stock prices with percentage changes.

Main table of stock market movements for France, listing numerous companies and their stock prices and percentage changes.

Table of international stock market movements, listing various international indices and their values.

Table of international stock market movements, listing various international indices and their values.

Table of international stock market movements, listing various international indices and their values.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 13 AOÛT
Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of new market movements, listing various companies and their stock prices and percentage changes.

SECOND MARCHÉ

LUNDI 16 AOÛT
Une sélection. Cours relevés à 10h15

Table of second market movements, listing various companies and their stock prices and percentage changes.

SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; ◊ contrat d'animation ; \* ou offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ◆ cours précédents.

DERNIÈRE COLONNE RM (1)

Lundi date mardi : % variation 31/12 ; Mardi date mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi date vendredi : compensation ; Vendredi date samedi : nominal.

SICAV

FCP
Une sélection. Cours de clôture le 13 août

Table of SICAV and FCP movements, listing various funds and their values.

CAISSE D'ÉPARGNE

Émission de titres. Cours de clôture le 13 août

Table of Caisse d'Épargne movements, listing various bonds and their values.

Fonds communs de placements

Émission de titres. Cours de clôture le 13 août

Table of common funds movements, listing various funds and their values.

CDI Asset Management

Émission de titres. Cours de clôture le 13 août

Table of CDI Asset Management movements, listing various funds and their values.

Crédit Agricole

Émission de titres. Cours de clôture le 13 août

Table of Crédit Agricole movements, listing various funds and their values.

LA POSTE

Émission de titres. Cours de clôture le 13 août

Table of La Poste movements, listing various funds and their values.



## A 23 ans, le golfeur Tiger Woods met son nom au palmarès de l'USPGA

**TIGER WOODS A REMPORTÉ, DIMANCHE 15 AOÛT**, la 81<sup>e</sup> édition de l'USPGA (tournoi de l'Association des golfeurs professionnels), quatrième et dernier tournoi du Grand Chelem de l'année, disputé sur le parcours du Medinah country club, près de Chicago (Illinois). Avec un total de 277, soit 11 sous le par, l'Américain de vingt-trois ans a devancé d'un coup le nouveau phénomène espagnol Sergio Garcia, âgé de dix-neuf ans et surnommé « *El Nino* ». Il s'agit du deuxième succès dans un tournoi majeur pour Tiger Woods qui, en 1997, s'était imposé dans le Masters. Cette victoire lui permet de redevenir numéro un au classement mondial. Le Français Jean Van de Velde a terminé à la 25<sup>e</sup> place, avec une carte de 289.

### DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : la Lituanienne **Diana Ziliute** a gagné dimanche 15 août la 8<sup>e</sup> étape de la Grande Boucle féminine, un contre-la-montre de 34,5 km entre les villes ardéchoises du Teil et d'Aubenas. La championne du monde 1998 de la spécialité a ainsi conservé sa première place au classement général.

■ **L'Américain Tyler Hamilton (US Postal)** a remporté le Tour du Danemark, dont la 5<sup>e</sup> et dernière étape, disputée samedi 14 août entre Frederikssund et Frederiksberg (152,3 km), a été enlevée par le Danois Michael Steen Nielsen (Jack and Jones).

■ **FOOTBALL** : **Manchester United, tenant du titre, a pris**, samedi 14 août lors de la 3<sup>e</sup> journée, le commandement du championnat d'Angleterre, grâce à sa victoire (2-0) face à Leeds alors que Arsenal, désormais devancé à la différence de buts, a été tenu en échec (0-0) sur le terrain de Sunderland. Les deux formations devancées d'un point un trio composé d'Aston Villa, qui devait jouer lundi 16 août contre West Ham, Middlesbrough, vainqueur à Derby (1-3), et Tottenham, qui a difficilement dominé Everton (3-2).

■ **Le Bayern Munich a été tenu en échec** sur sa pelouse par Hambourg (2-2), samedi 14 août lors de la première journée du championnat d'Allemagne. Les Bavarois n'ont dû leur salut qu'à un but du Brésilien Elber à la dernière minute. Le FC Kaiserslautern, le club dans lequel évolue désormais Youri Djorkaëff, a battu (1-0) le Borussia Dortmund.

■ **Valence s'est adjugé**, pour la première fois de son histoire, la super Coupe d'Espagne en faisant match nul (3-3) avec le FC Barcelone, dimanche 15 août au stade du Camp Nou, après avoir gagné le match aller (1-0) à domicile.

■ **RUGBY** : le **Stade Français (Poule 1)** s'est imposé (24-30) à Bourgoin, samedi 14 août, lors de la première journée de la Coupe de France, pendant que Toulouse (Poule 3), autre prétendant au titre mais affaibli par l'absence d'une demi douzaine de titulaires, s'inclinait à Agen (12-30). Narbonne (poule 2) a souffert pour dominer Toulon (38-32), Mont-de-Marsan (Poule 4) a retrouvé l'élite en signant une victoire face à Dax (21-15) et La Rochelle (Poule 5) s'est logiquement imposé (18-16) face à Bègles-Bordeaux, pourtant largement favori au coup d'envoi.

■ **TENNIS** : **L'Américain Pete Sampras**, numéro un mondial, a gagné dimanche 15 août le tournoi de Cincinnati, en dominant en finale l'Australien Patrick Rafter en deux manches 7-6 (9-7), 6-3.

■ **Julie Halard-Decugis a été battue**, samedi 14 août, en finale du tournoi de Los Angeles en deux sets par l'Américaine Serena Williams (6-1, 6-4). La Française, qui avait battue Lindsay Davenport au tour précédent, remonte ainsi de la seizième à la onzième place mondiale.

■ **VTT** : **les Français Anne-Caroline Chausson et Nicolas Vouilloz** ont enlevé la Coupe du monde de descente, à l'issue de la finale disputée dimanche 15 août à Kaprun (Autriche). Il s'agit du quatrième titre mondial pour Nicolas Vouilloz.

# Le mauvais sort s'acharne sur le XV de France en stage à Val-d'Isère

Philippe Carbonneau forfait pour la Coupe du monde

Afin de se préparer à la Coupe du monde de rugby qui commence le 1<sup>er</sup> octobre, l'équipe de France enchaîne les stages. A Val-d'Isère,

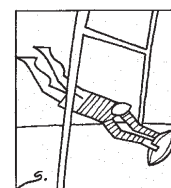
deux joueurs se sont blessés : le Béglaï Olivier Brouzet (au dos) et le Briviste Philippe Carbonneau (au genou). Si le premier va

mieux, le second a dû céder sa place au Mont-de-Marsan Stéphane Castaignède.

### VAL-D'ISÈRE

de notre envoyé spécial

À 18 heures, tout allait bien. Le deuxième stage de préparation de l'équipe de France en vue de la



### RUGBY

les hauteurs de Val-d'Isère (Savoie) et Jean-Claude Skrela avait retrouvé le sourire. La semaine précédente, à Millau (Aveyron), l'entraîneur des Bleus avait découvert avec inquiétude que tous ses joueurs n'étaient pas aussi affûtés qu'il le souhaitait, un mois après leur retour d'une tournée désastreuse dans l'hémisphère Sud.

A Millau, les tests d'efforts réalisés par les trente sélectionnés du groupe France étaient pour le moins disparates. Jean-Claude Skrela déplorait « *quelques retards dans les préparations individuelles* », mais il refusait de s'alarmer. Il préférerait entendre les propos rassurants tenus par Thierry Hermerel, le médecin du XV de France, qui vantait les bienfaits du travail en altitude pour « *ses effets secondaires au niveau de la masse sanguine* », ainsi que « *l'état tout à fait satisfaisant* » de ses « *patients* ».

« *Je suis content de retrouver des gens qui ne sont plus convalescents mais enfin guéris*, expliquait le médecin des Bleus. *Pendant ces deux mois de préparation, ils peuvent se concentrer sur un objectif unique, la Coupe du monde, plutôt que de courir derrière plusieurs lièvres à la fois.*

*Cela change la face des choses. Les joueurs sont frais, disponibles, prêts à travailler et même contents de le faire. Ils ont une excellente fraîcheur mentale, ils sont tournés vers l'avenir.* » « *Vers la mi-octobre, le moment où ils devraient atteindre leur pic de forme* », précisait Max Godemet, le préparateur physique.

### UN « ÉNORME TRAVAIL »

Depuis leur arrivée en Savoie, lundi 9 août, les rugbymen français avaient encaissé sans broncher – « *et sans connaître de déconvenues* », selon Thierry Hermerel – les lourdes séances de travail concoctées par le staff tricolore, afin de combler une partie de l'inquiétant déficit de condition physique apparu face aux All Blacks, le 26 juin, lors de la débâcle de Wellington (54-7). A raison de trois séances hebdomadaires de musculation « *lourde* » et d'entraînements exclusivement portés sur le physique, les joueurs de Jean-Claude Skrela se sont livrés à « *un*

*énorme travail* ». Jeudi, les intempéries avaient contraint l'encadrement français d'annuler un rare moment de détente, la descente en VTT de la face olympique de Bellevue, mais les séances physiques n'ont, elles, jamais été déprogrammées.

Vendredi 13, les stagiaires effectuaient sous le soleil leurs dernières séries de sprints courts sur le terrain détrempe de l'espace sports et loisirs du Manchet. Sous les regards attentifs d'une centaine de curieux et d'un couple de parapentistes enthousiastes, les Tricolores prenaient le temps d'échanger quelques vannes. Le week-end à venir, un seul jour de repos en vérité, valait bien cette bonne humeur.

Tout allait bien à Val-d'Isère, jusqu'à ce que le genou gauche de Philippe Carbonneau se bloque sur une accélération. Le demi de mêlée de Brive, touché au même genou contre l'Ecosse en avril, n'avait pas rejoué depuis. Il a quitté le terrain juché sur les épaules d'Emile Nta-

mack et de Xavier Garbajosa. Son visage disait sa douleur : « *Sévère entorse du genou déjà traumatisé contre l'Ecosse* », a diagnostiqué Thierry Hermerel.

Jean-Claude Skrela a accusé le coup, il s'est renfrogné. La veille, il avait vu Olivier Brouzet, lui aussi de retour de blessure, quitter la troupe. Son mal de dos chronique avait été réveillé par un plaquage et il était parti consulter son chirurgien à Bordeaux. Le deuxième-ligne de Bègles a retrouvé ses partenaires dimanche 15 août à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales), lieu du troisième stage du XV de France. Il saura dans quelques jours s'il est bon pour le service.

Philippe Carbonneau, lui, a pris connaissance du verdict dès dimanche. Les examens conduits à la clinique des Cèdres, à Toulouse, ont conclu que le joueur souffrait d'une rupture des ligaments croisés du genou gauche. Il manquera donc la Coupe du monde dont le coup d'envoi sera donné le 1<sup>er</sup> octobre. En conséquence, les sélectionneurs ont décidé de rappeler le demi de mêlée de Mont-de-Marsan Stéphane Castaignède, vingt-neuf ans, auteur de superbes phases finales avec Montferrand lors du dernier championnat de France. Il a rejoint dimanche Font-Romeu, où l'équipe nationale doit poursuivre toute la semaine son stage de préparation. « *Je suis heureux, c'est une belle surprise* », a commenté le rescapé.

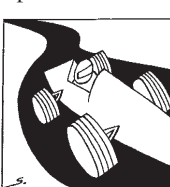
Eric Collier

## Le baroud d'honneur des Springboks

L'Afrique du Sud a difficilement battu l'Australie par un point d'écart (10-9), samedi 14 août au Cap, à l'occasion d'un match des Tri Nations, tournoi qui oppose les sélections de l'hémisphère sud. Le trois quart centre des Springboks Robbie Fleck a marqué le seul essai d'une rencontre qui ne restera pas dans les mémoires. A un mois et demi du début de la Coupe du monde, cette victoire permet à l'Afrique du Sud, tenant du trophée, de mettre un terme à une série de quatre défaites consécutives. Avec trois succès en autant de matches disputés, la Nouvelle-Zélande, elle, ne peut plus être rattrapée au classement des Tri Nations. Le dernier match de la compétition opposera les All Blacks à l'Australie, samedi 28 août à Sydney.

## Mika Hakkinen réaffirme la supériorité des McLaren-Mercedes au Grand Prix de Hongrie

DÈS QU'IL a posé les pieds sur la plus haute marche du podium du Grand Prix de Hongrie, Mika Hakkinen a serré son poing avec rage. Après la frustration ressentie le



### FORMULE 1

dès le premier tour), après l'humiliation subie le 1<sup>er</sup> août à Hockenheim, où Ferrari avait signé un doublé, le champion du monde s'est adjugé la onzième épreuve du championnat du monde de Formule 1 et mis un terme à la série noire. Les 30 000 supporters finlandais venus l'encourager, dimanche 15 août à Budapest, attendaient un sursaut. Ils ont eu droit à une démonstration de puissance et à un doublé des « *flèches argentées* ».

Sur ce circuit au tracé tourmenté, Mika Hakkinen, qui avait signé la veille sa neuvième pole position de la saison, s'était présenté en favori naturel. Sur la ligne de départ, il a retrouvé Eddy Irvine, son rival, promu pilote numéro un de Ferrari après l'accident de Michael Schumacher le 11 juillet. Seulement 107 millièmes de seconde avaient séparé les deux hommes lors de la séance d'essais. Mais, de duel il n'y eut pas la moindre trace et, c'est avec une suprématie incontestée que le champion du monde a bouclé – en solitaire – les 77 tours de la course. Il s'est même offert le luxe, quelques mètres avant le franchissement de la ligne d'arrivée, de ralentir pour saluer ses mécaniciens.

Loin dans ses rétroviseurs, la course ne s'est résumée qu'à une longue procession jusqu'au 63<sup>e</sup> tour. David Coulthard, alors dans le sillage d'Eddy Irvine, a profité d'une sortie de piste du pilote de la Scuderia pour lui ravir la deuxième place et donner à son écurie un deuxième doublé de la saison (après celui du Grand Prix d'Espagne), lui permettant ainsi de revenir à quatre longueurs de la firme italienne au championnat des constructeurs. Eddy Irvine a dû se contenter de la troisième place devant l'Allemand Heinz-Harald Frenntzen (Jordan-Mugen Honda)

et le Brésilien Rubens Barrichello (Stewart-Ford).

Cette troisième place d'Eddie Irvine – qui lui permet de rester leader avec deux points d'avance sur le vainqueur du jour –, ajoutée à son manque d'humilité, place l'homme de l'Ulster dans une position bien inconfortable vis-à-vis de son écurie. Interrogé sur son avenir au sein de la Scuderia dans le magazine italien *Famiglia Cristiana* du 15 août, il avait répondu : « *Cela dépend. Si Schumacher ne devait pas revenir comme premier pilote, je pourrais rester. Sinon, je m'en irai... A voiture égale, personne ne peut battre Schumacher... Il faut éviter les erreurs. Lui, il en fait tellement, il en fait trop.* »

### RUMEURS DE TRANSFERTS

Il avait aussi formulé des critiques à l'encontre de Jean Todt, le directeur sportif de la firme, lui reprochant principalement son manque d'enthousiasme lors de ses victoires. Dans l'euphorie qui avait suivi ses deux succès sur les circuits d'Allemagne et d'Autriche, Eddy Irvine avait probablement oublié que ses bonnes performances étaient étroitement liées aux infortunes des pilotes McLaren.

Sur le Hungaroring, l'hégémonie des « *flèches argentées* » a ramené

Ferrari à la raison. L'Irlandais a semble-t-il montré ses limites en se faisant « *pousser à la faute* » (selon les termes de Ron Dennis, patron de l'écurie allemande), grâce à « *la pression exercée sur lui* » par David Coulthard.

A cinq grand prix de la fin du championnat du monde, les rumeurs de transferts battent leur plein. Il se dit ainsi qu'Eddy Irvine abandonnerait Ferrari pour l'écurie Stewart Grand Prix, rachetée par Ford et qui s'appellerait Jaguar en l'an 2000. Le Brésilien Rubens Barrichello (Ford) ferait, lui, le chemin en sens inverse afin d'épauler Michael Scumacher, dont le retour sur les circuits semble programmé pour le Grand Prix d'Italie, le 12 septembre à Monza.

La seule certitude concerne Jean Alesi. L'Avignonnais, qui est tombé en panne d'essence à deux tours de l'arrivée, a annoncé qu'il quitterait l'écurie suisse Sauber-Petronas : « *Cette année a été particulièrement difficile. Cela plafonnait beaucoup et à force d'abandons et de déceptions, je préfère bien finir mon contrat (qui expire à la fin de la saison)... Je n'en peux plus !* » a-t-il déclaré. Son avenir pourrait se dessiner au sein de l'écurie française Prost-Peugeot.

Pierre Lepidi

### LES CLASSEMENTS

● **Grand Prix de Hongrie**, onzième épreuve du Championnat du monde, 1. Mika Hakkinen (Fin/McLaren-Mercedes) les 305,921 km en 1 h 46 min 23 s 536 (moy. : 172,524 km/h) ; 2. David Coulthard (G-B/McLaren-Mercedes), à 9 s 706 ; 3. Eddie Irvine (Ir/I/Ferrari), à 27 s 228 ; 4. Heinz-Harald Frenntzen (All/Jordan-Mugen Honda), à 31 s 815 ; 5. Rubens Barrichello (Br/Stewart-Ford), à 43 s 808 ; 6. Damon Hill (G-B/Jordan-Mugen Honda), à 55 s 726 ; 7. Alexander Wurz (Aut/Benetton-Supertec), à 1 m 01 s 012 ; 8. Jarno Trulli (Ita/Prost-Peugeot), à 1 tour ; 9. Ralf Schumacher (All/Williams-Supertec), à 1 tour ; 10. Olivier Panis (Fra/Prost-Peugeot), à 1 tour ; 11. Johnny Herbert (GBR/Stewart-Ford), à 1 tour ; 12. Mika Salo (Fin/Ferrari), à 2 tours ; 13. Ricardo Zonta (Bré/BAR-Supertec), à 2 tours ; 14. Luca Badoer (Ita/Minardi-Ford), à 2 tours ; 15. Pedro de la Rosa (Esp/Arrows), à 2 tours ; 16. Jean Alesi (Fra/Sauber-Petronas), à 3 tours ; 17. Marc Gene (Esp/Minardi-Ford), à 3 tours.

● **Championnat du monde des pilotes** : 1. E. Irvine (Ir), 56 points ; 2. M. Hakkinen (Fin) 54 pts ; 3. D. Coulthard (G-B) et H. Frenntzen (All), 36 pts ; 5. M. Schumacher (All), 32 pts ; 6. R. Schumacher (All), 22 pts ; 7. G. Fisichella (Ita), 13 pts ; 8. R. Barrichello (Bré), 12 pts ; 9. M. Salo (Fin) et D. Hill (G-B), 6 pts ; 11. P. Diniz (Bré) et A. Wurz (Aut), 3 pts ; 13. J. Herbert (G-B) et O. Panis (Fra), 2 pts ; 15. P. de la Rosa (Esp), J. Alesi (Fra) et J. Trulli (Ita), 1 pt.

● **Championnat du monde des constructeurs** : 1. Ferrari, 94 points ; 2. McLaren-Mercedes, 90 pts ; 3. Jordan-Mugen Honda, 42 pts ; 4. Williams-Supertec, 22 pts ; 5. Benetton-Supertec, 16 pts ; 6. Stewart-Ford, 14 pts ; 7. Sauber-Petronas, 4 pts ; 8. Prost-Peugeot, 3 pts ; 9. Arrows, 1 pt.

### LOTO

■ Résultats des tirages n° 65 effectués samedi 13 août.

Premier tirage : 1, 5, 22, 33, 39, 44, numéro complémentaire : 41. Rapports pour six numéros : 11 024 745 F, 1 680 711 €, 5 numéros et le complémentaire : 127 605 F, 19 453 €, 5 numéros : 5 365 F, 877,88 € ; 4 numéros et le complémentaire : 272 F, 41,46 € ; 4 numéros : 136 F, 20,73 € ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F, 4,57 € ; 3 numéros : 15 F, 2,28 €.

Second tirage : 9, 15, 19, 33, 35, 40, numéro complémentaire : 22. Rapport pour 6 numéros : 17 389 525 F, 2 651 015 € ; pour 5 numéros et le complémentaire : 50 785 F, 7 742 € ; 5 numéros : 6 590 F, 1 004,63 € ; 4 numéros et le complémentaire : 302 F, 46,03 € ; 4 numéros : 151 F, 23 € ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F, 4,57 € ; 3 numéros : 15 F, 2,28 €.

# Marianne

N° 121 - Semaine du 16 au 22 août 1999 www.marianne-en-ligne.fr

## Dossier exceptionnel

# CEUX QUI ONT DIT NON

- Ces femmes et ces hommes ont refusé l'oppression, la régression et le mensonge
- 140 portraits de héros et d'héroïnes dont la dissidence a permis la victoire de la liberté et de la justice
- Face à la pensée unique, ils ont incarné la résistance
- Politiquement ou philosophiquement incorrects, ils ont souvent payé de leur vie leur refus de se soumettre à l'idéologie dominante





DISPARITIONS

# Jaime Garzon

Un des rares humoristes politiques colombiens

DANS UN PAYS où il ne fait pas bon être opposant politique – sous peine de mort violente –, le rire et l'humour sont sans doute les dernières armes qu'il reste à brandir. Jaime Garzon, assassiné à l'âge de trente-huit ans, vendredi 13 août, à Bogota (*Le Monde* daté 15-16 août), était l'un des rares humoristes politiques colombiens.

Proche de la classe politique et du pouvoir, Jaime Garzon avait su se ménager une véritable place de bouffon – au sens noble du terme – séduisant à la fois les dirigeants dont il se moquait et la population qui riait avec lui de la tragédie nationale. Né à Bogota, la capitale colombienne, en 1960, l'étudiant Jaime Garzon, plutôt gauchiste, avait commencé, sans les terminer, des études de physique et de droit à l'université nationale, la principale faculté contestataire du pays. Avant d'être journaliste, imitateur, et si populaire, Jaime Garzon avait commencé, en 1987, sa carrière au sein de la campagne électorale de l'actuel président de la République,

Andrés Pastrana, conservateur, qui se présentait à l'époque à la mairie de Bogota. Ses facéties, ses traits humoristiques et ses imitations cinglantes d'hommes politiques l'avaient déjà rendu fameux en privé. L'hebdomadaire *Cambio* rapporte que Jaime Garzon, présent lors de l'enlèvement d'Andrés Pastrana par la guérilla le 18 janvier 1988, aurait crié aux ravisés : « Emmenez-moi, je suis le chef des déplacements et voyages de la campagne de M. Pastrana. »

Nommé plus tard maire d'une zone rurale de la région de Sumapaz, proche de Bogota, particulièrement difficile d'accès, il aurait encore demandé « un cheval officiel » (plutôt qu'une voiture). En 1993, Jaime Garzon passe à la télévision et lance avec deux autres journalistes « Zoociudad » (Zoociété), une des premières émissions à se moquer de la société colombienne. Le succès est immédiat, la satire et l'humour politique distillés une demi-heure par semaine deviennent le rendez-vous obligé de toute la Colombie. Plus tard, en 1997,

lors du scandale narcopolitique du mandat de M. Samper, c'est « QUAC » (prononcé Couac, comme le cri des canards), parodie de journal télévisé, qui permet aux Colombiens – pour ou contre M. Samper – chaque dimanche, de respirer en se moquant d'eux-mêmes et de leurs dirigeants.

DES ENNEMIS DANS TOUS LES CAMPS

Presque seul de son espèce, le bouffon Garzon était donc de plus en plus populaire. Il critiquait tous les acteurs du conflit colombien : président, mais aussi guérilleros ou paramilitaires. Pour cela, il incarnait différents personnages : la cuisinière présidentielle, Dioselina, au fait de tous les secrets et caprices du président ; l'étudiant gauchiste caricatural, John Lenine, ou le gardien d'un immeuble de la capitale très prisé où vivait toute la classe politique colombienne. Son dernier personnage, qu'il faisait vivre chaque matin sur la chaîne de radio Radio Net et chaque soir, à la télévision, était de loin le

plus populaire : Heriberto de la Calle, cireur de chaussures de rue de son état, profitait de son modeste office pour interviewer en direct tous les « grands de Colombie » et leur dire leurs quatre vérités. Parallèlement à ces activités d'imitateur, et profitant de sa popularité, Jaime Garzon s'était de plus en plus impliqué dans la pacification du conflit colombien. Il avait notamment participé à plusieurs négociations avec la guérilla pour libérer des personnes enlevées. L'extrême droite l'avait alors désigné comme collaborateur de la guérilla et le menaçait. Se moquant de tous, Jaime Garzon avait des ennemis dans tous les camps. Personne n'imaginait, cependant, en Colombie, qu'on assassinerait un bouffon talentueux mais inoffensif. « Ils ont tué le rire. Qu'est-ce qu'il reste ? », s'interrogeait douloureusement le quotidien *El Tiempo*, dimanche 15 août.

Anne Proenza

Lire aussi nos informations page 3

# Lane Kirkland

Le réunificateur d'un syndicalisme américain en déclin

ANCIEN PRÉSIDENT du syndicat américain AFL-CIO, Lane Kirkland est mort, samedi 14 août, à Washington, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il était atteint d'un cancer des poumons depuis des années. Ce fils d'une vieille famille sudiste, né le 12 mars 1922, à Camden (Caroline du Sud), avait dirigé la confédération syndicale de 1979 à 1995.

Après avoir servi dans la marine marchande pendant la seconde guerre mondiale, puis avoir étudié la politique internationale à l'université jésuite de Georgetown, dans la capitale fédérale, « Lane » – de son prénom Joseph – Kirkland était entré dans le mouvement ouvrier, où il était vite devenu le protégé de

George Meany. Très lié aux démocrates, ce qui est de tradition chez les syndicalistes, il avait écrit les discours du candidat présidentiel Adlai Stevenson, deux fois battu par Eisenhower. Bon négociateur, doué pour les compromis, il devint numéro deux en 1969, avant de succéder à George Meany en 1979.

PLUSIEURS ÉCHÉCS

Son long mandat aura été marqué par trois changements fondamentaux dans la politique américaine. Il est tout d'abord parvenu à réunifier le mouvement syndical, obtenant le ralliement des ouvriers de l'automobile, des mineurs ou des marins ; ce qu'il considérait comme son grand succès, lui qui avait dé-

claré que « tous les pêcheurs font partie de l'Eglise ». Il a aussi mené l'AFL-CIO au travers d'une période de bouleversements politiques et sociaux, marquée par le déclin du secteur industriel, l'affaiblissement de l'influence des syndicats et l'hostilité de la droite républicaine.

L'échec de la grève des contrôleurs aériens de 1981, qui permit à Ronald Reagan de rogner les droits des travailleurs, fut suivi par plusieurs défaites au Congrès, dont le vote pour l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), auquel l'AFL-CIO était opposé. Le taux de syndicalisation est ainsi passé en vingt ans de 24 % à 14 %, selon le *New York Times*. Mais, surtout, Lane Kirkland a joué un rôle important

dans le développement international du syndicalisme à l'américaine. Il organisa ainsi, en 1980, le soutien au mouvement Solidarnosc contre le régime communiste polonais. Ses camarades lui reprochèrent néanmoins son intérêt trop poussé pour ce qui se passait au-delà des frontières alors qu'il existait des problèmes pressants aux Etats-Unis même. C'est ainsi qu'il fut contraint de passer la main en douceur en 1995 ; le candidat qu'il s'était choisi pour lui succéder fut même battu par un de ses adversaires. Lane Kirkland n'en aura pas moins marqué une époque dans l'histoire du mouvement ouvrier outre-Atlantique.

Patrice de Beer

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Eclipsant l'éclipse,

Marin,

petit frère de Malo, est né le 11 août 1999.

Monique DEBRU et Laurent PAU.

22000 Saint-Brieuc.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Marc BLEY,

survenu le 12 août 1999, à l'âge de cinquante-cinq ans.

De la part de

Evelyne Bley,

son épouse,

Anne et Julien Thouars,

Vincent, Marie, Clément Bley,

ses enfants,

Le général et M<sup>me</sup> Jacques Bley,

ses parents,

Elisabeth et Christian Billette

de Villemeur,

Marie-Odile et Bernard Viellard,

Agès Bley,

ses sœurs et beaux-frères.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 10 heures, le mercredi 18 août, en l'église de Bonnières-sur-Seine (Yvelines).

– Son épouse,

Ses enfants

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Dhaoui HANABLIA,

ancien ministre,

survenu le 8 août 1999, à La Marsa.

Les obsèques ont eu lieu, le 9 août, à La Marsa (Tunisie).

– M<sup>me</sup> Arlette Kahn,

son épouse,

Jean-Loup et Sylvie Desrosiers,

Gilles et Jocelyne Kahn,

ses enfants,

Grégory, Antonin et Arthur,

ses petits-enfants,

Jean-François, Olivier et Axel Kahn,

ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude KAHN,

survenu le 10 août 1999, dans sa

soixante-dix-neuvième année, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 13 août 1999, dans l'intimité familiale.

2, avenue de New-York, 75016 Paris.

– M<sup>me</sup> Pierre Pluchon,

sa mère,

M<sup>me</sup> Pierre Pluchon,

son épouse,

Lydie et Jean-Paul Sarlat,

sa sœur et son beau-frère,

Jean-François et Marie-Xavière Sarlat,

ses neveux,

La famille Bidan,

ont la peine de faire part du décès de

M. Pierre PLUCHON,

historien,

survenu à Paris, le 11 août 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 août, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5<sup>e</sup>.

Anniversaires de décès

– A l'occasion du vingtième

anniversaire du rappel à Dieu de

Boris FEERTCHAK,

ingénieur ESE,

une pieuse pensée est demandée à ceux

qui l'ont connu et aimé.

Son épouse,

et ses enfants.

92100 Boulogne.

Forum

EUTHANASIE :

FAUT-IL LÉGIFÉRER ?

24 septembre, à la Mutualité, Lyon

Faut-il une nouvelle législation

sur l'euthanasie ?

Dans un climat d'écoute et de respect mutuel, **communications, informations, échanges et tables rondes** permettront aux «**pour**» et aux «**contre**» d'exprimer en toute liberté leurs convictions, d'écouter et de comprendre celles des autres et d'affirmer leur position personnelle tout en respectant les opinions, les valeurs et les croyances d'autrui.

Renseignements, inscriptions :  
 «**Accompagnons la vie**»,  
 67 bis, rue de Marseille, 69700 Lyon  
 Tél. : 04-78-72-48-56  
 Fax : 04-72-71-35-97

**CARNET DU MONDE**  
 Fax : **01-42-17-21-36**  
 Téléphone :  
**01-42-17-39-80**  
**01-42-17-38-42**  
**01-42-17-29-96**

REPRODUCTION INTERDITE

# Le monde des cadres



IBM France renforce son département Finance et recherche des jeunes diplômé(e)s pour les fonctions suivantes :

Votre mission concernera l'un des domaines suivants : le planning et pilotage des ressources et des dépenses, les reportings et analyses des tendances et problèmes détectés ainsi que les analyses de marché en termes de volume, prix et chiffre d'affaires. réf. CG/MO

Vous serez chargé(e) des prévisions et liaisons avec les banques et le Centre Européen de Gestion de Trésorerie. Vous avez une expérience de 2 ans minimum. réf. GT/MO

Diplômé(e) d'une grande école de commerce, de gestion ou d'un DESS Finance, vous avez de préférence, une première expérience réussie et maîtrisez impérativement l'anglais.

Pour ces postes basés en région parisienne, merci d'adresser votre candidature (lettre et CV), en précisant la réf. choisie à IBM France, Direction du recrutement, service 9000, 92066 Paris La Défense cedex. E-mail : [recrute@fr.ibm.com](mailto:recrute@fr.ibm.com)

\* e-business : pour que votre carrière soit complète

add to your career\*  
 e-business  
 Solutions pour une petite planète

**3,9 milliards de CA – 120 000 logements**  
**1 600 collaborateurs**  
**Le premier groupe immobilier français à vocation sociale accentue son activité de construction (1 550 logements ont été mis en chantier en 1998, 1 850 le seront en 1999, 2 150 à moyen terme) et recrute un**

**Chef de projet h/f**

**CDI – 280/300 KF – Paris 13ème**

Au sein d'une équipe de 40 personnes, vous prenez en charge la maîtrise d'ouvrage de programmes d'habitation sur les plans techniques, financiers, administratifs et juridiques. Véritable chef d'orchestre, vous êtes responsable du montage, de l'exécution et de la clôture des opérations, dans le cadre de procédures réglementaires et internes. Enfin, vous instaurez des relations privilégiées avec nos partenaires, externes notamment (collectivités territoriales, maîtres d'œuvre,...).

A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience réussie de la gestion de projets immobiliers.

Si vous souhaitez participer à la croissance de notre activité de construction, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, prétentions) à Immobilière 3F DRH – 159, rue Nationale – 75013 PARIS sous la référence CDP.

**Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publicité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.**

**OFFRE D'EMPLOI**

Sunrise Assisted Living, l'un des principaux prestataires de services d'habitation assistée pour les personnes âgées aux Etats-Unis, recherche un consultant en immobilier pour acheter des propriétés immobilières, préparer des factures pro forma et effectuer des études de faisabilité pour de nouvelles habitations assistées dans Paris. Pour être considérés, les candidats devront être motivés et méthodiques, s'intéresser au bien-être des personnes âgées, résider dans la région métropolitaine de Paris, parler couramment anglais et français, et posséder une bonne expérience en matière d'acquisition. Veuillez envoyer votre curriculum vitae à : Harley D. Cook, Executive Vice President of Development, Sunrise Assisted Living, 9401 Lee Highway, Fairfax, Virginia 22031, USA. Veuillez ne pas téléphoner !

**DEMANDE D'EMPLOI**

HOMME 47 ans (permis PL)  
 20 ans expérience dans transports routiers et distribution  
 Cherche poste à responsab. dans transport et exploitation  
 Etudierait toutes propositions  
 Port. : 06-62-13-42-46

**AGENDA**

**VACANCES**

Rare ! sup. villa Provence mer, vue 180°, pisc., 4 chbres jard., calme, place priv. 2 min. de sept. à avril. 8 000 F/sem. aussi F2 2 000 F/sem. Tél. : 00-44-17-15-86-46-99

PORTUGAL Algarve Albufeira  
 Maison d'hôtes franco-port. Calme, jardin, pisc., avec petit déj. : 300 à 480 F/j. (3 chbres). 01-45-43-83-19

## CULTURE

LE MONDE / MARDI 17 AOÛT 1999

**FESTIVALS** Entre Cannes en mai et Venise en septembre, le Festival international du film de Locarno a su trouver sa place et confirme, avec le palmarès rendu public le 14 août,

son désir de récompenser de nouveaux talents. ● **DEUX JEUNES RÉALISATRICES** françaises ont vu leurs œuvres saluées par les distinctions suprêmes : Hélène Angel pour *Peau*

*d'homme, cœur de bête*, et Noémie Lvovsky pour *La vie ne me fait pas peur*. Les prix d'interprétation ont renforcé les choix du jury. ● **HORS COMPÉTITION**, d'autres découvertes

étaient possibles. ● **À LORIENT**, le succès de l'Interceltique a été confirmé, le festival de musiques celtiques réunissant près de 400 000 personnes. ● **À SAINT-NAZAIRE**, le festi-

val Les Escalles, consacré cette année à l'Afrique, a comblé un public populaire en recevant des célébrités internationales comme de jeunes musiciens singuliers.

## Deux jeunes cinéastes décrochent la palme à Locarno

Razzia française sur le palmarès du Festival du film qui, malgré une programmation inégale, confirme son succès auprès du public et ses qualités d'ouverture aux espoirs du cinéma, entre Cannes et Venise

### LOCARNO

de notre envoyé spécial

Léopard d'or au film *Peau d'Homme, Cœur de Bête*, premier long métrage d'Hélène Angel, Léopard d'argent à *La vie ne me fait pas peur*, deuxième film de Noémie Lvovsky, Léopard de bronze et prix d'interprétation féminine à Véra Briole, actrice du film *1999 Madeleine* de Laurent Bouhnik, Léopard de bronze et prix d'interprétation

### Le palmarès

- **Léopard d'or** : *Peau d'homme, cœur de bête*, de Hélène Angel (France)
- **Léopard d'argent** : *Barak*, de Valerij Ogorodnikov (Russie-Allemagne)
- **Léopard d'argent** : *La Vie ne me fait pas peur*, de Noémie Lvovsky (France/Suisse)
- **Léopard de bronze, prix d'interprétation féminine** : Véra Briole, dans *1999 Madeleine*, de Laurent Bouhnik (France)
- **Léopard de bronze, prix d'interprétation masculine** : Serge Riaboukine, dans *Peau d'homme, cœur de bête*, de Hélène Angel (France)
- **Prix spécial du jury** : *El Medina*, de Yousry Nasrallah (Egypte/France)
- **Mention spéciale** : *El Milagro de P. Tinto*, de Javier Fesser (Espagne)
- **Prix du public** : *Himalaya, l'enfance d'un chef*, de Eric Valli (France)
- **Prix de la compétition vidéo** : *Amber City*, de Jem Cohen (Italie-Etats-Unis). **Mention spéciale** : *Le Plat de sardines*, d'Omar Omiralay (France)
- **Prix des Léopards de demain (courts métrages)** : *Entre Nos*, de Margarida Cardoso (Portugal), et *Babami Hirsizlar Caldi*, de Esen Isik (Suisse)
- **Prix de la Semaine de la critique (documentaires)** : *Desperately seeking Helen*, de Eisha Marjara (Canada)

masculine à Serge Riaboukine, acteur du film *Peau d'homme, Cœur de bête*... Samedi 14 août au soir, sur la piazza Grande de Locarno (Suisse), quelque huit mille personnes assistaient à ciel ouvert à la proclamation officielle du palmarès du 52<sup>e</sup> Festival international du film de la ville tessinoise.

Tandis que Paul Bartel, cinéaste américain et président du jury international, égrenait en italien d'opérette la liste des trophées qui voyait trois œuvres venues de France (sur vingt films en compétition) rafler quasiment toute la mise, l'ombre de Michel Audiard semblait planer sur cette soirée réglée comme un polar à l'ancienne. Razzia... Pour peu qu'on ajoute à ce feu d'artifice tricolore un prix spécial du jury décerné à *El Medina*, coproduction franco-égyptienne signée par Yousry Nasrallah, ainsi que le prix du public décerné au documentariste français Eric Valli pour *Himalaya, l'enfance d'un chef*, il y avait là de quoi rendre aphone le moins nationaliste des coqs.

### VANITÉ FRANÇAISE

Sans céder au sentiment de vanité qui irrite parfois à raison nos voisins européens, ce palmarès reconnaît à la France une vocation stratégique de premier plan sur un échiquier mondial du cinéma phagocyté par l'industrie des loisirs hollywoodienne. Un choix qui, au-delà de la question nationale, distingue des œuvres ambitieuses, même si on peut regretter l'absence de deux films remarquables - *The Dream Catcher*, de l'Américain Ed Radtke (*Le Monde* du 11 août) et *Hommes et femmes*, du Chinois Liu Bingjian (*Le Monde* du 14 août) - ainsi que la discutabile distinction accordée au très nostalgique *Barak*, du Russe Valerij Ogorodnikov, et au maniériste *1999 Madeleine*, du Français Laurent Bouhnik.

Quant au public, dont les enthousiasmes passeraient pour de l'indifférence partout ailleurs qu'en Suisse, il applaudissait chaque an-



Serge Riaboukine dans « Peau d'homme, cœur de bête », d'Hélène Angel, Léopard d'or.

nonce avec une politesse égale. Refusant tout net, comme l'y invitait une Noémie Lvovsky un peu tourneboullée, d'ovationner l'acteur Tim Roth, il se dressa en revanche comme un seul homme pour saluer le *Presidentissimo* Raimondo Rezzonico, qui prenait congé du festival après quelque cinquante ans de bons et loyaux services. Les principaux sponsors, jamais en mal de bonnes idées, l'avaient d'ailleurs expédié la veille au zoo de Berne pour qu'il y baptise un léopard de six ans du doux nom de Raimondo.

Les Léopards du festival sont, eux, d'autant plus justifiés qu'ils couronnaient une compétition en dents de scie. L'Asie a cette année relativement déçu, ne fournissant pas son habituel quota de merveilles (sans doute a-t-on adopté ces dernières années des exigences d'enfant gâté), tandis que l'Egypte n'a répondu qu'à demi à l'espoir d'y voir fleurir un renouveau du ciné-

ma d'auteur, par la sensualité d'*El Medina* de Nasrallah plutôt que par la laborieuse farce macabre d'Ousama Fawzi, *Le Paradis des anges déchus*.

Il faut tenir compte aussi de la concurrence acharnée que se livrent entre eux les grands festivals. Tous convoitent naturellement le meilleur de la production cinématographique mondiale, qui n'est pas extensible à l'infini. Locarno, dont la vocation spécifique est de privilégier les cinématographies lointaines et les jeunes auteurs, est ainsi pris en tenaille entre ces deux géants que sont Cannes et Venise, qui ne négligent ni les premières ni les seconds. Ni l'une ni l'autre de ces explications ne justifie toutefois l'inquiétante disparité de la compétition de cette année, déséquilibrée par des œuvres indignes d'une manifestation de ce rang.

Il est à craindre que la sélection de *Deux rivières*, roman-photo

boursoufflé jusqu'au grotesque de Carlos Oscar Reichenbach, ne contribue pas davantage à la réputation du festival qu'à celle du Brésil. De même, la présence italienne, représentation nationale la plus massive (à égalité avec la France) avec trois films en compétition, est apparue surdimensionnée.

### DÉCOUVERTES HORS COMPÉTITION

C'est peu de dire que ni Giacomo Campiotti (*Il Tempo dell'amore*), ni Paolo Virzi (*Baci e abbracci*), ni Stefano Incerti (*Prima del tramonto*) n'ont apporté le début d'un argument à la renaissance annoncée du cinéma italien. Et ce n'est pas *The Legend of 1900*, film de clôture pompier et anglophone de Giuseppe Tornatore, qui risque de rendre efficiente l'opération de sélection menée conjointement cette année par l'Italie et le Festival de Locarno. Le cadre était là, n'y manquait que les films.

Fort heureusement, cette incohérence n'a pas nui outre mesure aux traditionnels atouts du festival - pluralité des formes, prises de risque, volonté de découverte - qui dépassent largement sa sélection compétitive. C'est l'accompagnement au grand jour d'un beau film chinois clandestin (*Hommes et femmes*), c'est l'esprit parodique et fertile de la série B ressuscité par la rétrospective consacrée à l'école Corman, c'est le dernier libelle en date du Russe Vitali Kanesvki (*Kto bolché*), ou bien ces douze minutes de vidéo, signées Idrissa Ouedraogo (*Kadi jolie*), qui nous rappellent à la manière d'une farce que l'Afrique court après sa magie perdue.

C'est encore le film-somme de Frederick Wiseman, *Belfast, Maine*, qui, délaissant les institutions chères au maître du cinéma direct, invite en quatre heures à parcourir une ville typiquement américaine tout en dénudant l'os de son propre cinéma. C'est enfin, parlant d'os, le Léopard d'or décerné au cinéaste français Gérard Blain pour l'ensemble de son œuvre, et la découverte de son nouveau long métrage, *Ainsi soit-il*, vingt-neuf ans après que son premier film, *Les Amis*, eut remporté ici même la consécration suprême.

Révélu comme acteur dans *Le Beau Serge* (1958) de Claude Chabrol, Blain cinéaste, quoi qu'il s'en défende, se situe dans le sillage moral et esthétique de Robert Bresson. Son nouveau film - une vengeance en forme d'épuration et une manière assez crâne de testament personnel - est admirable, non moins que l'émotion bellequeuse avec laquelle il reçut cet hommage : « C'est une récompense qui a beaucoup plus de valeur pour moi que n'importe quel Oscar hollywoodien ou César parisien merdeux et pourri ». Locarno, c'est aussi l'expression, fût-elle incorrecte, de cette liberté-là.

Jacques Mandelbaum

## L'Interceltique a connu un record d'affluence

### LORIENT

de notre envoyé spécial

Pour sa vingt-neuvième édition, le festival Interceltique de Lorient célébrait la Bretagne et ses artistes, en un temps où la fierté d'appartenance à cette région s'affirme, au-delà des musiciens, chez les écrivains, les peintres, les hommes d'affaires et les politiciens.

Le festival Interceltique, c'est d'abord un état d'esprit, une am-

un petit millier de spectateurs pour des propositions artistiques plus pointues, comme le poète et chanteur Mélaïne Favennec, et la salle du Moustoir rassembla 1 800 personnes pour un concert jazz et bagad.

Les têtes d'affiches étaient moins présentes, et de nombreux musiciens et chanteurs moins connus ont rassemblé, cette année, plus de 140 000 spectateurs payants. Cette

dans les innombrables lieux de manifestation libres d'accès ou dans les bars à musique labellisés « celtibars » par le festival. Une étude montrait, dès 1998, passé, que les Bretons ne constituent que 42 % du public du festival Interceltique (étrangers : 15 %, Français non bretons : 43 %).

Avec une équipe réduite de huit salariés renforcée par 200 intermittents et 400 bénévoles dévoués, le festival a fonctionné, en 1999, avec un budget de 25 millions de francs (3,8 millions d'euros), en progression de 8 %. Les retombées économiques sur la ville et la région sont estimées à plus de quatre fois ce montant. Les recettes propres du festival (billetterie et restauration) fournissent les trois quarts du budget, le reste vient des collectivités (14 %), et des sponsors (11 %). Un tel niveau d'autofinancement risquant de privilégier les têtes d'affiche, Jean-Pierre Pichard, directeur du festival, veut désormais « favoriser l'émergence de nouveaux talents en augmentant la part du subventionnement public ».

En 1999, au-delà de la musique, le festival Interceltique a affirmé sa diversification : village des entreprises bretonnes, Salon du tourisme... Le Salon du livre, parrainé par l'écrivain Michel Le Bris, a égalé le succès de sa première édition en réunissant plus de 30 000 personnes en un seul week-end. Fait nouveau : une belle exposition d'arts plastiques présentant des œuvres contemporaines du Frac Bretagne a attiré 10 000 visiteurs, tout comme une seconde exposition. En 2000, prochain, en musique et ailleurs, on fera plus encore, autour du thème des celtes émigrés de par le monde.

Philip de la Croix

## Fête africaine aux Escalles de Saint-Nazaire

### SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

Si l'on pensait que les amateurs de rythmes ensoleillés se tourmentent aujourd'hui plutôt vers Cuba, le festival de Saint-Nazaire, vient, à son échelle, de corriger ce constat. Les Escalles se consacrent chaque année à « l'exploration musicale d'une région du monde », et c'est avec l'espace francophone africain qu'elles ont connu, les 13 et 14 août, leur plus grosse affluence. Les organisateurs annoncent 30 000 entrées payantes (25 000 lors de l'édition précédente, dédiée à Cuba). Vendredi 13, en début de soirée, tandis que l'Ivoirien Tiken Jah Fakoly, chanteur de reggae sous influence (Alpha Blondy a beaucoup marqué les esprits en Côte-d'Ivoire), ouvre la soirée sur la scène de l'Estuaire, il y a déjà embouteillage aux barrières pour accéder au site.

Des familles, avec grand-mères et enfants, des ados en chemise et pantalon taillés dans des tissus africains, des Maliennes en boubou, viennent voir leur compatriote, Nahawa Doumbia. Tout le monde va là où le son, la gourmandise ou la soif le mènent. Les stands de restauration tenus par les associations (le Cercle des pêcheurs de l'Atlantique, l'Union de Méan-Penhoët...), se sont mis en accord avec le programme, jusqu'au cliché exotique plus ou moins heureux : poulet de Fatima, cocktail djembé... Sur les lampadaires, accrochés aux murs ou à des lianes, 250 singes en polystyrène font la grimace. A prendre, là, au second degré. Les singes tendent vers le badaud qui les dévisage un miroir et cette inscription : « Toi-même ! » Sur le sol de la salle Jacques-Brel, on a déversé 250 tonnes de terre rouge.

Aux Escalles, musiciens et chanteurs sont plus de 220 cette année.

« Jamais le festival n'a présenté autant d'artistes », souligne Patrice Bultrig, le directeur artistique. *Des vedettes internationales* [Alpha Blondy, Salif Keita, Manu Dibango, Nahawa Doumbia], *des découvertes, des singularités*. » Parmi celles-ci, Buru, limpide duo acoustique formé d'un guitariste-chanteur sénégalais et d'une flûtiste suisse. Installé en France, méconnu du grand public, sans frime ni tambours, il offre l'un des plus beaux moments de musique du festival.

### ALPHA BLONDY, REBELLE SEREIN

Terriblement frimeurs, c'est le genre qui veut ça, les Voggo Soutras (les Vagabonds sauvés) sont de jeunes rappeurs d'Abidjan. Ils chantent en nouchi, le langage de la rue, des tranches de vie pas du tout en rose, la came, les braquages, la galère. Ils savent de quoi ils parlent, confie leur leader, Traoré Amadou, dit « Koko Shaka », ancien voyou repent, qui rêve de rencontrer MC Solaar et voue un respect immense au grand frère, Alpha Blondy.

Samedi soir, sur la grande scène du Parc des expositions, la star du reggae africain fait un tabac devant un public qu'on n'a jamais vu aussi compact ici (« Peut-être 10 000 personnes », avance l'un des organisateurs). Les musiciens sont parfaits, les tubes s'enchaînent (*Jerusalem, Fanta Diallo*...). Avec les titres du dernier album, *Yitzhak Rabin*, sorti en octobre 1998. Alpha Blondy comble ses fans en leur donnant un avant-goût de sa prochaine production avec *La Queue du diable*, un de ces pamphlets rebelles dont il est coutumier (« *Monsieur le Président, excusez-moi du dérangement/ Vous voulez combattre la corruption/ Je vous propose ma solution, combattez d'abord la misère (...)/ Justifiez d'abord vos revenus et ceux de vos ministres...* »).

C'est sûr de lui et serein qu'Alpha Blondy défie une nouvelle fois les autorités : « *Le jour où ils me censureront, ils briseront le seul miroir qui leur reste.* »

Patrick Labesse

biance musicale et festive, à nulle autre pareille, que l'on perçoit dans les rues de la ville et lors de la cinquantaine de concerts donnés par les 4 500 artistes invités (*Le Monde* du 13 août).

Plus d'audace dans la programmation cette année, marquée aussi par un rééquilibrage des salles : l'espace Kergroise, chapiteau pour grosse affiche, réduit à 5 000 places, vit passer les locomotives Tri Yann et Denez Prigent ; le Palais des congrès réunit chaque soir

fréquentation, en hausse de 17 %, confirme la première place occupée par l'Interceltique au palmarès des festivals français. La journée du 12 août aura constitué, à cet égard, le point culminant de cet engouement, avec 20 000 personnes assistant à l'un des concerts proposés.

En moyenne, chaque jour, les responsables recensent la présence dans la ville de 40 000 personnes, soit 400 000 si l'on totalise la durée du festival, qui vont et viennent

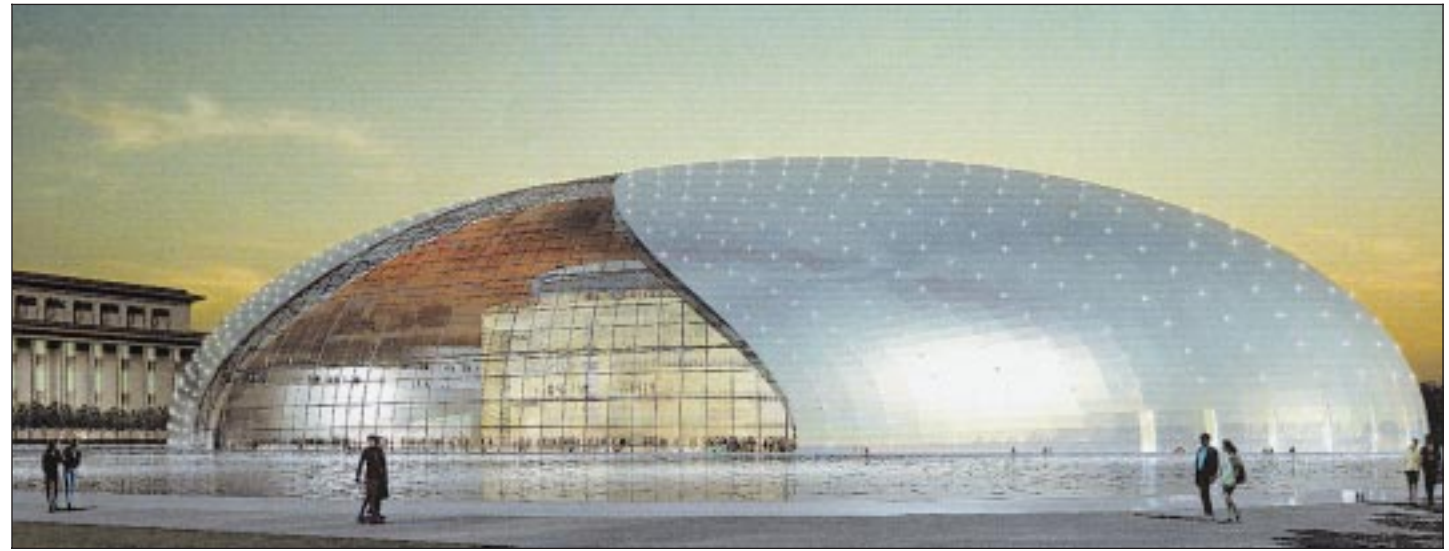
## Musique au Carrousel du Louvre



Du 23 au 27 août 1999 à 19 h 30

27/08 / Quatuor Sine Nomine

Renseignements au 01 43 16 48 38  
Le Carrousel du Louvre - 99, rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup>



## Paul Andreu construira le nouvel opéra de Pékin

Le grand chantier culturel commencera au printemps 2000, non loin de Tiananmen

SI la Pyramide du Louvre a été construite à Paris par un architecte américain d'origine chinoise, c'est un architecte français, Paul Andreu, qui vient d'être choisi à Pékin pour édifier le Grand Théâtre national : une coupole elliptique, posée sur un plan d'eau, qui abritera plusieurs salles de spectacle et notamment le nouvel opéra.

Confirmée à Pékin le 13 août, cette décision est le résultat d'une consultation internationale lancée au printemps de 1998, dans laquelle le projet français restait en compétition ces derniers mois avec un anglais et un canadien. Situé non loin de la Cité interdite, à proximité de l'Assemblée nationale qui, elle, borde l'un des côtés de la place Tiananmen, l'ensemble culturel aura une architecture tout en courbes, à l'opposé du rigorisme orthogonal en vigueur dans ce quartier de palais officiels. A l'annonce du choix, M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, s'est félicitée de « ce succès qui participe au développement de la présence de

### Sous la voûte

- **Le projet comprend** une salle d'opéra (2 500 places), une salle de concert (2 000 places), et deux théâtres (1 200 places et 520 places).
- **Surface totale** : 100 000 m<sup>2</sup> dont 35 000 au niveau technique souterrain et 29 000 m<sup>2</sup> au niveau des espaces d'accueil.
- **Architectes** : Paul Andreu, assisté de François Tamisier, Michel Adment, Hervé Langlais, Olivia Faury et Bernard Dragon.
- **Bureaux d'études** : Setec (structures), Centre scientifique et technique du bâtiment (acoustique), cabinet Riouallec (scénographie).
- **Début du chantier** : avril 2000.

*l'architecture française à l'étranger* ».

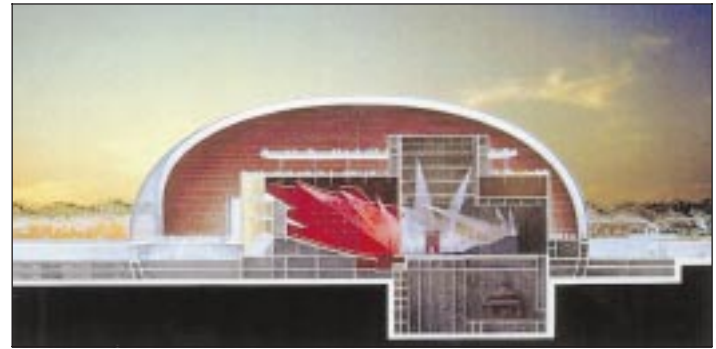
De proportions équivalentes à celles du Grand Palais à Paris (150 mètres d'envergure et 37 mètres de haut), la silhouette générale de l'édifice sera celle d'une voûte, couverte de titane (le métal utilisé au Musée Guggenheim de Bilbao), traversée par une faille largement vitrée, ouverte sur le ciel et ménageant des espaces d'accueil vastes comme une aéro-gare... Grandes gares, grands opéras. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, l'architecture monumentale identifiait pareillement ces lieux de rassemblement social, et le XX<sup>e</sup> fait de même.

### TOUTES LES SCÈNES EN BAS

Estampillée « an 2000 » à l'image du futur tel qu'on le voyait dans la science-fiction des années 50, la symbolique de cette immense coque brillante, parfaitement lisse, ne manquera pas d'évoquer un vaisseau intergalactique tombé du ciel, dont la paroi se déchire pour laisser apparaître une base de lancement gardée secrète... Ouverture vers d'autres mondes ou repliement solennel dans une coquille isolée de la réalité, autant de signes à interpréter avant le « lancement » du nouveau millénaire.

A l'intérieur, plusieurs grandes salles de musique et deux théâtres seront aménagés, toutes les scènes étant placées sur des niveaux bas, nous a précisé l'architecte, « afin d'être accessibles pour la manutention des décors par des souterrains, et de ne pas nuire à l'effet unitaire » du monument. Pour accentuer le caractère d'île et « ménager une approche progressive », les spectateurs emprunteront une galerie transparente placée juste sous le niveau de l'eau.

Le chantier pourrait commencer en avril 2000, ont annoncé les maîtres d'ouvrage, et s'achever en



La coupole qui abritera les salles de spectacle sera posée au centre d'un plan d'eau.

2002. Son coût est évalué à 1,8 milliard de francs pour 100 000 mètres carrés de surfaces construites, sur un terrain d'environ 350 mètres sur 250. Le quartier alentour, si les propositions du lauréat sont retenues, serait aménagé en parc, « en contraste avec l'espace minéral » du centre de la capitale.

Envisagé depuis plusieurs décennies, ce grand projet culturel a fait l'objet, à partir de mai 1998, d'une consultation auprès de quelque soixante-dix équipes, en Chine et à l'étranger. Il ne s'agit pas d'un concours au sens où l'entend l'Union internationale des architectes (qui ne l'a pas homologué), car les projets ont pu être modifiés, parfois remplacés par d'autres, par les concurrents eux-mêmes au cours des discussions avec le maître d'ouvrage. Le jury comprenant des architectes – dont trois étrangers –, mais ils n'étaient pas majoritaires comme le recommande l'UIA, et ce même jury n'a assuré que les deux premières phases du processus, sans aller jusqu'au choix final, réservé aux plus hautes instances de l'Etat.

### L'ARCHITECTE DE ROISSY

A la fin de 1998, cinq projets avaient été sélectionnés, dont trois occidentaux : ceux de l'Anglais Terry Farrell (auteur de nombreux immeubles de bureaux à Londres, notamment au-dessus de la gare de Charing Cross), du Canadien Carlos Ott (lauréat du concours pour l'Opéra-Bastille à Paris), et du Français. Né en 1938, ingénieur des Ponts et Chaussées, polytechnicien et architecte, Paul Andreu signa en 1965 la première aéro-gare de Roissy. Avec l'équipe d'ingénieurs et d'architectes d'Aéroports de Paris, il conduisit le développement de Roissy - Charles-de-Gaulle, aéro-gares et gare de TGV comprises, et a réalisé de nombreux ouvrages similaires à travers le monde (dont Brunei, Djakarta, Le Caire...).

dine Darmon, Gérard Chabalié, Gilbert Epron, Serge Hamon... Avec quelques personnages inclassables comme Serge Lipseyzyc, qui a donné, après *Le Songe d'une nuit d'été* en 1998, un prodigieux *Nacbeth* dans le cadre stupéfiant d'une dépression sauvage sous le relais de Mausoleu (défigurée par le passage du feu en 1998), avant un décapitant *Arlequin serviteur de deux maîtres* de Goldoni, servi à 2 heures du matin, qui montre que la commedia dell'arte peut autoriser une relecture inventive.

### LE BENJAMIN A CHOISI KOLTÈS

Parmi les « nouveaux », très attendus, Aurélien Recoing donc, avec *La Troade*, René Loyon, avec *L'Ecole des maris*, et Mariana Nativé. Celle qui défend au Locu Teatrale d'Ajaccio la langue corse, et particulièrement celle de Rinatu Coti, a monté, après d'autres textes du même auteur, *Seminariu*, retour poétique et onirique sur la mémoire d'un lieu. Alan Boone, dont le travail sur le corps et la sensorialité complète la réflexion menée par d'autres sur le texte et la diction, fit aussi forte impression. Danseur, fasciné par le burlesque, le jeune créateur a mis en jeu

En Chine, il termine la construction de l'aéroport de Shanghai, qui sera inauguré en octobre. Cette métropole a d'ailleurs pris une certaine avance sur la capitale, puisque c'est une autre équipe française, celle de l'architecte Jean-Marie Charpentier, qui a été chargée d'y édifier l'Opéra inauguré en 1998 et d'autres commandes publiques.

Au même titre que les grands contrats industriels signés avec les pays occidentaux, l'ouverture récente de la Chine aux maîtres d'œuvre internationaux est l'un des messages que ses dirigeants adressent au reste du monde, comme ce fut le cas en juin lorsque le congrès mondial de l'Union internationale des architectes fut accueilli à Pékin (*Le Monde* du 13 juillet) avec six mille participants. Cette « volonté d'ouverture » au marché et aux hommes de l'art, même si, comme nous l'a précisé Paul Andreu, « on peut l'interpréter de mille manières », est un « changement » et indique « la recherche d'une voie nouvelle pour laquelle beaucoup d'architectes chinois se sont battus ». Pour la réalisation du projet et le suivi du chantier, des équipes chinoises seront, comme c'est l'usage, associées au lauréat. Paul Andreu souhaite notamment pouvoir continuer à travailler avec l'université Xing Hua, qui a collaboré à la phase d'études, et aimerait engager certains de ses jeunes éléments dont il a apprécié les qualités.

Pour conduire ce grand projet chinois, Paul Andreu dispose en tout cas avec ses équipes d'une maîtrise technique et d'une expérience aguerrie sous tous les climats qui lui ont notamment permis de reprendre, à la mort de Johan Otto von Spreckelsen, le chantier de la Grande Arche de la Défense et de le mener à bien.

Michèle Champenois

## SORTIR

### PARIS

**Et Vian ! En avant la Zique !** Présenté au Cargo de Grenoble en 1998 (*Le Monde* du 21 mars), *Et Vian ! En avant la Zique !* est un cocktail d'insolence et de cocasserie concocté par Agathe Mélinand et Laurent Pelly. Aussi loin que possible d'un respectueux hommage à Boris Vian, ce spectacle est une jam session débridée du côté de chez Alfred Jarry, Raymond Queneau et Jean-Christophe Averty. Ce n'est pas la première fois que le directeur du Centre dramatique national des Alpes, Laurent Pelly, manifeste son goût de la « zique » ludique. *Et Vian !* lui permet d'aller un peu plus loin sur le terrain des expérimentateurs d'art « total », en associant l'ingénierie scénique aux textes et aux partitions. Les dix acteurs-chanteurs réunis pour l'occasion servent en tout cas cette revue avec l'allégresse et la verve requises. *Grande Halle de la Villette, espace Charlie-Parker, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Du 17 août au 3 octobre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 jusqu'au 29 août ; puis à 20 h 30 à partir du 31 août ; dimanche à 16 heures. Tél. : 01-42-22-15-72. De 70 F à 140 F.*

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**Badlands (\*)** de Terrence Malick, avec Martin Sheen, Sissy Spacek. Américain, 1974 (1 h 35).  
**Grand Action, 5<sup>e</sup>** (01-43-29-44-40) ; **Le Balzac, 8<sup>e</sup>** (01-45-61-10-60).  
**Bonnie and Clyde** d'Arthur Penn, avec Warren Beatty, Faye Dunaway. Américain, 1967, copie neuve (1 h 25).  
**Action Ecoles, 5<sup>e</sup>** (01-43-29-79-89).  
**L'Idiot** d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori. Japonais, 1951, noir et blanc, copie neuve (2 h 45).  
**Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup>** (01-43-26-19-09).  
**Cape Fear** de Jack Lee Thompson, avec Gregory Peck, Robert Mitchum, Polly Bergen. Américain, 1962, noir et blanc (1 h 45).  
**Action Christine, 6<sup>e</sup>** (01-43-29-11-30).  
**Du riffi chez les hommes** de Jules Dassin, avec Jean Servais, Carl Möhner, Robert Manuel. Français, 1954, noir et blanc (1 h 56).  
**MK2 Beaubourg, 3<sup>e</sup>** ; **L'Arlequin, 6<sup>e</sup>** (01-45-44-28-80).  
**La Panthère rose** de Blake Edwards, avec Peter Sellers, David Niven, Robert Wagner. Américain, 1964 (1 h 54).  
**Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup>** (01-43-26-84-65).  
**Piravi (La Naissance)** de Shaji N. Karun, avec Premji, Archana. Indien, 1988 (1 h 50).  
**Racine Odéon, 6<sup>e</sup>** (01-43-26-19-68) ; **Les 7 Parnassiens, 14<sup>e</sup>** (01-43-20-32-20).  
**Quand l'inspecteur s'emmêle** de Blake Edwards, avec Peter Sellers, Elke Sommer, George Sanders. Britannique, 1964 (1 h 41).  
**Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup>** (01-43-26-84-65).  
**Rashomon** d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori. Japonais, 1950, noir et blanc (1 h 30).  
**Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup>** (01-43-26-19-09).  
**To Be or Not to Be** de Ernst Lubitsch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 40).  
**Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup>** (01-43-54-42-34).  
 (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

### FESTIVALS CINÉMA

**Humphrey Bogart**  
*Le Faucon Maltais* (John Huston, 1941) : le 16, à 18 h, 20 h, 22 h ; *African Queen* (John Huston, 1951) : le 17, à 18 h, 20 h, 22 h.  
**Action Christine, 4, rue Christine, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-43-29-11-30.**  
**Cinéma en plein air**  
*Une histoire immortelle* (Orson Welles, 1966) : le 17, à 22 h.  
*Prairie du triangle du Parc de La Villette, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte de Pantin. Tél. : 01-40-03-76-92. Location transat : 40 F.  
**Cinquante ans de cinéma brésilien**  
*Antonio das Mortes* (Glauber Rocha, 1969) : le 16, à 19 h 45 ; *Sao Bernardo* (Léon Hirszman, 1971) : le 16, à 22 h ; *Un ciel plein d'étoiles* (Tata Amaral, 1995) : le 17, à 15 h 15 ; *Terre lointaine* (Walter Salles, 1995) : le 17, à 17 h 30 ; *Le Dieu noir et le Diable blond* (Glauber Rocha, 1963) : le 17, à 19 h 45 ; *Pixote, la loi du plus faible* (Hector Babenco, 1980) : le 17, à 22 h 15.*

### CANNES

**Nicolas Bouvier**  
 Les heureux lecteurs de *L'Usage du monde*, de Nicolas Bouvier, qui seraient de passage à Cannes, ne manqueront pas d'y prendre le bateau pour rejoindre l'île-Sainte-Marguerite. Les attend une exposition des photographies de Nicolas Bouvier, écrivain voyageur mort en février 1998. On lui doit des carnets, des poèmes, des cartes, des sons et musiques qu'il a enregistrés « sur la route ». Dans cette exposition intitulée « Le vent des routes », on retrouve les traces visuelles, riches en impressions et « sentiments », de ses voyages sur les routes de *L'Usage du monde*, de Zagreb à l'Hindu Kuch et au Turkménistan afghan, vers Ceylan et le Japon. Les sons de *Poussières et musiques du monde*, enregistrés ou choisis par Nicolas Bouvier – cornemuse yougoslave, voix tziganes, clarinette persane... –, accompagnent le visiteur. *Musée de la Mer, Ile-Sainte-Marguerite, 06 Cannes. Tél. : 04-93-38-55-26. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 15 et de 14 h 15 à 18 h 30 ; fermé le mardi et les jours fériés. 10 F. Jusqu'au 27 septembre.* Dans la vapeur blanche du soleil, photographies et textes de Nicolas Bouvier, préface de Jean-Pierre Starobinski, éd. Zoé, 212 p., 260 F (39,60 €).

*Les Trois Luxemburg, 67, rue Monsieur-le-Prince, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-46-33-97-77.*

**Carl Theodor Dreyer**  
*Gertrud* (1964) : le 16, à 18 h 10, le 17, à 15 h 55, 22 h 15 ; *Jour de colère* (1943) : le 16, à 20 h 30, le 17, à 20 h 30 ; *Pages arrachées du livre de Satan* (1920) : le 17, à 13 h 35 ; *Ordet* (1955) : le 17, à 18 h 10.

*Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Michel. Tél. : 01-44-07-20-49.*

**Akira Kurosawa**  
*Dode's Caden* (1970) : le 16, à 18 h ; *La Forteresse cachée* (1958) : le 17, à 14 h 20 ; *Barberousse* (1965) : le 17, à 20 h.

*Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris-5<sup>e</sup>. RER Luxembourg. Tél. : 01-43-26-19-09.*

**Kenji Mizoguchi (les années 50)**  
*Le Héros sacrilège* (1955) : le 16, à 16 h 40, 19 h, 21 h 20.  
*Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-48-18.*  
**Polars et suspense au Quartier latin**  
*Laura* (Otto Preminger, 1944) : le 16, à 22 h ; *Gilda* (Charles Vidor, 1946) : le 17, à 22 h.

*Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-43-26-84-65.*  
**Le Western dans tous ses états**  
*La Chevauchée de la vengeance* (Budd Boetticher, 1959) : le 16, à 17 h 45, 21 h 45 ; *Comanche Station* (Budd Boetticher, 1960) : le 17, à 13 h 45, 17 h 45, 21 h 45.  
*Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris-5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-43-26-84-65.*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### DERNIERS JOURS

**16 août :**  
**Robert Delaunay**  
*Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. Tous les jours, de 10 heures à 22 heures. 35 F.*

**22 août :**  
**Eugène Jansson (1862-1915)**  
*Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. 40 F.*

**Porcherie**  
 de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Stanislas Nordey.  
*Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M<sup>e</sup> Saint-Denis-Basilique. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.*

**29 août :**  
**Georges Malkine**  
*Pavillon des Arts, Les Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. 30 F.*

**1<sup>er</sup> septembre :**  
**Beverly Pepper, Magdalena Abakanowicz**  
*Jardins du Palais-Royal, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Tél. : 01-49-52-08-36. De 7 heures à 23 heures. Entrée libre.*

## Succès du pari théâtral de Robin Renucci en Haute-Corse

### OLMI CAPPELLA

*de notre envoyé spécial*

En Corse, l'Assunta – l'Assomption – a pris depuis longtemps des allures de fête nationale. Pourtant, à Poggioia, ce matin du 15 août, règne un calme profond. Aux lueurs de l'aurore est retombée la fièvre qui agita, depuis le 5 juillet, les quatre communes de la micro-région du Giunssani (Olmi-Cappella, Poggioia, Vallica et Mausoleu). Six semaines durant, elles ont connu une effervescence artistique inespérée dans ces cantons de montagne, où la désertification peine à être enravée. On n'y a parlé que théâtre, Koltès et Shakespeare, Garcia Lorca et Beaumarchais, mais aussi technique, respiration, danse et patrimoine linguistique.

Pour ces deuxième Rencontres internationales du théâtre organisées par le comédien Robin Renucci, l'aventure a changé d'échelle : 80 stagiaires pour la première édition, près de 150 cette année ; une douzaine de spectacles en 1998, plus du double en 1999, et la participation de stagiaires venus de Finlande, du Portugal, d'Italie et des Etats-Unis (une sorte de « cadeau » d'Aurélien Recoing venu monter *Les Femmes de Troie*, d'après La

*Troade* de Robert Garnier, avec une quinzaine de ses élèves de Washington DC).

Le budget a suivi : de 700 000 francs (106 714 €) en 1998, à 1,9 million de francs (289 650 €) pour 1999. Nouveaux sponsors, apports en subventions de l'Etat, des communes et de l'Europe, qui accorde plus de 400 000 francs au titre de l'aide aux régions culturellement déshéritées et aux échanges patrimoniaux.

Ces rencontres, qui se veulent la prolongation du mouvement d'éducation populaire tel que l'a rêvé Jean Vilar, prennent la suite des Rendez-vous de Valréas, puis de Villeneuve-lès-Avignon sur quatre décennies (1955-1995), et on y retrouve ses pionniers parmi les pédagogues qui entourent Renucci.

Pour cette expérience du Giunssani, Robin Renucci avait fait appel à ses propres maîtres (Pierre Vial, René Jauneau, Charles Charras, Monique Hermant-Bosson) afin d'assurer le passage de témoin entre générations. D'anciens condisciples du conservatoire, des enseignants de l'école Charles-Dul-lin, des compagnons de route de l'homme de spectacle complétaient le premier cercle : parmi eux Na-

## LE MONDE DES LIVRES

avec **Le Monde**  
 DATÉ VENDREDI

★ **Le 16 à Muro, le 18 à Calvi, le 20 à Venaco, le 22 à Santa-Reparata, le 24 à Ile-Rousse, le 26 à Castillard-Casina.**

LUNDI 16 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.25** Algérie, combats de femmes. Invités : Malek Chebel ; Nassira Dutour ; Driss El Yazami ; Zazi Sadou ; Fatiha Talahite. **Forum Planète**

**0.10** Le Monde des idées. La revue « Esprit ». Invité : Olivier Mongin. **LCI**

MAGAZINES

**20.00** 20h Paris Première. Paolo Conte. **Paris Première**

**20.10** Le Talk Show. Faudel ; le chanteur « M ». **LCI**

**21.05** Le Point. Les caméras de surveillance. Crouler sous la pression. Le prêt à copier. **TV 5**

**21.10** Le Journal des régions. La Basse Normandie. **LCI**

**22.25** Planète des hommes. Les Mennonites et le reste du monde. **RTBF 1**

DOCUMENTAIRES

**19.00** Nature. Catastrophe à Biblis. **Arte**

**19.00** La Seiche géante d'Australie. **Odyssee**

**19.45** Irlande, Irlandes, les racines de la violence. [1/2]. D'un conflit à l'autre. **Histoire**

**20.15** La Vie en feuilletton. On a marché sur l'Atlas [1/4]. **Arte**

**20.30** Femmes d'Islam. [2/3]. Algérie, Egypte, Iran : la voile et la peur. **Forum Planète**

Le Monde TELEVISION

FRANCE-CULTURE

**16.00** La ville musarde S'interrogeant sur l'art et la manière de raconter une ville et son histoire, Francesca Piolot et Guy Senaux tombèrent d'accord pour demander à cinq écrivains de jouer les guides de ces balades sonores en y mêlant leurs propres souvenirs. De lundi à vendredi, voici donc Grenoble, Strasbourg, Toulouse, Lourdes et Clermont-Ferrand. Cinq portraits peu conventionnels, entre rêve et réalité.

**20.35** L'Aéronavale américaine. **Planète**

**21.25** Le Défi alimentaire. **Planète**

**21.40** Mémoires d'ex. [2/3]. Suicide au comité central. **Odyssee**

**22.20** Vietnam, 10 000 jours de guerre. [3/13]. Johnson, la décision fatale. **Planète**

**22.45** Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. **Histoire**

**23.45** Jean-Louis Barrault. Un homme de théâtre. **Paris Première**

**0.05** Base-Ball. [7/18]. **Planète**

**0.30** La Case de l'Oncle Doc. Banlieue olympique. **France 3**

**0.30** Los Angeles, ville farfelue. **Odyssee**

SPORTS EN DIRECT

**20.55** Football. Championnat d'Angleterre. Aston Villa - West Ham. **Canal + vert**

MUSIQUE

**21.00** Les Brigands. Opéra d'Offenbach. Mise en scène. Louis Erio et Alain Maratrat. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. Claire Gibault. **Muzzik**

**21.40** Nuits d'été, de Berlioz. Lausanne 1994. Avec Barbara Hendricks, soprano et l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesus Lopez Cobos. **Mezzo**

**22.10** La Mort de Cléopâtre, de Berlioz. Avec Anne-Sofie von Otter. Dir. John Eliot Gardiner. **Mezzo**

**23.05** B'net Houariyat ; Sawt el Atlas. Angoulême 1998. **Muzzik**

THÉÂTRE

**21.00** La Servante aimante. Pièce de Carlo Goldoni. Mise en scène. Jacques Lassalle. **Paris Première**

**22.45** Quand la Chine téléphonera. Pièce de Patricia Levrey. Mise en scène. Jean-Jacques Devaux. **France 2**

TÉLÉFILMS

**20.30** Belphegor. Claude Barma [1/2]. **Ciné Classics**

**20.50** Jamais sans toi. Daniel Jannneau. **TF 1**

**22.10** La Robe de velours noir. Norman Stone. **Festival**

**22.30** Le Visage de l'assassin. Josef Rödi. **M 6**

**23.05** Pour le meilleur et pour le pire. Andy Wolk. **France 3**

COURTS MÉTRAGES

**22.25** Courts au 13. *Black valise*. Hervé Hadmar. **13<sup>ème</sup> RUE**

**0.20** Court-circuit. *Des heures sans sommeil*. Ursula Meier. **Arte**

SÉRIES

**21.00** Gun. Les femmes du président. **Canal Jimmy**

**22.05** Profiler. Vent d'angoisse. **TSR**

**22.20** Buffy contre les vampires. Le puzzle. **Série Club**

**0.35** Alifred Hitchcock présente. Vision du passé. **13<sup>ème</sup> RUE**

FILMS

**18.05** La Corde ■■ Alfred Hitchcock (EU, 1948, v.o., 85 min) **Cinétoile**

**18.45** Mon père avait raison ■■ Sacha Guitry (France, 1936, N., 95 min) **Ciné Classics**

**20.10** Lone Star ■■ John Sayles (Etats-Unis, 1996, 135 min) **RTBF 1**

**20.40** Dick Tracy ■■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min) **Cinéstar 1**

**20.55** Un singe en hiver ■■ Henri Verneuil (France, 1962, N., 105 min) **France 3**



**20.55** Force majeure ■■ Pierre Jolivet. Avec Patrick Bruel, François Cluzet (France, 1988, 90 min) **M 6**

**21.00** Les Armaqueurs ■■ Stephen Frears (Etats-Unis, 1990, 110 min) **Cinéstar 2**

**21.20** Le Train ■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1972, 100 min) **Cinétoile**

**22.10** Bedlam ■■ Mark Robson (EU, 1946, N., v.o., 85 min) **Ciné Classics**

**22.10** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (EU, 1956, v.o., 120 min) **Ciné Cinéma 3**

**22.15** La Femme écarlate ■■ Jean Valère (France, 1968, 105 min) **TV 5**

**22.20** Les Feux de l'enfer ■■ Andrew V. McLaglen (EU, 1968, v.o., 120 min) **Ciné Cinéma 1**

**22.50** Chungking Express ■■ Wong Kar-Wai (Hong-Kong, 1994, 100 min) **Cinéstar 2**

**23.00** Une femme survint ■■ John Ford (EU, 1952, N., v.o., 95 min) **Cinétoile**

**0.55** The Lodger ■■ Alfred Hitchcock (GB., 1926, N., muet, version teintée 85 min) **Arte**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**

**18.05** Sous le soleil. **O.**

**19.00** Les Dessous de Palm Beach. **O.**

**20.00** Journal, Météo.

**20.50** Jamais sans toi. Téléfilm. Daniel Jannneau. **O.**

**22.30** Photos de vacances.

**23.55** F 1 magazine.

**0.30** TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

**18.30** Hartley, cœurs à vif. **O.**

**19.15** 1 000 enfants vers l'an 2000.

**19.20** Qui est qui ?

**20.00** Journal, Météo.

**20.55** Jeux sans frontières.

**22.45** Quand la Chine téléphonera. Pièce de Patricia Levrey.

**0.35** Journal, Météo.

**0.55** Secret bancaire. La magnifica. **O.**

**1.45** Mezzo Finfo.

**1.55** Les Animaux et leurs hommes.

FRANCE 3

**16.25** C'est l'été.

**18.20** Questions pour un champion.

**18.50** Météo des plages.

**18.55** Le 19-20 de l'information, Météo.

**20.05** Fa Si La.

**20.55** Tout le sport.

**20.55** Un singe en hiver ■■ Film. Henri Verneuil. **O.**

**22.40** Météo, Soir 3.

**23.05** Pour le meilleur et pour le pire. Téléfilm. Andy Wolk. **O.**

**0.30** La Case de l'Oncle Doc. Aux p'tits bonheurs la France - Banlieue olympique.

**1.25** Benny Hill. **O.**

CANAL +

**18.29** Jean-Luc et Faipassa. ► En clair jusqu'à 20.35

**18.30** Seinfeld. **O.**

**19.00** Best of Nulle part ailleurs.

**20.05** Le Zapping.

**20.10** Les Simpson. **O.**

**20.35** Rien à perdre ■■ Film. Steve Oedekerk. **O.**

**22.10** Corridas. Les Masters du Rejoneo.

**23.39** 10 secondes et des poussières. Une gagole. **O.**

**23.40** Seinfeld. La montre. **O.**

**0.05** Boxe hebdo.

ARTE

**19.00** Nature. Danger de mort.

**19.45** Météo. **Arte info.**

**20.15** La Vie en feuilletton. [1/4].

**20.45** Un amour de Swann ■■ Film. Volker Schlöndorff. **O.**

**22.30** Fiesta ■■ Film. Pierre Boutron. **O.**

**0.20** Court-circuit. *Des heures sans sommeil*. Ursula Meier. **O.**

**0.55** The Lodger ■■ Film. muet et en version teintée d'Alfred Hitchcock et Alma Reville. **O.**

M 6

**18.25** The Sentinel. **O.**

**19.20** Dharma & Greg. **O.**

**19.50** La sécurité sort de la bouche des enfants.

**19.54** Le Six Minutes, Météo.

**20.10** Zorro. **O.**

**20.40** Météo des plages.

**20.45** Les Produits stars.

**20.55** Force majeure ■■ Film. Pierre Jolivet. **O.**

**22.25** La Minute Internet.

**22.30** Le Visage de l'assassin. Téléfilm. Josef Rödi. **O.**

**0.15** Une souris chez les hommes. Film. Jacques Poitrenaud. **O.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

**20.30** Ciné-club. Ecrans magnétiques : cinéma des surréalistes.

**22.00** Les Chemins de la musique.

**22.40** Carnets de voyage.

**0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

**21.30** 19<sup>e</sup> Festival d'Ambronay. Par les Chœur des musiciens du Louvre et les Musiciens du Louvre-Grenoble, dir. Marc Minkowski. Œuvres de Mondoville, Charpentier.

**23.00** Jazz voyageur.

RADIO CLASSIQUE

**20.15** Les Soirées. *Quatuor* op. 33 n° 3, de Haydn, par le Quatuor Mosaïques.

**20.40** Gérard de Nerval et la musique. *La Damnation de Faust* (extraits), de Berlioz, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner ; Œuvres de Weber, Liszt, Meyerbeer...

**22.34** Les Soirées... (suite). Œuvres de Janquin, Mozart, Spohr, Gluck, Alkan.

MARDI 17 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.30** Nehru, une certaine idée de l'Inde. Invités : Marc Gaborieau ; Charles Hartgrove ; Son Excellence Kanwal Sibal ; Jacques Pouchepadass ; Max Jean Zins. **Forum Planète**

**23.20** Le Secret du Loch Ness. Invités : Alicia Barclay ; Benoît Grison ; Michel Meurger ; Joann Sfar ; Bernard Vandermsch. **Forum Planète**

MAGAZINES

**13.50** La Cinquième rencontre... A chacun son Everest. Avec Christine Janin. **La Cinquième**

**14.00** 20h Paris Première. Paolo Conte. **Paris Première**

**16.15** Les Arts en liberté. Les ponts de Paris. **RTBF 1**

**16.30** C'est l'été. Beau lieu. Invités : Danièle Gilbert ; Salvatore Adamo ; Lena Ayal. **France 3**

**17.10** et **20.10** Le Talk Show. **LCI**

**17.00** Les Lumières du music-hall. Marie-José Neuville. Charles Trenet. **Paris Première**

**18.00** Stars en stock. Natalie Wood. Montgomery Clift. **Paris Première**

**19.00** Archimède. Voir : Vive la marée ! Pourquoi : La couleur des choses. Expérience : Un cerceau du Moyen Age. Brève : Pour des clous. Sciences animées : Le Soleil brille. Portrait : Un paléontologue. Application : La marée future. Comment : La machine à laver. **Arte**

**19.15** Inédits. Rêves d'icare [3/5]. **TV 5**

**21.00** Le Gai Savoir. Des mots pour rire. Avec Guy Bedos, Laurent Gerra, Fellag, Jamel Debbouze. **Paris Première**

**21.05** Temps présent. Album de famille. **TV 5**

**22.25** Inédits. Profession charcutier. **RTBF 1**

**22.30** Sud. Les Corses à Marseille. Les enfants de Zizou. L'eau de Marseille. Les « petits rats » de l'Ecole de danse. Vue sur les Docs. Kosmic Associés. **TMC**

**0.25** Un siècle d'écrivains. Robert Walser. **France 3**

DOCUMENTAIRES

**17.00** Les Clinton, un mariage de pouvoir. **Canal +**

**17.25** L'Eau, l'autre perle du désert. **Odyssee**

**17.30** Cinq colonnes à la une. **Planète**

**17.45** Irlande, Irlandes, les racines de la violence. [1/2]. D'un conflit à l'autre. **Histoire**

**17.55** Les Métros du monde. Pékin. **La Cinquième**

**17.55** Mémoires d'ex. [2/3]. Suicide au comité central : 1944-1954. **Odyssee**

**18.45** Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. **Histoire**

**19.00** Les Grands Compositeurs. [8/12]. Brahms. **Odyssee**

**19.10** Gilbert et George. [1/2]. **Planète**

**19.25** La Bible d'Amiens. **Odyssee**

**20.15** La Vie en feuilletton. On a marché sur l'Atlas [2/4]. **Arte**

**20.30** Pour l'amour de l'Inde. **Forum Planète**

**20.35** Les Derniers Mois d'Anne Frank. **Planète**

**20.35** Le Monde des chevaux. [12/13]. Un cheval pour débiter. **Odyssee**

**20.45** La Vie en face. La Russie secrète. L'armée oubliée. **Arte**

**20.45** Les Empereurs romains. [4/6]. Hadrien, le voyageur (117-138 après J-C). **Histoire**

**20.45** Maestro. [3/5]. Le XVIII<sup>e</sup> siècle à Venise. **Mezzo**

**21.35** Comedia. L'Homme de passage. Klaus Michael Grüber. **Arte**

**21.45** Egon Bahr et Philippe Delmas. L'avenir de la guerre. **Histoire**

**21.50** Entre ciel et terre. **Planète**

**21.55** Boîtes noires. Les défaillances mécaniques. **13<sup>ème</sup> RUE**

**21.55** Sainte Thérèse au carmel. **Odyssee**

**22.30** Le Monstre du Loch Ness. **Forum Planète**

**23.00** La Seiche géante d'Australie. **Odyssee**

**23.20** L'Aéronavale américaine. **Planète**

**23.25** Intégrales couilluses. Alex Métayer ; Famille, je vous haine. **France 3**

**0.25** Un siècle de science-fiction. Le voyage dans le temps. **13<sup>ème</sup> RUE**

**17.55** Les Métros du monde. Pékin. **La Cinquième**

**17.55** Mémoires d'ex. [2/3]. Suicide au comité central : 1944-1954. **Odyssee**

**18.45** Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. **Histoire**

**19.00** Les Grands Compositeurs. [8/12]. Brahms. **Odyssee**

**19.10** Gilbert et George. [1/2]. **Planète**

**19.25** La Bible d'Amiens. **Odyssee**

**20.15** La Vie en feuilletton. On a marché sur l'Atlas [2/4]. **Arte**

**20.30** Pour l'amour de l'Inde. **Forum Planète**

**20.35** Les Derniers Mois d'Anne Frank. **Planète**

**20.35** Le Monde des chevaux. [12/13]. Un cheval pour débiter. **Odyssee**

**20.45** La Vie en face. La Russie secrète. L'armée oubliée. **Arte**

**20.45** Les Empereurs romains. [4/6]. Hadrien, le voyageur (117-138 après J-C). **Histoire**

**20.45** Maestro. [3/5]. Le XVIII<sup>e</sup> siècle à Venise. **Mezzo**

**21.35** Comedia. L'Homme de passage. Klaus Michael Grüber. **Arte**

**21.45** Egon Bahr et Philippe Delmas. L'avenir de la guerre. **Histoire**

**21.50** Entre ciel et terre. **Planète**

**21.55** Boîtes noires. Les défaillances mécaniques. **13<sup>ème</sup> RUE**

**21.55** Sainte Thérèse au carmel. **Odyssee**

**22.30** Le Monstre du Loch Ness. **Forum Planète**

**23.00** La Seiche géante d'Australie. **Odyssee**

**23.20** L'Aéronavale américaine. **Planète**

**23.25** Intégrales couilluses. Alex Métayer ; Famille, je vous haine. **France 3**

**0.25** Un siècle de science-fiction. Le voyage dans le temps. **13<sup>ème</sup> RUE**

SPORTS EN DIRECT

**16.45** Cyclisme. Tour de Burgos. **Pathé Sport**

**19.00** Tennis. Tournoi féminin de Toronto (Canada). 2<sup>e</sup> jour. **Eurosport**

MUSIQUE

**18.00** Magic of Montreux 92. Avec Mango Groove ; Eric Clapton ; James Ingram ; Tracy Chapman ; Simone & Mario Bauza's Orchestra ; Tevin Campbell ; Simply Red. **Muzzik**

**19.30** Concert Chopin. Orangerie de Bagatelle 1998. Avec Pavlin Nechev, piano ; Sumiko Hayashi, piano ; Tatiana Smelova, piano ; Cédric Tiberghien, piano. **Mezzo**

**20.59** Soirée Solti. **Muzzik**

**21.40** Les Quatre Saisons, de Vivaldi. Par l'Ensemble I Musici. **Mezzo**

**22.35** Lounis Aït Menguellet. Raconte-moi une histoire. **Muzzik**

**22.45** Turandot. Opéra de Puccini. Mise en scène. Giuliano Montaldo. Par l'Orchestre des Arènes de Vérone, dir. Maurizio Arena. **Mezzo**

**0.45** Jazz Greats 2. Montreux 1992. Avec Herbie Hancock ; le Newport All Stars ; the Holly Cole Trio ; Kirsten Gustafson ; Stéphane Grappelli ; Jimmy McGriff ; Jimmy Smith. Et avec le Louis Bellson's Swing America Big Band. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

**20.30** Le bonheur est un mensonge. Patrick Dewolf. **Festival**

**20.35** Voyage vers un monde perdu. Bob Keen. **O.**

**22.10** La Fête des pères. Jean-Daniel Verhaeghe. **Festival**

**22.15** L'Eté 36. Yves Robert [2/2]. **TV 5**

**22.45** L'Ombre du mal. Daniel Sackheim. **O.**

**22.50** L'Envers du tableau. Steven Spielberg, Boris Sagal et Barry Shear. **13<sup>ème</sup> RUE**

SÉRIES

**17.30** Highlander. Course contre la montre. **M 6**

**18.25** The Sentinel. La traque. **O.**

**18.30** Hartley, cœurs à vif. **France 2**

**18.30** Seinfeld. Chacun dans sa bulle. **O.**

**18.30** Galactica. La patrouille lointaine. **13<sup>ème</sup> RUE**

**19.55** Happy Days. La nuit d'Halloween. **Série Club**

**20.00** Une fille à scandales. Tel est pris qui croyait prendre (v.o.). **Téva**

**20.10** Les Simpson. Simpsonnerie chantante. **O.**

**20.10** Zorro. Une affaire d'honneur. **M 6**

**20.45** Code Quantum. Le couloir de la mort. **Série Club**

**20.50** Ally McBeal. Surprise, surprise. Branle-bas de combat. **RTBF 1**

**20.55** La Vie à cinq. Etat d'urgence. Le grand saut. **Téva**

**22.10** De la Terre à la Lune. A perte de vue. **O.**

**22.20** C-16. Meurtre en exclusivité. **Série Club**

**22.25** Father Ted. Cigarettes, alcool et patinage (v.o.). **Canal Jimmy**

**22.30** Millennium. Yaponchik. **O.**

**22.55** Star Trek, la nouvelle génération. Emergence (v.o.). **Canal Jimmy**

**23.45** Star Trek, Deep Space Nine. Le collaborateur (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

**17.55** Courage, fuyons ■■ Yves Robert (France, 1979, 95 min) **Cinétoile**

**18.40** La Manière forte ■■ John Badham (Etats-Unis, 1991, v.o., 110 min) **O.**

**18.45** Le Cap de l'espérance ■■ Raymond Bernard (France, 1951, N., 95 min) **O.**

**18.45** Dernier domicile connu ■■ José Giovanni (France, 1969, 105 min) **O.**

**19.25** Les Liens du souvenir ■■ Diane Keaton (Etats-Unis, 1995, 95 min) **O.**

**20.30** Le Père Lampion ■■ Christian-Jaque (France, 1934, N., 100 min) **O.**

**20.30** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (EU, 1956, 120 min) **O.**

**21.00** Le Voyageur de la Toussaint ■■ Louis Daquin (France, 1942, N., 100 min) **O.**



**22.10** L'Aurore ■■■■ Friedrich Wilhelm Murnau. Avec George O'Brien, Janet Gaynor (EU, 1927, N., v.o., muet, 95 min) **O.**

**22.10** Les Feux de l'enfer ■■ Andrew V. McLaglen (EU, 1968, v.o., 120 min) **O.**

**22.20** La Bible de néon ■■ Terence Davies (GB-EU, 1994, 110 min) **O.**

**22.25** Un après-midi de chien ■■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1975, 125 min) **O.**

**22.30** Mes petites amoureuses ■■■■ Jean Eustache (France, 1974, 120 min) **O.**

**22.40** Le Déclin de l'empire américain ■■ Denis Arcand (Canada, 1985, 100 min) **O.**



**23.45** Mon père avait raison ■■ Sacha Guitry. Avec Sacha Guitry, Jacqueline Delubac (Fr., 1936, N., 100 min) **O.**

**23.50** L'homme qui en savait trop ■■ Alfred Hitchcock (EU, 1956, 120 min) **O.**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**

**15.25** Le Rebelle. **O.**

**16.15** Sunset Beach. **O.**

**17.10** Melrose Place. **O.**

**18.05** Sous le soleil. **O.**

**19.00** Les Dessous de Palm Beach. **O.**

**20.00** Journal, Météo.

**20.50** La Cage aux folles 3. Film. Georges Lautner. **O.**

**22.30** Vas-y Maman ■■ Film. Nicole de Buron. **O.**

**0.10** Très chasse. Bécasses en France.

**FRANCE 2</**

## Le président sud-coréen entend obliger les conglomérats à se démanteler

La vente par appartements de Daewoo sera le premier exemple de cette volonté réformatrice

### TOKYO

de notre correspondant

Le démantèlement du groupe Daewoo, le troisième conglomérat sud-coréen, est pour le président Kim Dae-jung l'occasion de faire preuve de sa détermination à réformer les *chaebols*, ces géants industriels criblés de dettes qui monopolisent le capital industriel et contrôlent un tiers de la richesse du pays.

A la veille de l'annonce du plan de restructuration de Daewoo, qui revient à l'éclatement pur et simple du groupe, M. Kim a promis, dimanche 15 août, dans le discours marquant l'anniversaire de libération de la Corée du joug colonial japonais, « d'être le premier président qui aura contraint les chaebols à se réformer ». Dans un discours perçu comme une « déclaration de guerre » aux conglomérats, le chef de l'Etat a qualifié ceux-ci de « nuisibles » en ce qu'ils entravent une déconcentration de l'activité industrielle nécessaire au redressement de l'économie.

Profitant de la vague d'indignation provoquée par la déconfiture de Daewoo, qui, depuis le 19 juillet, est en rupture de paiements (les banques ont maintenu le groupe sous perfusion en réévaluant ses dettes), le président Kim cherche à mettre le fer dans la plaie et à faire passer la réforme des *chaebols* qu'il a promise à son arrivée au pouvoir en février 1998.

### MOINS DE FILIALES

Alors que la restructuration des banques a été menée rondement, la réforme des conglomérats industriels s'est enlisée. Les cinq plus grands (Hyundai, Samsung, Daewoo, LG et SK), encore largement encore contrôlés par les familles de leurs fondateurs respectifs, ont continué à grossir et à s'endetter en dépit des pressions gouvernementales pour qu'ils

concentrent leurs activités sur certains secteurs en procédant à des échanges de leurs filiales (ce que les Coréens ont baptisé le *Big Deal*). Ils se sont certes engagés à réduire le nombre de leurs filiales, à limiter les participations croisées entre celles-ci et à ramener d'ici à la fin de l'année leur taux d'endettement d'une moyenne de 450 % à 200 %. Mais en deux ans, ils ne se sont séparés que de 35 des 264 filiales qu'ils possèdent au total.

Grâce à la réforme des banques, l'Etat est devenu leur principal actionnaire et dispose de moyens supplémentaires de pression pour encourager les réformes « volon-

taire ». Mais les conglomérats ont résisté et ont continué à émettre des obligations, créant un nouveau risque financier national. Daewoo par exemple a emprunté plus de 20 milliards de dollars aux fonds de placement en augmentant de 40 % ses dettes au cours de 1998. Celles-ci s'élevaient au total à 57 milliards de dollars. Avec 500 millions de dollars à payer par mois en intérêts, le moratoire du 19 juillet (5,8 milliards de dollars) ne pouvait que différer l'échéance du démantèlement.

### Des dettes toujours croissantes

La montagne de dettes des conglomérats a été la principale cause de la crise financière de la Corée du Sud qui a nécessité en décembre 1997 une intervention du Fonds monétaire international de 58 milliards de dollars. L'endettement des cinq grands chaebols reste considérable : d'un montant cumulé de 140 milliards de dollars en 1997, il est estimé aujourd'hui à 190 milliards de dollars. Hyundai et Daewoo viennent en tête avec respectivement 60 et 57 milliards de dollars de dettes. Samsung devrait en revanche parvenir en fin d'année à réduire de moitié son taux d'endettement, ainsi que l'exige le gouvernement.

annoncé que si le plan de restructuration de Daewoo ne satisfait pas les marchés, il prendrait le contrôle des filiales du groupe afin d'accélérer leur vente par appartements. Au cours de ces dernières semaines, « Chairman Kim », le fondateur et l'âme du groupe Daewoo, a résisté aux pressions du gouvernement pour vendre ses filiales financières rentables (Seoul Investment Trust et Daewoo Securities). Il n'a désormais plus le choix. Le groupe Daewoo ne comptera plus que six de ses vingt-cinq entités dont la filiale automobile Daewoo Motors - encore l'alliance stratégique en cours de négociation avec Gene-

ral Motors ne laissera-t-elle guère de marge de manœuvre aux Coréens -, la maison de commerce Daewoo Corp et Daewoo Capital.

Le démantèlement de Daewoo coûtera cher à l'Etat coréen et fera monter la facture de la restructuration des banques : évaluée à 20 % du produit intérieur brut, elle pourrait passer à 27 %, estime l'économiste David Roche, d'Indépendant Strategy. Mais si ce démantèlement s'opère sans trop de « casse », le président Kim Dae-jung aura remporté une victoire importante dans sa politique de réforme en créant un précédent qui amènera peut-être les autres conglomérats à réfléchir.

Longtemps, on a cru que les chaebols étaient trop gros pour couler : c'est pourquoi les banques ont continué à les financer quel que soit leur endettement. C'est sur cette présomption d'« invulnérabilité » qu'a misé jusqu'à ces derniers jours Kim Woo-chong, président du groupe, pour procéder à une restructuration « à sa main », en différant le plus possible les échéances. Il s'est trompé.

La déconfiture de Daewoo est une leçon. Le groupe a certes été le plus rétif aux exigences de restructuration du gouvernement : il a fait beaucoup de promesses mais il en a honoré peu. Son hostilité au gouvernement l'a en outre desservi. Mais il y a d'autres « mauvais élèves ». A commencer par Hyundai, le premier conglomérat coréen. Avec un taux d'endettement de 450 %, des dettes auprès des banques étrangères s'élevant à 14 milliards de dollars et des problèmes de liquidités, le géant est vulnérable. Hyundai a annoncé qu'il allait vendre trois de ses filiales avant fin septembre. Est-ce que ce sera suffisant pour rassurer les créanciers ?

Philippe Pons

## Chez Francis : les tracts ont été photocopiés à la préfecture

UN RAPPORT D'EXPERTISE a confirmé que les tracts « *Féraud balance des flics* », abandonnés lors de l'incendie criminel de la paillotte Chez Francis dans la nuit du 19 au 20 avril, ont été photocopiés à la préfecture d'Ajaccio. L'expertise, révélée par *Le Journal du dimanche* du 15 août, a également confirmé l'origine criminelle du feu qui a détruit la photocopieuse. Au cours de l'instruction, Gérard Pardini, l'ancien directeur de cabinet de Bernard Bonnet, a toujours soutenu qu'il avait écrit ce tract à la demande de l'ancien préfet de Corse et qu'il avait utilisé une photocopieuse de la préfecture pour le reproduire en plusieurs exemplaires. Bernard Bonnet a, lui, nié toute implication dans l'opération contre la paillotte ainsi que dans la destruction de la photocopieuse.

Par ailleurs une paillotte, construite sur la plage de Palombaggia à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) a été détruite dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 août par un incendie d'origine indéterminée.

### DÉPÊCHES

■ **ELF : l'ancien président du Conseil constitutionnel Roland Dumas**, mis en examen dans l'affaire Elf, interrogé, lundi 16 août, sur RTL, a qualifié de « réformatrice » la réforme de la justice actuellement à l'étude. Supprimer les juges d'instruction est, selon lui, « une initiative sur laquelle il faut réfléchir ». A propos d'Alfred Sirven, l'ancien directeur financier d'Elf, recherché dans le cadre de cette affaire, M. Dumas a déclaré : « Il aura peut-être des choses à dire, cet homme. L'espère que si on doit le retrouver on le retrouvera vivant. »

■ **TRANSPORT AÉRIEN : Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement** s'est déclaré, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 15 août, « scandalisé » par le refus d'Air France d'embarquer un passager trisomique et par le fait que la compagnie ait exigé d'un homme obèse qu'il paie, du fait de sa corpulence, un prix majoré pour voyager sur un vol Paris-Pékin (*Le Monde* du 14 août).

■ **DIPLOMATIE : les Etats-Unis ont officiellement ouvert**, lundi 16 août, leur nouveau consulat général à Ho Chi Minh-Ville. L'ancienne ambassade américaine, démolie il y a un an pour la construction du nouveau consulat, avait été la scène de l'une des images les plus dramatiques de la déroute des Etats-Unis au Vietnam, avec l'évacuation par hélicoptères des derniers Américains juste avant l'entrée des troupes communistes à Saïgon, en avril 1975. Les relations diplomatiques entre Hanoï et Washington n'ont été normalisées qu'en août 1995. - (AFP)

■ **FARINES ANIMALES : Jean-Jacques Guillet, secrétaire général du Rassemblement pour la France (RPF)**, a demandé au gouvernement, dans un communiqué daté du 15 août, de « prendre immédiatement les mesures nécessaires » pour mettre fin au « nouveau scandale des farines animales fabriquées en France à partir de boues d'épuration ». Le 9 juin, *Le Canard enchaîné* avait dévoilé un rapport de la direction nationale des enquêtes et de la répression des fraudes selon lequel certaines farines animales sont fabriquées à partir de déchets solides et de boues de stations d'épuration.

Tirage du Monde daté dimanche 15-lundi 16 août 1999 : 581 434 exemplaires. 1 3

## LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

1000 ANS DE SCIENCES

Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner.

10<sup>e</sup> tableau

XX<sup>e</sup> siècle :

Particules et galaxies

Des rayons X au micromonde et des galaxies à l'expansion de l'Univers, la physique change d'échelles.

EN VENTE EN KIOSQUE

## La diplomatie de la perle noire, symbole des disparités entre Tahiti et Cook

### PAPEETE

de notre envoyée spéciale

Le président de la Polynésie française, Gaston Flosse, a le sens du beau geste ; fût-il coûteux. Lors de la visite en Polynésie française du ministre néo-zélandais des affaires étrangères, Don McKinnon, les 11 et 12 août, le président invite à déjeuner la délégation sous les flamboyants du jardin de la présidence. Pour honorer son hôte, l'épouse du ministre choisit de porter la belle perle noire que lui a offerte, la veille, Dr Jo Williams, le nouveau premier ministre des îles Cook, petites sœurs jumelles des îles de Polynésie Française. Feignant presque l'offense, Gaston Flosse se fait un devoir d'offrir sur-le-champ à son invitée une somptueuse perle noire, de Tahiti cette fois, infiniment plus fine, avec une chaîne en or notablement plus lourde.

Du point de vue local, c'est d'abord un signe d'amitié pour enterrer les « turbulences du passé » évoquées dans les divers discours officiels avec une pudeur à la mesure de la véhémence de « l'époque nucléaire ». Par ail-

leurs, Tahiti, qui exporte 12 millions de tonnes de ces perles précieuses par an, selon le directeur de Tahiti perles, à des prix vingt à trente fois supérieurs aux perles blanches, n'est pas à un collier près.

« Les gens des Cook regardent avec envie leurs cousins de Tahiti. Ils ont plusieurs voitures, ils portent des bijoux et ils sortent pour manger. Mais à part cela on est le même peuple », rappelle le secrétaire aux affaires étrangères des îles Cook, Edwin Pittman. Le chef de l'opposition à Tahiti, Oscar Temaru, a d'ailleurs la nationalité néo-zélandaise, de par ses parentés avec les îles Cook aujourd'hui en « association libre » avec la Nouvelle-Zélande ; un modèle qui a en partie inspiré les accords de Nouméa. Même peuple, mêmes archipels, les Cook et la Polynésie française vivent donc depuis deux siècles une destinée politique et économique presque opposée.

Si les îles Cook ont un PNB d'environ 110 millions de dollars, la Polynésie française affiche un PNB près de soixante-dix fois supérieur. Certes, l'écart démographique est

important et s'accroît. Les îles Cook n'ont plus que 18 000 habitants sur leur quinze îles, 40 000 ayant immigré en Nouvelle-Zélande, alors que les 225 000 habitants de Polynésie française, répartis sur cinq archipels, ne montrent guère de velléités de départ. Mais malgré les disparités de niveaux de vie, l'eau est potable aux îles Cook ; elle ne l'est pas à Tahiti, à quelques communes près.

Et alors que les îles Cook sont fières de leur indépendance politique et envisagent avec orgueil le jour où elles pourront se passer de la modeste aide néo-zélandaise (environ 18 millions de francs), à Tahiti, au contraire, on envisage, au pire, une diminution de la subvention de l'Etat français dans les secteurs économiques les plus dynamiques, comme le tourisme, mais pour rien au monde un arrêt du transfert des autres milliards venus de Paris. Le haut-commissaire, Jean Aribaud, estime que « c'est le prix de la stabilité ». Et au diable l'avarice ! comme dirait le président Flosse.

Florence Changy

## La FNMF souligne l'urgence de réformer l'assurance-maladie

DANS UN ENTRETIEN publié lundi 16 août par *Les Echos*, Jean-Pierre Davant, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), presse le gouvernement de donner suite au plan de réforme du système de santé, élaboré par Gilles Johanet, le directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et adopté le 12 juillet par son conseil d'administration. Déplorant qu'il soit « déjà trop tard pour que les mesures de la CNAM puissent sérieusement être intégrées au projet de loi de financement de la Sécurité sociale » pour 2000, M. Davant estime que le gouvernement « ne pourra pas laisser filer une occasion pareille une deuxième fois ».

Cette mise en garde du président de la Mutualité française, organisme membre de la majorité de gestion de la CNAM, intervient alors que la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry n'a

pas caché ses réticences sur le dispositif de réforme retenu par la CNAM. Dès la présentation du plan, ses services avaient fait valoir que sur les 62 milliards de francs d'économies proposés, 47 milliards seulement seraient applicables, en estimant, de surcroît, que l'effort demandé était trop inégalement réparti, pesant notamment très lourdement sur l'hôpital.

« Je ne suis pas un farouche partisan de la gestion paritaire, mais il faut dire clairement si les partenaires sociaux sont là pour faire de la figuration ou pas », commente M. Davant. Le président de la Mutualité française émet toutefois quelques réserves sur certaines dispositions du plan. Il se déclare ainsi « en total désaccord » avec la proposition de la CNAM de rembourser des médicaments sur la base du prix du plus bas de chaque classe thérapeutique. Il juge par ailleurs que « quand la CNAM

avance 30 milliards de francs d'économies sur l'hôpital, elle le fait avec une brutalité dans l'expression qui met en péril le bien fondé de la mesure qu'elle préconise ».

Evoquant l'audit réalisé par l'Agence française de sécurité sanitaire sur le service médical rendu par 1 100 médicaments et dont les premiers résultats mettaient en doute l'efficacité d'un quart d'entre eux (*Le Monde* du 7 août), M. Davant préconise de « dérembourser en totalité » ceux qui ont « peu ou pas d'effet médical ». S'il s'agit simplement de faire passer des médicaments d'un remboursement à 65 % à un remboursement à 35 %, « ce sera un coup d'épée dans l'eau », prévient-il.

Toujours dans le domaine de l'assurance-maladie, le gouvernement a fait paraître au *Journal officiel* du samedi 14 août trois arrêtés qui devraient augmenter le nombre de professionnels de la santé acceptant la carte Vitale, la

carte à puce de la Sécurité sociale. Ces textes fixent les modalités de la télétransmission des feuilles de soins électroniques par les médecins libéraux et les pharmaciens. Ils déterminent également le montant de l'aide financière que versera l'assurance-maladie à ces professionnels pour compenser les frais de la télétransmission et encourager son développement.

Les médecins recevront ainsi un franc par feuille de soin électronique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999 jusqu'au 31 décembre, avec un plafond de 3 750 francs par praticien. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, le montant de « l'aide pérenne » accordée aux praticiens sera limité à 40 centimes par feuille de soin, avec un plafond de 3 000 francs par an. Les pharmaciens, qui se sont engagés à télétransmettre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, recevront une « aide pérenne » de 30 centimes par feuille de soin électronique.